



Bulletin Officiel

N° 5060 Vendredi 11 Mars 2016

— 18^{ème} ANNEE — ISSN 0330-7174

SOMMAIRE

AVIS DE SOCIETES

COMMUNIQUE DU CME

RAPPEL DES OBLIGATIONS D'INFORMATION ANNUELLES DES SICAV A L'OCCASION DES ASSEMBLEES
GENERALES ORDINAIRES 2-3

ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES

S.P.D.I.T – SICAF - 4

AL HIFADH SICAV – AGO - 5

SOCIETE DE FABRICATION DES BOISSONS DE TUNISIE – SFBT – AGO - 6

SOCIETE DE FABRICATION DES BOISSONS DE TUNISIE – SFBT – AGE - 7

TUNIS INTERNATIONAL BANK – TIB – AGO - 8

TUNISO-EMIRATIE SICAV – AGO - 8

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE

CIL « 2016-1 » 9-12

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE

TUNISIE LEASING « 2016-1 » 13-17

AUGMENTATION DE CAPITAL

SOCIETE DE PRODUCTION AGRICOLE TEBOULBA -SOPAT - 18-21

COURBE DES TAUX

22

VALEURS LIQUIDATIVES DES TITRES OPCVM

23-24

ANNEXE I

LISTE INDICATIVE DES SOCIETES & ORGANISMES FAISANT APPEL PUBLIC A L'EPARGNE

ANNEXE II

COMMUNIQUE DU CME

قرار عام عدد 20 لهيئة السوق المالية بتاريخ 26 ديسمبر 2013 يتعلق بإجراءات تكوين وتصفية الصناديق المشتركة للتوظيف في رأس مال تنمية وصناديق المساعدة على الانطلاق وبالتغييرات الطارئة عليها وبواجبات الإعلام المحمولة على شركات التصرف فيها

ANNEXE III

COMMUNIQUE DU CME

Décision générale du Conseil du Marché Financier n°20 du 26 décembre 2013 relative aux procédures de constitution et de liquidation des fonds communs de placement à risque et des fonds d'amorçage ainsi qu'aux modifications les affectant et aux obligations d'informations y afférentes.

COMMUNIQUE DU CMF

**Rappel des obligations d'information annuelles des SICAV à l'occasion
des assemblées générales ordinaires**

Le Conseil du Marché Financier rappelle aux Sociétés d'Investissement à Capital Variable – SICAV – et aux sociétés chargées de la gestion des SICAV, les obligations d'information annuelles à l'occasion des assemblées générales ordinaires :

I - Documents à communiquer au CMF :

1- Avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire :

En application des dispositions de l'article 3 nouveau de la loi n° 94-117, les SICAV sont tenues de déposer ou d'adresser, sur supports papiers et magnétique, au Conseil du Marché Financier, **dans un délai de quatre mois, au plus tard, de la clôture de l'exercice comptable et quinze jours, au moins, avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire :**

- l'ordre du jour et le projet des résolutions proposées par le conseil d'administration
- les états financiers annuels arrêtés par le conseil d'administration et certifiés par le commissaire aux comptes
- les rapports du commissaire aux comptes. Lesdits rapports doivent contenir une évaluation générale du contrôle interne.
- le rapport annuel sur l'activité de la SICAV qui est destiné aux actionnaires et établi par le gestionnaire à la clôture de chaque exercice et prévu par l'article 140 du règlement du Conseil du Marché Financier relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et à la gestion de portefeuilles de valeurs mobilières pour le compte de tiers.

Ce rapport doit comporter notamment les renseignements suivants :

- ✓ la ventilation de l'actif ;
- ✓ la ventilation du passif ;
- ✓ la ventilation du portefeuille titres ;
- ✓ le nombre d'actions en circulation ;
- ✓ l'orientation de la politique de placement dans le cadre de la politique énoncée dans le prospectus ;
- ✓ la manière avec laquelle la politique de placement a été suivie ;
- ✓ la ventilation des revenus de la SICAV ;
- ✓ les indications des mouvements intervenus dans les actifs de la SICAV au cours de l'exercice ;
- ✓ le compte des produits et charges ;
- ✓ les plus-values ou moins-values réalisées ;
- ✓ l'affectation des résultats ;
- ✓ les changements de méthodes de valorisation et leurs motifs ;
- ✓ le montant global des sommes facturées à la SICAV et leur nature et lorsque les bénéficiaires sont des entreprises liées au gestionnaire, le rapport indique leur identité ainsi que le montant global facturé ;
- ✓ les valeurs liquidatives constatées au début et à la fin de l'exercice.

- Suite -

2 - Après la tenue de l'assemblée générale ordinaire :

En application des dispositions de l'article 3 ter de la loi n° 94-117, les SICAV doivent, **dans les quatre jours ouvrables qui suivent la date de la tenue de l'assemblée générale ordinaire**, déposer ou adresser au Conseil du Marché Financier :

- les documents visés à l'article 3 nouveau de la loi n° 94-117 s'ils ont été modifiés
- les résolutions adoptées par l'assemblée générale ordinaire
- la liste des actionnaires

II - Documents à publier :

1 - Avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire :

En application des dispositions de l'article 276 du code des sociétés commerciales, l'assemblée générale ordinaire est convoquée par un avis publié au Journal Officiel de la République Tunisienne et dans deux quotidiens dont l'un en langue arabe, **dans le délai de quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion**. L'avis indiquera la date et le lieu de la tenue de la réunion, ainsi que l'ordre du jour.

En application des dispositions de l'article 8 du Code des Organismes de Placement Collectif, les SICAV sont tenues d'établir les états financiers conformément à la réglementation comptable en vigueur et de les publier au Journal Officiel de la République Tunisienne **trente jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale ordinaire**.

Cette publication comporte :

- le bilan
- l'état de résultat
- l'état de variation de l'actif net
- la mention que les états financiers dans leur intégralité sont publiés dans le bulletin officiel du CMF.

En application des dispositions de l'article 3 bis de la loi n° 94-117, les SICAV doivent publier au bulletin officiel du Conseil du Marché Financier et dans un quotidien paraissant à Tunis leurs états financiers annuels accompagnés du texte intégral de l'opinion du commissaire aux comptes **dans un délai de quatre mois, au plus tard, de la clôture de l'exercice comptable et quinze jours, au moins, avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire**.

Toutefois, à des fins de publication dans le quotidien, les SICAV peuvent se limiter à publier :

- le bilan
- l'état de résultat
- l'état de variation de l'actif net
- les notes aux états financiers obligatoires et les notes les plus pertinentes notamment le portefeuille titres, sous réserve de l'obtention de l'accord écrit du commissaire aux comptes.

2 - Après la tenue de l'assemblée générale ordinaire :

En application des dispositions de l'article 8 du Code des Organismes de Placement Collectif, les SICAV sont tenues de publier au Journal Officiel de la République Tunisienne à nouveau les états financiers après la réunion de l'assemblée générale, au cas où cette dernière les modifie.

De plus, en application des dispositions de l'article 3 quater de la loi n° 94-117, les SICAV doivent publier au bulletin officiel du Conseil du Marché Financier et dans un quotidien paraissant à Tunis **dans un délai de trente jours après la tenue de l'assemblée générale ordinaire au plus tard** :

- les résolutions adoptées par l'assemblée générale ordinaire
- les états financiers lorsqu'ils ont subi des modifications.

Les dirigeants des SICAV ou les sociétés chargées de la gestion des SICAV sont appelés, chacun en ce qui le concerne, à respecter ces obligations.

AVIS DE SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE

**Société de Placement et de Développement Industriel et Touristique
« S.P.D.I.T. - SICAF »**

Siège social : 5, Boulevard de la terre - Centre Urbain Nord - 1080 Tunis

Messieurs les actionnaires de la Société de Placement et de Développement Industriel et Touristique « SPDIT-SICAF » sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire annuelle pour le **mercredi 23 mars 2016 à 9 heures** à l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprises « I.A.C.E. », Les Berges du Lac, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture et approbation du rapport du Conseil d'Administration relatif à l'exercice clos le 31/12/2015.
2. Lecture du rapport général des commissaires aux comptes sur les états financiers de cet exercice.
3. Lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les opérations visées aux articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales.
4. Approbation, s'il y a lieu, des états financiers et des opérations prévues par les articles 200 et 475 du Code des Sociétés Commerciales.
5. Affectation des résultats.
6. Jetons de présence.
7. Rémunération des membres du Comité Permanent d'Audit Interne.
8. Quitus pour l'exercice aux Administrateurs
9. Renouvellement de mandat d'administrateurs.
10. Ratification de la cooptation et nomination d'administrateurs.
11. Information des actionnaires sur un franchissement de seuil.
12. Pouvoirs à donner.

AVIS DE SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

AL HIFADH SICAV
Société d'Investissement à Capital Variable
Siège social: Résidence Ines –Boulevard de la Terre
Centre Urbain Nord- 1080 Tunis Mahrajène

Les actionnaires de « **AL HIFADH SICAV** » sont invités à assister à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra **le mardi 12 avril 2016 à 10 heures** au siège social de la Tuniso-Séoudienne d'Intermédiation -TSI-, situé au Boulevard de la Terre- Centre Urbain Nord- Tunis- à l'effet de statuer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture du rapport d'activité et des rapports général et spécial du commissaire aux comptes et approbation desdits rapports et des états financiers arrêtés au 31/12/2015;
2. Quitus aux administrateurs;
3. Affectation du résultat de l'exercice et fixation de la date de mise en paiement des dividendes;
4. Nomination d'un nouvel administrateur en remplacement d'un autre ;
5. Fixation du montant des jetons de présence.

AVIS DE SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

**SOCIETE DE FABRICATION DES BOISSONS DE TUNISIE
-SFBT-**

Siège social : Boulevard de la Terre – Centre Urbain Nord -1082 Tunis-

Le Conseil d'Administration de la société SFBT, réuni le 1er mars 2016, a décidé de convoquer une assemblée générale ordinaire pour le jeudi 14 avril 2016 à 9 H.00, à l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprise - Les Berges du Lac - TUNIS, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1/ Lecture et approbation du rapport du Conseil d'Administration relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- 2/ Lecture du rapport général des Commissaires aux comptes afférent aux états financiers de cet exercice ;
- 3/ Lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et opérations visées aux articles 200 et 475 du Code des Sociétés Commerciales ;
- 4/ Approbation, s'il y a lieu, des états financiers et des conventions et opérations prévues par les articles 200 et 475 du Code des Sociétés Commerciales ;
- 5/ Quitus pour l'exercice aux Administrateurs ;
- 6/ Affectation des résultats ;
- 7/ Renouvellement de mandats d'Administrateurs ;
- 8/ Renouvellement de mandats des Commissaires aux comptes ;
- 9/ Jetons de présence ;
- 10/ Rémunération des Membres du Comité permanent d'Audit interne ;
- 11/ Information des actionnaires de la société sur un franchissement de seuil ;
- 12/ Lecture du rapport des Commissaires aux comptes relatif aux états financiers consolidés du Groupe S.F.B.T. arrêtés au 31 décembre 2015 ;
- 13/ Approbation des états financiers consolidés ;
- 14/ Pouvoirs à donner.
- 15 / Questions diverses.

Au cours de cette assemblée, le Conseil d'Administration proposera un dividende de 0 D,650 par action.

Les documents de l'assemblée générale ordinaire seront mis à la disposition des actionnaires, dans les délais impartis par la réglementation en vigueur, au siège social sis au 5, Boulevard de la Terre – Centre Urbain Nord - 1082 TUNIS .

AVIS DE SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

**SOCIETE DE FABRICATION DES BOISSONS DE TUNISIE
-SFBT-**

Siège social : Boulevard de la Terre – Centre Urbain Nord -1082 Tunis-

Le Conseil d'Administration de la société SFBT , réuni le 1er mars 2016, a décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire pour le jeudi 14 avril 2016 à 9 H.30 à l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprise - Les Berges du Lac - TUNIS, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Augmentation du capital de 105.000.000 à 120.000.000 de dinars par incorporation de réserves ;
- Modification de l'article 6 des statuts ;
- Pouvoirs à donner.

Les documents de l'assemblée générale extraordinaire seront mis à la disposition des actionnaires, dans les délais impartis par la réglementation en vigueur, au siège social sis au 5, Boulevard de la Terre – Centre Urbain Nord - 1082 TUNIS .

AVIS DE SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

TUNIS INTERNATIONAL BANK -TIB-

Siège Social : 18, Avenue des Etats Unis d'Amérique -1002 Tunis Belvédère-

Messieurs les actionnaires de Tunis International Bank sont invités à se réunir en Assemblée Générale Ordinaire le Jeudi 17 mars 2016 à 11 heures du matin au siège de la banque sis au 18, Avenue des Etats Unis d'Amérique, Tunis, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture et approbation du rapport du conseil d'administration relatif à l'exercice 2015
- Lecture des rapports des commissaires aux comptes pour l'exercice 2015
- Examen et approbation du bilan et des états financiers arrêtés au 31/12/2015.
- Affectation des résultats de l'exercice 2015
- Quitus aux administrateurs pour la gestion de l'exercice 2015
- Désignation des Commissaires aux Comptes pour les trois prochains exercices 2016, 2017 et 2018.

Messieurs les actionnaires sont invités à assister personnellement à l'assemblée ou s'y faire représenter par un mandataire muni d'un pouvoir.

Tous les documents destinés à cette assemblée seront tenus à leur disposition au siège de la banque, et ce, dans les délais légaux.

2016 - AS - 3244

AVIS DE SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

TUNISO-EMIRATIE SICAV

Société d'Investissement à Capital Variable

Siège social : 5 bis, rue Mohamed Badra – 1002 Tunis

Les actionnaires de TUNISO-EMIRATIE SICAV sont invités à assister à la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura lieu le **mercredi 30 mars 2016 à 10h** au siège social de la société, sis au 5 bis, rue Mohamed Badra – 1002 Tunis, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

- 1- Nomination d'administrateurs ;
- 2- Examen et approbation du rapport du Conseil d'Administration et des états financiers de l'exercice 2015 ;
- 3- Lecture des rapports général et spécial du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice 2015 ;
- 4- Affectation des résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- 5- Quitus aux administrateurs pour leur gestion au titre de l'exercice 2015 ;
- 6- Fixation des jetons de présence.

Les documents relatifs à ladite Assemblée sont mis à la disposition de tous les actionnaires au siège social de la société durant le délai légal.

2016 - AS - 3245

AVIS DE SOCIETES

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE

VISA du Conseil du Marché Financier :

Portée du visa du CMF : **Le visa du CMF n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Il doit être accompagné des indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre 2016, prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier, pour tout placement sollicité après le 20 avril 2016. Il doit être également accompagné des états financiers de l'émetteur, arrêtés au 31 décembre 2015, pour tout placement sollicité après le 30 avril 2016. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.**

Emprunt Obligataire «CIL 2016-1»

Décisions à l'origine de l'émission

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la CIL tenue le **15 mai 2015** a autorisé l'émission d'un ou plusieurs emprunts obligataires pour un montant total de Cent Millions de Dinars (**100.000.000 DT**) et ce, avant la date de la tenue de l'AGO statuant sur l'exercice 2015, et a donné pouvoir au Conseil d'Administration pour en fixer les montants successifs, les modalités et les conditions.

Dans le cadre de cette autorisation, le Conseil d'Administration réuni en date du **19 février 2016** a décidé d'émettre un emprunt obligataire d'un montant de quinze (**15**) Millions de Dinars susceptible d'être porté à trente (**30**) Millions de Dinars selon les conditions suivantes :

- Durée : 5 ans ;
- Taux : Fixe à 7,50% et/ou variable à TMM+2,10% brut l'an ;
- Remboursement : annuel constant.

Le montant définitif du présent emprunt fera l'objet d'une publication aux bulletins officiels du CMF et de la BVMT.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION

Montant :

Le montant nominal du présent emprunt est fixé à 15 000 000 de dinars susceptible d'être porté à un maximum de 30 000 000 de dinars, divisé en 150 000 obligations susceptibles d'être portées à un maximum de 300 000 obligations de nominal 100 dinars chacune.

Le montant définitif du présent emprunt fera l'objet d'une publication aux bulletins officiels du CMF et de la BVMT.

Période de souscription et de versement :

Les souscriptions à cet emprunt seront ouvertes le **15 mars 2016** et clôturées au plus tard le **16 mai 2016**. Elles peuvent être clôturées sans préavis dès que le montant maximum de l'émission (30.000.000 DT) est intégralement souscrit. Les demandes de souscription seront reçues dans la limite des titres émis, soit un maximum de 300 000 obligations.

En cas de placement d'un montant inférieur à 30.000.000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **16 mai 2016**, les souscriptions seront prorogées jusqu'au **13 juin 2016** avec maintien de la date unique de jouissance en intérêts. Passé ce délai, le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société.

- Suite -

Un avis de clôture sera publié aux Bulletins Officiels du Conseil du Marché Financier et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, dès la clôture effective des souscriptions.

Organisme financier chargé de recueillir les souscriptions du public :

Les souscriptions à cet emprunt et les versements seront reçus à partir du **15 mars 2016** aux guichets de la Compagnie Générale d'Investissement « CGI », intermédiaire en bourse, 16 Avenue Jean Jaurès, 1001 Tunis.

But de l'émission :

La Compagnie Internationale de Leasing « CIL » a prévu, pour l'année 2016, des mises en force qui s'élèvent à 220 millions de dinars. Ces nouvelles mises en force seront financées à hauteur de 50 MDT par emprunts obligataires (dont 15 millions susceptibles d'être portés à 30 millions de dinars, objet de la présente note d'opération et correspondant à la première tranche), 170 millions de dinars par d'autres emprunts à moyen terme et par l'encaissement des crédits de leasing accordés durant les années passées.

CARACTERISTIQUES DES TITRES EMIS

- **Dénomination de l'emprunt :** « CIL 2016-1 »
- **Nature des titres :** Titres de créances.
- **Forme des titres :** Les obligations du présent emprunt seront nominatives.
- **Catégorie des titres :** Ordinaires.
- **Modalités et délais de délivrance des titres :** Le souscripteur recevra, dès la clôture de l'émission, une attestation portant sur le nombre d'obligations détenues, délivrée par l'intermédiaire agréé mandaté, la C.G.I, Intermédiaire en bourse.

Prix de souscription et d'émission :

Les obligations seront émises au pair, soit 100 dinars par obligation, payable intégralement à la souscription.

Date de jouissance en intérêts :

Chaque obligation souscrite dans le cadre du présent emprunt portera jouissance en intérêts à partir de la date effective de sa souscription et libération.

Les intérêts courus au titre de chaque obligation entre la date effective de souscription et libération et la date limite de clôture des souscriptions, soit le **16 mai 2016** seront décomptés et payés à cette dernière date.

Toutefois, la date unique de jouissance en intérêts pour toutes les obligations émises, qui servira de base à la négociation en bourse, est fixée au **16 mai 2016**, date limite de clôture des souscriptions, et ce même en cas de prorogation de cette date.

Date de règlement :

Les obligations seront payables en totalité à la souscription.

Taux d'intérêt :

Les obligations du présent emprunt seront offertes à deux taux d'intérêts différents au choix du souscripteur :

- *Taux variable*

Taux du Marché Monétaire (TMM publié par la BCT) + 2,10% brut calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis. Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze derniers taux moyens mensuels du marché monétaire tunisien précédant la date de paiement des intérêts majorée de 210 points de base. Les douze mois à considérer vont du mois de mai de l'année N-1 au mois d'avril de l'année N.

- *Taux fixe:*

Taux annuel brut de 7,50% l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

- Suite -

Amortissement-remboursement :

Toutes les obligations émises sont amortissables d'un montant annuel constant de 20 dinars par obligation, soit le un cinquième de la valeur nominale. Cet amortissement commencera dès la première année.

L'emprunt sera amorti en totalité le **16 mai 2021**.

Prix de remboursement :

Le prix de remboursement est de 100 dinars par obligation.

Paiement :

Le paiement annuel des intérêts et le remboursement du capital dû seront effectués à terme échu, le **16 mai** de chaque année.

Le premier paiement en intérêts et le premier remboursement en capital auront lieu le **16 mai 2017**

Les paiements des intérêts et les remboursements du capital seront effectués auprès des dépositaires à travers Tunisie Clearing.

Taux de rendement actuariel et marge actuarielle :

- **Taux de rendement actuariel (souscription à taux fixe) :**

C'est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir. Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final. Ce taux est de 7,50% l'an.

- **Marge actuarielle (souscription à taux variable) :**

La marge actuarielle d'un emprunt à taux variable est l'écart entre son taux de rendement estimé et l'équivalent actuariel de son indice de référence. Le taux de rendement est estimé en cristallisant jusqu'à la dernière échéance le dernier indice de référence pour l'évaluation des coupons futurs.

La moyenne des TMM des 12 derniers mois arrêtée au mois de janvier 2016 (à titre indicatif) qui est égale à 4,656%, et qui est supposée cristallisée à ce niveau pendant toute la durée de l'emprunt, permet de calculer un taux de rendement actuariel annuel de 6,756%. Sur cette base, les conditions d'émission et de rémunération font ressortir une marge actuarielle de 2,10% et ce, pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Durée totale, durée de vie moyenne et duration de l'emprunt :

- **Durée totale:**

Les obligations « CIL 2016-1 » seront émises sur une durée de **5 ans**.

- **Durée de vie moyenne:**

La durée de vie moyenne est la somme des durées pondérées par les flux de remboursement puis divisée par le nominal, C'est l'espérance de vie de l'emprunt pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final. Cette durée est de **3 ans**.

- **Duration de l'emprunt :**

La duration pour les présentes obligations de cet emprunt est de **2,735 Années**.

Garantie :

Le présent emprunt obligataire ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.

Notation de la société :

La Compagnie Internationale de Leasing « CIL » est notée '**BBB-(tun)**' à long terme avec perspective d'avenir négative* et '**F3 (tun)**' à court terme par l'agence de notation Fitch Ratings en date du **16 février 2015**.

*Fitch Ratings a révisé en date du 27 janvier 2016, la perspective d'avenir à long terme, de négative à stable.

- Suite -

Notation de l'emprunt:

L'agence de notation Fitch Ratings a attribué, sur l'échelle nationale, la note **BBB-(tun)** à la présente émission de la Compagnie Internationale de Leasing « CIL » en date du **22 février 2016**.

Mode de placement :

L'emprunt obligataire objet de la présente note d'opération est émis par appel public à l'épargne. Les souscriptions à cet emprunt seront ouvertes à toute personne physique ou morale intéressée aux guichets de la Compagnie Générale d'Investissement « CGI », Intermédiaire en Bourse.

Organisation de la représentation des porteurs des obligations :

Les obligataires peuvent se réunir en Assemblée Générale Spéciale laquelle Assemblée peut émettre un avis préalable sur les questions inscrites à la délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires. Cet avis est consigné au procès verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires.

L'Assemblée Générale Spéciale des obligataires désigne l'un de ses membres pour la représenter et défendre les intérêts des obligataires.

Les dispositions des articles 327 et 355 à 365 du code des sociétés commerciales s'appliquent à l'Assemblée Générale Spéciale des obligataires et à son représentant. Le représentant de l'Assemblée Générale des obligataires a la qualité pour la représenter devant les tribunaux.

Intermédiaire agréé mandaté par la société émettrice pour la tenue du registre des obligations:

L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre d'obligations détenues ainsi que la tenue du registre des obligations de l'emprunt « CIL 2016-1 » seront assurés durant toute la durée de vie de l'emprunt par la Compagnie Générale d'Investissement « CGI », Intermédiaire en Bourse.

L'attestation délivrée à chaque souscripteur doit mentionner le taux d'intérêt choisi par ce dernier et la quantité d'obligations y afférente.

Marché des titres :

Il existe à mi février 2016, 7 emprunts obligataires en cours émis par l'émetteur qui sont cotés sur le marché obligataire sur 12 lignes de cotation.

La Compagnie Internationale de Leasing « CIL », s'engage à charger l'intermédiaire en bourse, la Compagnie Générale d'Investissement « CGI » de demander, dès la clôture des souscriptions, l'admission de l'emprunt « CIL 2016-1 » au marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Prise en charge par Tunisie Clearing :

La Compagnie Internationale de Leasing « CIL » s'engage dès la clôture de l'emprunt « CIL 2016-1 » à entreprendre les démarches nécessaires auprès de Tunisie Clearing en vue de la prise en charge des titres souscrits.

Tribunaux compétents en cas de litige :

Tout litige pouvant surgir suite à l'émission, au paiement et à l'extinction de cet emprunt obligataire sera de la compétence exclusive du tribunal de Tunis I.

Risque lié à l'émission du présent emprunt obligataire :

Selon les règles prudentielles régissant les établissements de crédits exigeant une adéquation entre les ressources et les emplois qui leurs sont liés, la souscription au taux indexé au TMM risquerait de faire supporter l'entreprise un risque de taux du fait que les emplois sont octroyés à taux fixe.

Le prospectus relatif à la présente émission est constitué de la note d'opération visée par le CMF en date du 29/02/2016 sous le numéro 16-0931, du document de référence « CIL 2015 » enregistré par le CMF en date du 20/07/2015 sous le n°15-006 ainsi que de son actualisation enregistrée par le CMF en date du 29/02/2016 sous le n°15-006-A001, des indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre 2016, prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier, pour tout placement sollicité après le 20 avril 2016 et des états financiers de l'émetteur arrêtés au 31 décembre 2015, pour tout placement sollicité après le 30 avril 2016.

La présente note d'opération, le document de référence «CIL 2015» ainsi que son actualisation sont mis à la disposition du public sans frais, auprès de la CIL et de la CGI au 16 avenue Jean Jaurès 1001 Tunis, ainsi que sur le site internet du CMF : www.cmf.org.tn

Les indicateurs d'activité relatifs au premier trimestre 2016 de la Compagnie Internationale de Leasing « CIL » ainsi que ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2016 seront publiés au Bulletin Officiel du CMF et sur son site internet respectivement au plus tard le 20 avril 2016 et le 30 avril 2016.

AVIS DE SOCIETES

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE

VISA du Conseil du Marché Financier :

Portée du visa du CMF : **Le visa du CMF, n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.**

Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

EMPRUNT OBLIGATAIRE « Tunisie Leasing 2016-1 »

DECISIONS A L'ORIGINE DE L'EMISSION :

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de TUNISIE LEASING réunie le **05/06/2014** a autorisé l'émission d'un ou de plusieurs emprunts obligataires d'un montant total ne dépassant pas 150 millions de dinars dans un délai de deux ans et a donné pouvoir au Conseil d'Administration pour fixer les montants successifs, les modalités et les conditions.

Le Conseil d'Administration réuni le **25/08/2015** a décidé d'émettre un emprunt obligataire « Tunisie Leasing 2016-1 » d'un montant de 20 millions de dinars, susceptible d'être porté à 30 millions de dinars. Les caractéristiques et les conditions de cette émission ont été fixées tout en prévoyant une durée entre 5 et 10 ans et des taux d'intérêts qui varient entre TMM+1,80% brut l'an au minimum et TMM+2,50% brut l'an au maximum pour le taux variable et entre 7% brut l'an au minimum et 8,20% brut l'an au maximum pour le taux fixe.

Le Conseil d'Administration a également chargé la Direction Générale de fixer les taux et la durée à la veille de l'émission pour tenir compte de la situation du marché.

A cet effet, la Direction Générale a fixé les durées de l'emprunt et les taux d'intérêt comme suit :

- Catégorie A : 7,50% brut l'an et/ou TMM+2,35% sur 5 ans.
- Catégorie B : 7,75% brut l'an sur 7 ans dont 2 années de grâce.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION :

Montant de l'emprunt :

L'emprunt obligataire « TUNISIE LEASING 2016-1 » est d'un montant de 20 Millions de dinars, susceptible d'être porté à 30 Millions de dinars, divisé en 200 000 obligations, susceptibles d'être portés à 300 000 obligations de nominal 100 dinars.

Le montant définitif de l'emprunt « Tunisie Leasing 2016-1 » fera l'objet d'une publication au bulletin officiel du CMF et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Période de souscription et de versement :

Les souscriptions à cet emprunt seront ouvertes le **29/02/2016** et clôturées sans préavis au plus tard le **05/04/2016**. Elles peuvent être clôturées sans préavis dès que le montant maximum de l'émission (30 000 000 DT) est intégralement souscrit. Les demandes de souscription seront reçues dans la limite des titres émis, soit un maximum de 300 000 obligations.

En cas de placement d'un montant supérieur ou égal à 20 000 000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **05/04/2016**, les souscriptions à cet emprunt seront clôturées et le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société à cette date.

- Suite -

En cas de placement d'un montant inférieur à 20 000 000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **05/04/2016**, les souscriptions seront prorogées jusqu'au **19/04/2016** avec maintien de la date unique de jouissance en intérêts. Passé ce délai, le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société.

Un avis de clôture sera publié aux bulletins officiels du Conseil du Marché Financier et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, dès la clôture effective des souscriptions.

Organismes financiers chargés de recueillir les souscriptions du public :

Les souscriptions à cet emprunt et les versements seront reçus à partir du **29/02/2016** aux guichets de TUNISIE VALEURS (Agence de Tunis Centre Urbain Nord, Agence de Tunis Belvédère, La Marsa, Les Berges du Lac II, Nabeul, Kélibia, Sousse, Monastir, Sfax et Djerba) et des autres intermédiaires en bourse.

But de l'émission :

TUNISIE LEASING, de part son statut d'établissement de crédit, est appelée à mobiliser d'une manière récurrente les ressources nécessaires au financement de ses concours à l'Economie.

A ce titre, cette émission obligataire permettra à la société de financer son activité et de restructurer sa dette en lui octroyant une ressource mieux adaptée à la nature de ses interventions en termes de maturité.

TUNISIE LEASING a prévu pour l'année 2016 des mises en force qui s'élèvent à 356 millions de dinars. Ces mises en force seront financées à hauteur de 110 millions de dinars par des emprunts obligataires (dont 20 millions susceptibles d'être portés à 30 millions de dinars, objet de la présente note d'opération), 79 millions de dinars par des crédits bancaires et des crédits extérieurs.

CARACTERISTIQUES DES TITRES EMIS :

Nature, forme et délivrance des titres :

- Dénomination de l'emprunt : « TUNISIE LEASING 2016-1 »
- Nature des titres : Titres de créance.
- Forme des obligations : Les obligations seront nominatives.
- Catégorie des titres : Ordinaire.
- La législation sous laquelle les titres sont créés : Code des sociétés commerciales, livre 4, titre 1, sous titre 5 chapitre 3 : des obligations.
- Modalité et délais de délivrance des titres : Le souscripteur recevra, dès la clôture de l'émission, une attestation portant sur le nombre des obligations détenues, délivrée par l'intermédiaire agréé mandaté (TUNISIE VALEURS).

Prix de souscription et d'émission : Les obligations souscrites dans le cadre de la présente émission seront émises au pair, soit 100 dinars par obligation, payables intégralement à la souscription.

Date de jouissance en intérêts :

Chaque obligation portera jouissance en intérêts à partir de la date effective de sa souscription et libération.

Les intérêts courus au titre de chaque obligation entre la date effective de sa souscription et libération et la date limite de clôture des souscriptions, soit le **05/04/2016**, seront décomptés et payés à la date de clôture des souscriptions.

Toutefois, la date unique de jouissance en intérêts, servant de base pour les besoins de la cotation en bourse, est fixée à la date limite de clôture des souscriptions à l'emprunt, soit le **05/04/2016** et ce, même en cas de prorogation de cette date.

Date de règlement : Les obligations seront payables en totalité à la souscription.

Taux d'intérêts :

Les obligations «TUNISIE LEASING 2016-1» seront offertes à des taux d'intérêts différents au choix du souscripteur, fixés en fonction de la catégorie :

- Suite -

- **Pour la catégorie A d'une durée de 5 ans :**

- **Taux variable** : Taux du Marché Monétaire (TMM publié par la BCT) +2,35% brut l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis. Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze derniers Taux Moyens Mensuels du Marché Monétaire Tunisien publiés précédant la date de paiement des intérêts majorée de 235 points de base. Les 12 mois à considérer vont du mois d'avril de l'année N-1 au mois de mars de l'année N.

- **Taux fixe** : Taux annuel brut de 7,50% calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

- **Pour la catégorie B d'une durée de 7 ans dont 2 années de grâce :**

- **Taux fixe** : Taux annuel brut de 7,75% calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

Le souscripteur choisira lors de la souscription le type de taux à adopter.

Amortissement et remboursement : Toutes les obligations émises sont amortissables d'un montant annuel constant de 20 dinars par obligation, soit le un cinquième de la valeur nominale. Cet amortissement commencera à la première année pour la catégorie A et à la troisième année pour la catégorie B.

L'emprunt sera amorti en totalité le **05/04/2021** pour la catégorie A et le **05/04/2023** pour la catégorie B.

Prix de remboursement : le prix de remboursement est de 100 dinars par obligation.

Paiement : Le paiement annuel des intérêts et le remboursement du capital dû seront effectués à terme échu le **5 avril de chaque année**. Pour la catégorie A, le premier paiement en intérêts et le premier remboursement en capital auront lieu le **05/04/2017**. Pour la catégorie B, le premier paiement en intérêts aura lieu le **05/04/2017** et le premier remboursement en capital aura lieu le **05/04/2019**.

Les paiements des intérêts et les remboursements du capital seront effectués auprès des dépositaires à travers TUNISIE CLEARING.

Taux de rendement actuariel (souscription à taux fixe) : C'est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir. Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à l'échéance de l'emprunt. Ce taux est de 7,50% l'an pour la catégorie A et de 7,75% l'an pour la catégorie B.

Marge actuarielle (souscription à taux variable) : La marge actuarielle d'un emprunt à taux variable est l'écart entre son taux de rendement estimé et l'équivalent actuariel de son indice de référence. Le taux de rendement est estimé en cristallisant jusqu'à la dernière échéance le dernier indice de référence pour l'évaluation des coupons futurs.

La moyenne des TMM des 12 derniers mois arrêtée au mois de janvier 2016 à titre indicatif, qui est égale à 4,656% et qui est supposée cristallisée à ce niveau pendant toute la durée de l'emprunt, permet de calculer un taux de rendement actuariel annuel de 7,006%. Sur cette base, les conditions d'émission et de rémunération font ressortir une marge actuarielle de 2,35% et ce pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Durée totale, durée de vie moyenne et duration de l'emprunt :

Durée totale: Les obligations de l'emprunt obligataire «TUNISIE LEASING 2016-1» sont émises selon deux catégories :

- une catégorie A sur une durée de **5 ans** ;
- une catégorie B sur une durée de **7 ans** dont deux années de grâce.

- Suite -

Durée de vie moyenne : Il s'agit de la somme des durées pondérées par les flux de remboursement du capital puis divisée par le nominal. C'est l'espérance de vie de l'emprunt pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à l'échéance de l'emprunt. Cette durée est de **3 ans** pour la catégorie A et **5 ans** pour la catégorie B.

Duration de l'emprunt (souscription à taux fixe) : La duration correspond à la somme des durées pondérées par les valeurs actualisées des flux à percevoir (intérêt et principal) rapportée à la valeur présente du titre. La duration s'exprime en unités de temps (fraction d'année) et est assimilable à un délai moyen de récupération de la valeur actuelle.

La duration d'une obligation correspond à la période à l'issue de laquelle sa rentabilité n'est pas affectée par les variations de taux d'intérêts.

La duration pour les présentes obligations de cet emprunt est de **2,735 années** pour la catégorie A et **4,277 années** pour la catégorie B.

Garantie : Le présent emprunt ne fait aucune mention de garantie.

Mode de placement : L'emprunt obligataire objet de la présente note d'opération est émis par Appel Public à l'Épargne. Les souscriptions à cet emprunt seront ouvertes à toute personne physique ou morale intéressée aux guichets de TUNISIE VALEURS (Agence Tunis Centre Urbain Nord, Agence Tunis Belvédère, La Marsa, Les Berges du Lac II, Nabeul, Kélibia, Sousse, Monastir, Sfax et Djerba) et des autres intermédiaires en bourse.

Notation de l'emprunt : L'agence de notation Fitch Ratings a attribué la note **BBB+ (tun)** à l'emprunt objet de la présente note d'opération en date du **18 janvier 2016**.

Notation de la société : En date du **11 février 2015**, Fitch Ratings a confirmé de nouveau la note nationale à long terme attribuée à Tunisie Leasing à **BBB+ (tun)** avec perspective stable et sa note à court terme à F2 (tun).

Organisation de la représentation des obligataires : Les obligataires peuvent se réunir en Assemblée Spéciale, laquelle assemblée peut émettre un avis préalable sur les questions inscrites à la délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires. Cet avis est consigné au procès verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires.

L'Assemblée Générale Spéciale des obligataires désigne l'un de ses membres pour la représenter et défendre les intérêts des obligataires.

Les dispositions des articles 327 et 355 à 365 du code des sociétés commerciales s'appliquent à l'Assemblée Générale Spéciale des obligataires et à son représentant.

Le représentant de l'Assemblée Générale des obligataires a la qualité pour la représenter devant les tribunaux.

Fiscalité des titres : Les intérêts annuels des obligations de cet emprunt sont soumis à une retenue d'impôt que la loi met ou pourrait mettre à la charge des personnes physiques ou morales.

En l'état actuel de la législation, et suite à l'unification des taux de la retenue à la source sur les revenus des capitaux mobiliers, telle qu'instituée par la loi n°96-113 du 30 Décembre 1996, portant loi de finances pour la gestion 1997, les intérêts sont soumis à une retenue à la source au taux unique de 20%.

Cette retenue est définitive et non susceptible de restitution sur les revenus des obligations revenant à des personnes morales non soumises à l'impôt sur les sociétés ou qui en sont totalement exonérées en vertu de la législation en vigueur.

Conformément à l'article 39 du code de l'IRPP et de l'IS, sont déductibles de la base imposable, les intérêts perçus par le contribuable au cours de l'année au titre de comptes spéciaux d'épargne ouverts auprès des banques, ou de la Caisse d'Épargne Nationale de Tunisie ou au titre des emprunts obligataires émis à partir

- Suite -

du 1er janvier 1992 dans la limite d'un montant annuel de mille cinq cent dinars (1500 dinars) sans que ce montant n'excède mille dinars (1000 dinars) pour les intérêts provenant des comptes spéciaux d'épargne ouverts auprès des banques et auprès de la Caisse d'Epargne Nationale de Tunisie.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX :

Intermédiaire agréé mandaté par la société émettrice pour la tenue du registre des obligataires : L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre d'obligations détenues ainsi que la tenue de registre des obligations de l'emprunt « **TUNISIE LEASING 2016-1** » seront assurés durant toute la durée de vie de l'emprunt par TUNISIE CLEARING. L'attestation délivrée à chaque souscripteur mentionnera la catégorie et le taux d'intérêt choisi, ainsi que la quantité y afférente.

Marché des titres : Il existe des titres de même catégorie qui sont cotés sur le marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Dès la clôture des souscriptions au présent emprunt, TUNISIE LEASING s'engage à charger l'intermédiaire en bourse « TUNISIE VALEURS » de demander l'admission des obligations souscrites de l'emprunt « **TUNISIE LEASING 2016-1** » au marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Prise en charge par TUNISIE CLEARING : TUNISIE LEASING s'engage dès la clôture de l'emprunt « TUNISIE LEASING 2016-1 » à entreprendre les démarches nécessaires auprès de TUNISIE CLEARING en vue de la prise en charge des titres souscrits.

Tribunaux compétents en cas de litige : Tout litige pouvant surgir suite à l'émission, au paiement et à l'extinction de cet emprunt sera de la compétence exclusive du tribunal de Tunis I.

Risque lié à l'émission du présent emprunt obligataire : Selon les règles prudentielles régissant les établissements de crédit exigeant une adéquation entre les ressources et les emplois qui leur sont liés, la souscription au taux indexé sur le TMM risquerait de faire supporter à l'entreprise un risque de taux du fait que les emplois sont octroyés à taux fixe.

Le prospectus relatif à la présente émission est constitué d'une note d'opération visée par le CMF en date du 11/02/2016 sous le n°16-0929 et du document de référence « Tunisie Leasing 2015 » enregistré auprès du CMF en date du 14/12/2015 sous le n°15-014.

La note d'opération et le document de référence susvisés sont mis à la disposition du public sans frais au siège de TUNISIE LEASING, Centre Urbain Nord Avenue Hédi Karray, 1082 Tunis Mahrajène, TUNISIE VALEURS Immeuble Integra - Centre Urbain Nord, 1082 Tunis Mahrajène, tous les intermédiaires en Bourse, et sur le site internet du CMF : www.cmf.org.tn.

AVIS DE SOCIETES

Augmentation de capital

VISA du Conseil du Marché Financier :

Portée du visa du CMF : **Le visa du CMF, n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.**

Société de Production Agricole Teboulba « SOPAT »
Avenue du 23 janvier - BP 19 – 5080 Teboulba – Tunisie

L'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 16 novembre 2015 a décidé d'augmenter le capital de la société SOPAT d'un montant de 5.197.500 DT pour le porter de 12.993.750 DT à 18.191.250 DT, et ce, par l'émission de 5.197.500 nouvelles actions émises au prix de 2 DT, soit 1 DT de valeur nominale et 1 DT de prime d'émission.

Les nouvelles actions seront souscrites selon la parité de deux (02) actions nouvelles pour cinq (05) actions anciennes et porteront jouissance à compter du 1^{er} janvier 2015.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a confié au Conseil d'Administration tous les pouvoirs nécessaires pour constater et réaliser l'augmentation de capital.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a également décidé qu'au cas où les souscriptions réalisées n'atteignent pas la totalité de l'augmentation du capital envisagée, le Conseil d'Administration pourra utiliser les facultés suivantes ou certaines d'entre elles seulement :

- Limiter le montant de l'augmentation du capital à celui des souscriptions à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins du montant de l'augmentation de capital projetée ;
- Redistribuer entre les actionnaires les actions non souscrites ;
- Offrir au public totalement ou partiellement les actions non souscrites.

Usant des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Extraordinaire, le Conseil d'Administration tenu le 18 décembre 2015, a décidé de l'ordre à respecter lors de la mise en œuvre des possibilités ci-dessus :

- **En premier lieu**, redistribuer entre les actionnaires les actions non souscrites ;
- **En second lieu**, offrir au public totalement ou partiellement les actions non souscrites ;
- **Et en troisième lieu**, limiter le montant de l'augmentation du capital à celui des souscriptions à condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins du montant de l'augmentation du capital projetée.

But de l'émission :

Les dirigeants de la société SOPAT ont décidé d'augmenter le capital de la société pour répondre à certains besoins à savoir :

- Renforcer les fonds propres de la société et rééquilibrer sa structure financière,
- Financer le plan de développement gage de la croissance future.

Il est à signaler que les fonds propres de la société SOPAT au 31/12/2014 sont en deçà du minimum légal exigé par l'article 388 du Code des Sociétés Commerciales. L'augmentation du capital envisagée par l'émission de 5.197.500 actions nouvelles au prix de 2 DT chacune répartie à parts égales entre le capital social et la prime d'émission ne permettra pas à la société de ramener ses fonds propres à un montant supérieur à la moitié de son capital social comme l'exige l'article susvisé.

Le Conseil d'Administration de la société a opté de procéder par étape en procédant à une première opération d'augmentation de capital qui permettrait à la société de poursuivre son activité dans des conditions acceptables en attendant que le retour aux bénéfices permette de résorber les pertes cumulées.

Toutefois, la société SOPAT s'engage à convoquer une AGE le jour de la tenue de son AGO qui statuera sur les états financiers relatifs à l'exercice 2016, en vue de décider d'une augmentation de capital en numéraire, si la situation financière de la société l'exigerait et si les dispositions de l'article 388 du Code des Sociétés Commerciales ne seraient pas respectées.

- Suite -

Caractéristiques de l'émission :

- **Montant de l'émission** : Le capital social sera augmenté de 5.197.500 DT par souscription en numéraire et par émission de 5.197.500 actions nouvelles.
- **Nombre d'actions à émettre** : 5.197.500 actions.
- **Valeur nominale des actions** : 1 DT.
- **Forme des actions** : nominative.
- **Catégorie** : ordinaire.

Prix d'émission :

Les actions nouvelles à souscrire en numéraire seront émises à un prix d'émission de 2 DT, soit 1 DT de valeur nominale et 1 DT de prime d'émission.

Les actions nouvelles souscrites seront libérées du montant nominal et de la prime d'émission lors de la souscription.

Droit préférentiel de souscription :

La souscription à l'augmentation de capital en numéraire est réservée, à titre préférentiel, aux anciens actionnaires ainsi qu'aux cessionnaires de droits de souscription en Bourse tant à titre irréductible qu'à titre réductible.

L'exercice de ce droit s'effectue de la manière suivante :

- ✓ **A titre irréductible** : A raison de deux (02) actions nouvelles pour cinq (05) actions anciennes. Les actionnaires qui n'auront pas un nombre d'actions anciennes correspondant à un nombre entier d'actions nouvelles, pourront soit acheter soit vendre en Bourse les droits de souscription formant les rompus sans qu'il puisse en résulter une souscription indivise. La société SOPAT ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.
- ✓ **A titre réductible** : En même temps qu'ils exercent leurs droits à titre irréductible, les propriétaires et/ou les cessionnaires de droits de souscription pourront, en outre, souscrire à titre réductible, le nombre d'actions nouvelles qui n'auraient pas été éventuellement souscrites par les demandes à titre irréductible. Chaque demande sera satisfaite proportionnellement à la part dans le capital, dans la limite du nombre d'actions demandées et en fonction du nombre d'actions nouvelles disponibles.

Période de souscription :

La souscription aux 5.197.500 actions nouvelles émises en numéraire est réservée, en priorité, aux anciens actionnaires détenteurs des actions composant le capital social actuel et aux cessionnaires de droits de souscription en Bourse, tant à titre irréductible que réductible à raison de deux (02) actions nouvelles pour cinq (05) actions anciennes et ce **du 15/02/2016 au 25/03/2016 inclus***.

Passé le délai de souscription qui sera réservé aux anciens actionnaires pour l'exercice de leur droit préférentiel de souscription et au cas où les souscriptions réalisées à titre irréductible ainsi qu'à titre réductible, n'atteignent pas la totalité de l'augmentation du capital social, les actions non souscrites seront redistribuées entre les actionnaires et ce, du **28/03/2016 au 01/04/2016 inclus**. Un avis sera à cet effet publié au Bulletin Officiel du CMF.

Passé le délai prévu pour la redistribution des actions non souscrites entre les actionnaires et au cas où l'augmentation du capital n'est pas clôturée, les actions non souscrites seront offertes au public et ce, **du 04/04/2016 au 08/04/2016 inclus**. Un avis sera à cet effet publié au Bulletin Officiel du CMF.

Les souscriptions seront clôturées, sans préavis, dès que les actions émises seront souscrites en totalité. Un avis sera à cet effet publié au Bulletin Officiel du CMF.

Si les souscriptions réalisées ne couvrent pas l'intégralité de l'augmentation du capital, le montant de l'opération sera limité au montant des souscriptions réalisées à condition que celui-ci atteigne au moins les trois quarts (3/4) de l'augmentation décidée, soit 3.898.125 DT

 *Les actionnaires et/ou les cessionnaires de droits préférentiels de souscription n'ayant pas exercé ou chargé leurs Intermédiaires Agréés Administrateurs d'exercer leurs droits avant la séance de Bourse du 25/03/2016 sont informés que ces derniers procéderont à la vente de leurs droits non exercés pendant ladite séance.

- Suite -

Etablissements domiciliataires :

Tous les Intermédiaires Agréés Administrateurs (IAA) sont habilités à recueillir, sans frais, les demandes de souscription des actions nouvelles de la société SOPAT exprimées dans le cadre de la présente augmentation de capital.

En souscrivant, il devra être versé par action souscrite le montant de 2 DT, soit 1 DT représentant la valeur nominale de l'action et 1 DT représentant la valeur de la prime d'émission.

Après répartition et en cas de satisfaction partielle des demandes de souscription à titre réductible, les sommes restant disponibles sur les fonds versés, à l'appui des souscriptions effectuées à ce titre, seront restituées sans intérêt, aux souscripteurs, aux guichets qui auraient reçu les souscriptions, et ce dans un délai ne dépassant pas trois (3) jours ouvrables à partir de la date de dénouement de l'augmentation, date qui sera précisée par un avis de Tunisie Clearing.

Le jour de dénouement, le montant de l'augmentation de capital en numéraire est versé dans le compte indisponible N° 07 804 0077340774370 11 ouvert auprès de l'Amen Bank, agence Mahdia, conformément à l'état de dénouement espèces de Tunisie Clearing.

Modalités de souscription et règlement des titres contre espèces :

Les souscripteurs à l'augmentation de capital devront en faire la demande auprès des Intermédiaires Agréés Administrateurs (IAA) chez lesquels leurs titres sont inscrits en compte, durant la période de souscription à titre irréductible et réductible et ce, en remplissant le bulletin de souscription.

Les IAA se chargeront de la transmission des bulletins de souscription, au plus tard le 25/03/2016 à 17h à Tunisie Valeurs, en sa qualité d'Intermédiaire Agréé Mandaté (IAM).

Chaque IAA est tenu d'envoyer ses virements de droits de souscription relatifs aux demandes de souscription à titre irréductible et, éventuellement ses demandes de souscription à titre réductible (qui seront confirmés par Tunisie Valeurs, en sa qualité d'intermédiaire chargé de l'opération), via l'Espace Adhérents de Tunisie Clearing et ce, conformément aux modalités pratiques de l'opération qui seront précisées par un avis de Tunisie Clearing.

Le règlement des espèces et la livraison des titres de l'augmentation en numéraire seront effectués, via la compensation inter-bancaire de Tunisie Clearing, à une date qui sera précisée par un avis de Tunisie Clearing.

Modalités et délais de livraison des titres :

Les souscriptions à l'augmentation de capital seront constatées par une attestation portant sur le nombre de titres souscrits, délivrée par Tunisie Valeurs et ce, dès la réalisation de l'opération.

Jouissance des actions nouvelles émises :

Les actions nouvelles porteront jouissance en dividendes à partir du 1^{er} janvier 2015.

Cotation en Bourse :

Cotation en Bourse des actions anciennes :

Les 12.993.750 actions anciennes composant le capital social actuel de la société SOPAT inscrites sur le marché principal des titres de capital de la cote de la Bourse, seront négociées à partir du 15/02/2016 droits de souscription détachés.

Cotation en Bourse des actions nouvelles souscrites en numéraire :

Les 5.197.500 actions nouvelles à souscrire en numéraire et totalement libérées seront négociables en Bourse à partir de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire conformément aux dispositions légales en vigueur régissant les augmentations de capital des sociétés, sur la même ligne que les actions anciennes auxquelles elles seront assimilées.

Cotation en Bourse des droits de souscription :

Les négociations en Bourse des droits de souscription auront lieu **du 15/02/2016 au 25/03/2016 inclus***.
Il est à préciser qu'aucune séance de régularisation ne sera organisée au-delà des délais précités.

*Les actionnaires et/ou les cessionnaires de droits préférentiels de souscription n'ayant pas exercé ou chargé leurs Intermédiaires Agréés Administrateurs d'exercer leurs droits avant la séance de bourse du 25/03/2016 sont informés que ces derniers procéderont à la vente de leurs droits non exercés pendant ladite séance.

- Suite -

Prise en charge par Tunisie Clearing :

Les droits de souscription seront pris en charge par Tunisie Clearing sous le code ISIN « TN 0007290067 » durant la période de souscription préférentielle, soit du 15/02/2016 au 25/03/2016 inclus.

Les actions nouvelles souscrites seront prises en charge par Tunisie Clearing sous le code ISIN « TN 0007290075 » à partir de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire.

A cet effet, Tunisie Clearing assurera les règlements/livraisons sur lesdits actions et droits négociés en Bourse.

Le registre des actionnaires est tenu par la société Tuniso-Seoudienne d'Intermédiation (TSI) – Intermédiaire en Bourse.

Un prospectus d'émission visé par le CMF sous le n° **16-0928** en date du **29 janvier 2016**, sera mis à la disposition du public, sans frais, auprès de la Société émettrice SOPAT, de Tunisie Valeurs-Intermédiaire en Bourse chargé de l'opération et sur le site Internet du CMF : www.cmf.org.tn.

AVIS

COURBE DES TAUX DU 11 MARS 2016

Code ISIN	Taux du marché monétaire et Bons du Trésor	Taux actuariel (existence d'une adjudication) ^[1]	Taux interpolé	Valeur (ped de coupon)
	Taux moyen mensuel du marché monétaire	4,279%		
TN0008003089	BTC 52 semaines 15/03/2016		4,283%	
TN0008003097	BTC 52 semaines 12/04/2016		4,320%	
TN0008003113	BTC 52 semaines 14/06/2016		4,405%	
TN0008003121	BTC 52 semaines 12/07/2016		4,442%	
TN0008003147	BTC 52 semaines 06/09/2016		4,518%	
TN0008003154	BTC 52 semaines 04/10/2016		4,555%	
TN0008000218	BTZc 11 octobre 2016		4,564%	974,171
TN0008003162	BTC 52 semaines 08/11/2016		4,602%	
TN0008000325	BTA 4 ans " 5,25% décembre 2016"		4,648%	1 004,152
TN0008003188	BTC 52 semaines 03/01/2017		4,677%	
TN0008003196	BTC 52 semaines 07/02/2017	4,724%		
TN0008000234	BTA 10 ans "6,75% 11 juillet 2017"		5,131%	1 020,001
TN0008000341	BTA 4 ans " 5,3% janvier 2018"	5,627%		994,214
TN0008000317	BTA 7 ans " 5,5% octobre 2018"		5,769%	993,329
TN0008000242	BTZc 10 décembre 2018		5,800%	856,352
TN0008000275	BTA 10 ans " 5,5% mars 2019"		5,847%	990,690
TN0008000333	BTA 7 ans " 5,5% février 2020"		6,025%	982,013
TN0008000358	BTA 6 ans " 5,5% octobre 2020"		6,153%	974,115
TN0008000564	BTA 6 ans " 5,75% janvier 2021"		6,201%	981,373
TN0008000226	BTA 15 ans "6,9% 9 mai 2022"		6,453%	1 021,848
TN0008000291	BTA 12 ans " 5,6% août 2022"		6,502%	953,382
TN0008000572	BTA 8 ans "6% avril 2023"	6,631%		965,199
TN0008000366	BTA 10 ans " 6% avril 2024"	6,684%		958,150
TN0008000580	BTA 11 ans "6,3% octobre 2026"	6,738%		967,047

^[1] L'adjudication en question ne doit pas dater de plus de 2 mois pour les BTA et 1 mois pour les BTCT.

Conditions minimales de prise en compte des lignes :

- Pour les BTA : Montant levé 10 millions de dinars et deux soumissionnaires,
- Pour les BTCT : Montant levé 10 millions de dinars et un soumissionnaire.

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

Dénomination	Gestionnaire	Date d'ouverture	VL au 31/12/2015	VL antérieure	Dernière VL			
OPCVM DE CAPITALISATION								
<i>SICAV OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION</i>								
1	TUNISIE SICAV	TUNISIE VALEURS	20/07/92	158,378	159,444	159,460		
2	SICAV PATRIMOINE OBLIGATAIRE	BIAT ASSET MANAGEMENT	16/04/07	106,845	107,630	107,641		
3	UNION FINANCIERE SALAMMBO SICAV	UBCI FINANCE	01/02/99	91,865	92,408	92,417		
<i>FCP OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION - VL QUOTIDIENNE</i>								
4	FCP SALAMETT CAP	AFC	02/01/07	14,059	14,178	14,180		
5	MCP SAFE FUND	MENA CAPITAL PARTNERS	30/12/14	102,902	103,699	103,711		
<i>FCP OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION - VL HEBDOMADAIRE</i>								
6	FCP MAGHREBIA PRUDENCE	UFI	23/01/06	1,446	1,455	1,456		
7	AL AMANAH OBLIGATAIRE FCP	CGF	25/02/08	101,636	102,296	102,375		
<i>SICAV MIXTES DE CAPITALISATION</i>								
8	SICAV AMEN	AMEN INVEST	01/10/92	38,754	39,008	39,012		
9	SICAV PLUS	TUNISIE VALEURS	17/05/93	52,546	52,939	52,943		
<i>FCP MIXTES DE CAPITALISATION - VL QUOTIDIENNE</i>								
10	FCP AXIS ACTIONS DYNAMIQUE	AXIS GESTION	02/04/08	137,513	135,858	135,634		
11	FCP AXIS PLACEMENT EQUILIBRE	AXIS GESTION	02/04/08	507,535	495,082	494,272		
12	FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE	MAXULA BOURSE	15/10/08	113,965	120,867	120,513		
13	FCP MAXULA CROISSANCE EQUILIBREE	MAXULA BOURSE	15/10/08	124,044	125,321	125,213		
14	FCP MAXULA CROISSANCE PRUDENCE	MAXULA BOURSE	15/10/08	130,506	136,817	136,291		
15	FCP MAXULA STABILITY	MAXULA BOURSE	18/05/09	115,457	119,372	118,875		
16	FCP INDICE MAXULA	MAXULA BOURSE	23/10/09	90,706	96,002	95,979		
17	FCP KOUNOUZ	TSI	28/07/08	139,804	141,149	141,061		
18	FCP VALEURS AL KAOUTHER	TUNISIE VALEURS	06/09/10	86,081	89,350	89,108		
19	FCP VALEURS MIXTES	TUNISIE VALEURS	09/05/11	96,174	91,973	91,805		
20	MCP CEA FUND	MENA CAPITAL PARTNERS	30/12/14	120,916	133,173	133,369		
21	MCP EQUITY FUND	MENA CAPITAL PARTNERS	30/12/14	115,022	124,829	124,778		
22	FCP BIAT-CROISSANCE	BIAT ASSET MANAGEMENT	17/09/12	77,451	80,567	80,558		
23	FCP BIAT-PRUDENCE	BIAT ASSET MANAGEMENT	17/09/12	104,165	107,098	107,159		
24	FCP BIAT-EQUILIBRE	BIAT ASSET MANAGEMENT	17/09/12	91,294	95,164	95,203		
25	FCP SMART EQUILIBRE	SMART ASSET MANAGEMENT	18/12/15	100,342	98,151	98,245		
26	FCP SMART CROISSANCE *	SMART ASSET MANAGEMENT	27/05/11	94,997	100,648	100,407		
27	FCP VALEURS CEA	TUNISIE VALEURS	04/06/07	17,657	18,710	18,698		
<i>FCP MIXTES DE CAPITALISATION - VL HEBDOMADAIRE</i>								
28	FCP CAPITALISATION ET GARANTIE	ALLIANCE ASSET MANAGEMENT	30/03/07	1 482,785	1 503,242	1 509,067		
29	FCP AXIS CAPITAL PRUDENT	AXIS GESTION	05/02/04	2 255,016	2 219,710	2 211,056		
30	FCP AMEN PERFORMANCE	AMEN INVEST	01/02/10	111,969	117,652	117,736		
31	FCP OPTIMA	BNA CAPITAUX	24/10/08	103,734	106,012	107,685		
32	FCP SECURITE	BNA CAPITAUX	27/10/08	133,703	138,091	139,296		
33	FCP CEA MAXULA	MAXULA BOURSE	04/05/09	131,067	141,465	143,129		
34	AIRLINES FCP VALEURS CEA	TUNISIE VALEURS	16/03/09	14,385	14,923	15,173		
35	FCP VALEURS QUIETUDE 2017	TUNISIE VALEURS	01/10/12	5 000,704	5 014,212	5 024,105		
36	FCP VALEURS QUIETUDE 2018	TUNISIE VALEURS	01/11/13	4 834,515	4 868,538	4 885,996		
37	FCP MAGHREBIA DYNAMIQUE	UFI	23/01/06	2,205	2,326	2,327		
38	FCP MAGHREBIA MODERE	UFI	23/01/06	1,983	2,068	2,068		
39	FCP MAGHREBIA SELECT ACTIONS	UFI	15/09/09	1,013	1,073	1,067		
40	FCP HAYETT MODERATION	AMEN INVEST	24/03/15	1,028	1,049	1,052		
41	FCP HAYETT PLENITUDE	AMEN INVEST	24/03/15	1,018	1,043	1,050		
42	FCP HAYETT VITALITE	AMEN INVEST	24/03/15	1,005	1,040	1,050		
43	MAC HORIZON 2022 FCP	MAC SA	09/11/15	100,000	100,000	100,100		
44	AL AMANAH ETHICAL FCP	CGF	25/05/09	8,898	9,311	9,298		
45	AL AMANAH EQUITY FCP	CGF	25/02/08	104,040	110,179	110,330		
46	AL AMANAH PRUDENCE FCP	CGF	25/02/08	116,127	117,954	117,994		
OPCVM DE DISTRIBUTION								
Dénomination	Gestionnaire	Date d'ouverture	Dernier dividende		VL au 31/12/2014	VL antérieure	Dernière VL	
			Date de paiement	Montant				
<i>SICAV OBLIGATAIRES</i>								
47	SANADETT SICAV	AFC	01/11/00	14/05/15	4,345	108,647	109,510	109,522
48	AMEN PREMIERE SICAV	AMEN INVEST	10/04/00	26/05/15	3,811	103,902	104,608	104,621
49	AMEN TRESOR SICAV	AMEN INVEST	10/05/06	13/04/15	4,209	105,861	106,603	106,614
50	ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	ATTIJARI GESTION	01/11/00	11/05/15	4,276	102,527	103,338	103,349
51	TUNISO-EMIRATIE SICAV	AUTO GREEE	07/05/07	11/05/15	4,319	104,186	105,073	105,085
52	SICAV AXIS TRÉSORERIE	AXIS GESTION	01/09/03	22/05/15	3,552	107,436	108,214	108,224
53	PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	BNA CAPITAUX	06/01/97	29/05/15	4,282	104,619	105,480	105,493
54	SICAV TRESOR	BIAT ASSET MANAGEMENT	03/02/97	26/05/15	3,984	102,661	103,341	103,351
55	MILLENIUM OBLIGATAIRE SICAV	CGF	12/11/01	29/05/15	3,676	105,172	105,890	105,901
56	GENERALE OBLIG SICAV	CGI	01/06/01	29/05/15	3,625	102,126	102,883	102,893
57	CAP OBLIG SICAV	COFIB CAPITAL FINANCE	17/12/01	25/05/15	3,866	104,297	105,133	105,145
58	FINA O SICAV	FINACORP	11/02/08	30/05/15	3,778	103,612	104,404	104,415
59	INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV	UIB FINANCE	07/10/98	29/05/15	4,044	106,816	107,586	107,598
60	FIDELITY OBLIGATIONS SICAV	MAC SA	20/05/02	27/04/15	4,197	105,484	106,225	106,235
61	MAXULA PLACEMENT SICAV	MAXULA BOURSE	02/02/10	29/05/15	3,231	103,500	104,151	104,161
62	SICAV RENDEMENT	SBT	02/11/92	30/04/15	3,786	102,630	103,342	103,353
63	UNIVERS OBLIGATIONS SICAV	SCIF	16/10/00	29/05/15	3,863	104,796	105,528	105,539
64	SICAV BH OBLIGATAIRE	BH INVEST	10/11/97	29/05/15	4,251	102,865	103,678	103,690
65	POSTE OBLIGATAIRE SICAV TANIT	BH INVEST	06/07/09	28/05/15	3,703	103,936	104,654	104,665
66	MAXULA INVESTISSEMENT SICAV	SMART ASSET MANAGEMENT	05/06/08	29/05/15	3,525	105,041	106,056	106,067
67	SICAV L'ÉPARGNANT	STB MANAGER	20/02/97	25/05/15	4,224	102,883	103,736	103,748
68	AL HIFADH SICAV	TSI	15/09/08	17/04/15	4,214	103,524	104,313	104,324
69	SICAV ENTREPRISE	TUNISIE VALEURS	01/08/05	29/05/15	3,489	105,028	105,765	105,775
70	UNION FINANCIERE ALYSSA SICAV	UBCI FINANCE	15/11/93	15/05/15	3,624	102,549	103,293	103,304

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

FCP OBLIGATAIRES - VL QUOTIDIENNE								
71	FCP SALAMMETT PLUS	AFC	02/01/07	27/04/15	0,371	10,576	10,654	10,655
72	FCP AXIS AAA	AXIS GESTION	10/11/08	29/05/15	3,379	103,387	104,089	104,100
73	FCP HELION MONEO	HELION CAPITAL	31/12/10	08/05/15	4,443	103,901	104,711	104,723
74	FCP OBLIGATAIRE CAPITAL PLUS	STB FINANCE	20/01/15	-	-	103,288	104,144	104,155
75	UGFS BONDS FUND	UGFS-NA	10/07/15	-	-	10,140	10,196	10,197
FCP OBLIGATAIRES - VL HEBDOMADAIRE								
SICAV MIXTES								
76	ARABIA SICAV	AFC	15/08/94	14/05/15	1,147	58,065	58,243	58,140
77	ATTIJARI VALEURS SICAV	ATTIJARI GESTION	22/03/94	11/05/15	2,421	137,887	136,578	136,371
78	ATTIJARI PLACEMENTS SICAV	ATTIJARI GESTION	22/03/94	11/05/15	22,766	1 402,879	1 408,510	1 406,985
79	SICAV PROSPERITY	BIAT ASSET MANAGEMENT	25/04/94	26/05/15	2,834	110,387	113,349	113,364
80	SICAV OPPORTUNITY	BIAT ASSET MANAGEMENT	11/11/01	26/05/15	1,545	104,054	108,857	108,798
81	SICAV BNA	BNA CAPITAUX	14/04/00	29/05/15	0,600	86,413	93,996	94,056
82	SICAV SECURITY	COFIB CAPITAL FINANCE	26/07/99	25/05/15	0,454	17,014	17,412	17,417
83	SICAV CROISSANCE	SBT	27/11/00	30/04/15	6,596	261,738	272,584	273,348
84	SICAV BH PLACEMENT	BH INVEST	22/09/94	29/05/15	0,706	29,309	29,016	28,914
85	STRATEGIE ACTIONS SICAV	SMART ASSET MANAGEMENT	01/03/06	29/05/15	32,738	2 208,196	2 249,882	2 247,243
86	SICAV L'INVESTISSEUR	STB MANAGER	30/03/94	21/05/15	2,540	68,867	71,373	71,286
87	SICAV AVENIR	STB MANAGER	01/02/95	19/05/15	1,822	53,774	54,969	54,905
88	UNION FINANCIERE HANNIBAL SICAV	UBCI FINANCE	17/05/99	15/05/15	0,720	97,672	100,226	100,038
89	UBCI-UNIVERS ACTIONS SICAV	UBCI FINANCE	10/04/00	15/05/15	0,655	80,942	83,959	83,764
FCP MIXTES - VL QUOTIDIENNE								
90	FCP IRADETT 20	AFC	02/01/07	27/04/15	0,268	11,090	11,071	11,064
91	FCP IRADETT 50	AFC	04/11/12	27/04/15	0,230	12,038	12,044	12,050
92	FCP IRADETT 100	AFC	04/01/02	27/04/15	0,205	14,638	14,796	14,787
93	FCP IRADETT CEA	AFC	02/01/07	27/04/15	0,331	13,764	13,797	13,765
94	ATTIJARI FCP CEA	ATTIJARI GESTION	30/06/09	25/05/15	0,350	12,102	12,609	12,594
95	ATTIJARI FCP DYNAMIQUE	ATTIJARI GESTION	01/11/11	25/05/15	0,093	10,809	11,050	11,050
96	ATTIJARI FCP HARMONIE **	ATTIJARI GESTION	01/11/11	25/05/15	0,232	En liquidation	En liquidation	En liquidation
97	ATTIJARI FCP SERENITE **	ATTIJARI GESTION	01/11/11	25/05/15	0,318	En liquidation	En liquidation	En liquidation
98	BNAC PROGRÈS FCP	BNA CAPITAUX	03/04/07	21/05/15	2,338	131,968	140,252	140,364
99	BNAC CONFIANCE FCP	BNA CAPITAUX	03/04/07	21/05/15	2,236	128,407	134,949	135,026
100	FCP OPTIMUM EPARGNE ACTIONS	CGF	14/06/11	07/05/00	0,173	8,902	9,418	9,413
101	FCP DELTA EPARGNE ACTIONS	STB MANAGER	08/09/08	18/05/15	2,657	92,918	99,984	99,607
102	FCP AL IMTIEZ	TSI	01/07/11	28/05/15	0,520	78,915	78,843	78,802
103	FCP AFEK CEA	TSI	01/07/11	28/05/15	0,133	79,803	80,593	80,575
104	TUNISIAN PRUDENCE FUND	UGFS-NA	02/01/12	29/05/15	3,062	96,121	98,086	98,032
105	UBCI - FCP CEA	UBCI FINANCE	22/09/14	-	-	86,856	91,306	90,854
106	FCP AL HIKMA	STB MANAGER	19/01/16	-	-	-	100,378	100,338
FCP MIXTES - VL HEBDOMADAIRE								
107	FCP AMEN PREVOYANCE	AMEN INVEST	01/02/10	05/05/15	2,132	108,156	112,670	112,775
108	FCP AMEN CEA	AMEN INVEST	28/03/11	05/05/15	1,867	94,577	100,283	101,203
109	FCP BIAT ÉPARGNE ACTIONS	BIAT ASSET MANAGEMENT	15/01/07	26/05/15	3,275	127,360	133,563	134,721
110	FCP HELION ACTIONS DEFENSIF	HELION CAPITAL	31/12/10	08/05/15	1,995	100,382	100,917	100,297
111	FCP HELION ACTIONS PROACTIF	HELION CAPITAL	31/12/10	08/05/15	0,417	94,832	99,901	98,920
112	MAC CROISSANCE FCP	MAC SA	15/11/05	25/05/15	3,885	181,972	193,473	194,575
113	MAC EQUILIBRE FCP	MAC SA	15/11/05	25/05/15	3,382	171,568	178,614	179,280
114	MAC ÉPARGNANT FCP	MAC SA	15/11/05	25/05/15	5,215	149,829	154,655	154,996
115	MAC EXCELLENCE FCP	MAC SA	28/04/06	27/05/13	63,142	12 794,422	13 482,589	13 380,586
116	MAC EPARGNE ACTIONS FCP	MAC SA	20/07/09	-	-	18,019	19,251	19,032
117	MAC AL HOUDA FCP	MAC SA	04/10/10	-	-	129,046	137,469	136,849
118	FCP VIVEO NOUVELLES INTRODUITES	TRADERS INVESTMENT MANAGERS	03/03/10	27/05/15	1,446	116,015	118,664	117,383
119	TUNISIAN EQUITY FUND	UGFS-NA	30/11/09	24/05/13	32,752	8 825,261	9 055,264	9 016,947
120	FCP UNIVERS AMBITION CEA	SCIF	26/03/13	29/05/15	0,102	7,867	8,355	8,518
121	UGFS ISLAMIC FUND	UGFS-NA	11/12/14	-	-	88,101	86,659	85,109
122	FCP SMART EQUITY 2	SMART ASSET MANAGEMENT	15/06/15	-	-	946,487	942,013	945,507
123	FCP VALEURS INSTITUTIONNEL	TUNISIE VALEURS	14/12/15	-	-	5000,000	5001,678	5027,157
FCP ACTIONS - VL QUOTIDIENNE								
124	FCP INNOVATION	STB FINANCE	20/01/15	-	-	103,095	111,559	111,263
FCP ACTIONS - VL HEBDOMADAIRE								
125	FCP UNIVERS AMBITION PLUS	SCIF	12/02/13	29/05/15	0,107	7,981	8,886	8,911
126	CEA ISLAMIC FUND	UGFS-NA	09/12/14	-	-	86,378	83,530	82,458

* Initialement dénommé FCP SAFA

** FCP en liquidation anticipée

**BULLETIN OFFICIEL
DU CONSEIL DU MARCHÉ FINANCIER**
Immeuble CMF - Centre Urbain Nord
4^{ème} Tranche - Lot B6 Tunis 1003
Tél : (216) 71 947 062
Fax : (216) 71 947 252 / 71 947 253

**Publication paraissant
du Lundi au Vendredi sauf jours fériés**
www.cmf.org.tn
email 1 : cmf@cmf.org.tn
email 2 : cmf@cmf.tn

Le Président du CMF
Mr. Salah Essayel

COMMUNIQUE

Il est porté à la connaissance du public et des intermédiaires en bourse qu'à la suite de sa mise à jour par le déclassement de la « Société de Promotion Economique -PROMEKO- » et l'ouverture au public de « FCP AL HIKMA », la liste des sociétés et organismes faisant appel public à l'épargne s'établit comme suit :

**LISTE INDICATIVE DES SOCIETES & ORGANISMES
FAISANT APPEL PUBLIC A L'EPARGNE ***

**I.- SOCIETES ADMISES A LA COTE
I-1 Marché Principal**

Dénomination sociale	Siège social	Tél.
1.Adwya SA	Route de la Marsa GP 9 , Km 14, BP 658 -2070 La Marsa	71 778 555
2. Air Liquide Tunisie	37,rue des entrepreneurs, ZI La Charguia II -2035 Ariana-	70 164 600
3. Amen Bank	Avenue Mohamed V -1002 TUNIS-	71 835 500
4. Automobile Réseau Tunisien et Services -ARTES-	39, avenue Kheireddine Pacha -1002 TUNIS-	71 841 100
5. Arab Tunisian Bank "ATB"	9, rue Hédi Nouira -1001 TUNIS-	71 351 155
6. Arab Tunisian Lease "ATL"	Ennour Building, Centre Urbain Nord 1082 Tunis Mahrajène	70 135 000
7. Attijari Leasing	Rue du Lac d'Annecy - 1053 Les Berges du Lac-	71 862 122
8. Banque Attijari de Tunisie "Attijari bank" (ex Banque du Sud)	24, Rue Hédi Karray, Centre Urbain Nord - 1080 Tunis -	70 012 000
9. Banque de l'Habitat "BH"	18, Avenue Mohamed V 1080 Tunis	71 126 000
10.Banque de Tunisie "BT"	2, rue de Turquie -1000 TUNIS-	71 332 188
11. Banque de Tunisie et des Emirats S.A "BTE"	5 bis, rue Mohamed Badra -1002 TUNIS-	71 783 600
12. Banque Internationale Arabe de Tunisie "BIAT"	70-72, avenue Habib Bourguiba -1000 TUNIS-	71 340 733
13. Banque Nationale Agricole "BNA"	Rue Hédi Nouira -1001 TUNIS-	71 831 200
14.Best Lease	54, Avenue Charles Nicolle Mutuelle ville -1002 Tunis-	71 799 011
15.Cellcom	25, rue de l'Artisanat Charguia II-2035 Ariana-	71 941 444
16. City Cars	51, Rue Ali Darghouth -1001 Tunis-	71 333 111
17. Compagnie d'Assurances et de Réassurances "ASTREE"	45, avenue Kheireddine Pacha -1002 TUNIS-	71 792 211
18. Compagnie Internationale de Leasing "CIL"	16, avenue Jean Jaurès -1000 Tunis-	71 336 655
19. Délice Holding	Immeuble le Dôme, rue Lac Léman, Les Berges du Lac - 1053 Tunis-	71 964 969
20. ELBENE INDUSTRIE SA	Centrale Laitière de Sidi Bou Ali -4040 SOUSSE-	73 247 144
21.Electrostar	Boulevard de l'environnement Route de Naâssen 2013 Bir El Kassâa Ben Arous	71 396 222
22.Essoukna	46, rue Tarak Ibnou Zied Mutuelle ville - 1082 TUNIS -	71 843 511
23.EURO-CYCLES	Zone Industrielle Kalâa Kébira -4060 Sousse-	73 342 036
24. Générale Industrielle de Filtration - GIF -	Km 35, GP1- 8030 Grombalia -	72 255 844
25.Hannibal Lease S.A	Rue du Lac Malaren, Immeuble Triki 1053 -Les Berges du Lac-	71 964 600
26. L'Accumulateur Tunisien ASSAD	Rue de la Fonte Zone Industrielle Ben Arous BP. N°7 -2013 Ben Arous-	71 381 688
27. Les Ciments de Bizerte	Baie de Sebra BP 53 -7018 Bizerte-	72 510 988
28.Manufacture de Panneaux Bois du Sud -MPBS-	Route de Gabes, km 1.5 -3003 Sfax-	74 468 044
29. Modern Leasing	Immeuble Assurance Salim lot AFH BC5 centre Urbain Nord 1082 Tunis Mahrajène	71 893 963
30. One Tech Holding	Cité El Khalij, rue du Lac Ness-Immeuble –Les Arcades Tour A Les Berges du Lac-	71 860 244

31. Placements de Tunisie -SICAF-	2, rue de Turquie -1000 TUNIS-	71 332 188
32.Poulina Group Holding	GP1 Km 12 Ezzahra, Ben Arous	71 454 545
33. Société Chimique "ALKIMIA"	11, rue des Lilas -1082 TUNIS MAHRAJENE-	71 792 564
34. Société ENNAKL Automobiles	Z.I Charguia II BP 129 -1080 Tunis	70 836 570
35. Société d'Articles Hygiéniques Tunisie -Lilas-	5, rue 8610, Zone Industrielle – La Charguia 1-1080 Tunis-	71 809 222
36.Société d'Assurances "SALIM"	Immeuble Assurances Salim lot AFH BC5 Centre Urbain Nord -1003 Tunis	71 948 700
37. Sté de Placement & de Dévelop. Industriel et Touristique -SPDIT SICAF-	Avenue de la Terre Zone Urbain Nord Charguia I -1080 Tunis-	71 189 200
38. Société des Industries Chimiques du Fluor "ICF"	4, bis rue Amine Al Abbassi 1002 Tunis Belvédère	71 789 733
39. Société des Industries Pharmaceutiques de Tunisie -SIPHAT-	Fondouk Choucha 2013 Ben Arous	71 381 222
40. .Société de Production Agricole Teboulba -SOPAT SA-	Avenue du 23 janvier BP 19 -5080 Téoulba-	73 604 149
41. Société de Transport des Hydrocarbures par Pipelines "SOTRAPIL"	Boulevard de la Terre, Centre Urbain Nord 1003 Tunis	71 766 900
42. Société de Fabrication des Boissons de Tunisie "SFBT"	Boulevard de la Terre, Centre urbain nord -1080 Tunis-	71 189 200
43. Société Immobilière et de Participations "SIMPAR"	14, rue Masmouda, Mutuelleville -1082 TUNIS-	71 840 869
44. Société Immobilière Tuniso-Séoudienne "SITS"	Centre Urbain Nord, International City center, Tour des bureaux, 5 ^{ème} étage, bureau n°1-1082 Tunis-	70 728 728
45. Société Industrielle d'Appareillage et de Matériels Electriques SIAME-	Zone Industrielle -8030 GROMBALIA-	72 255 065
46. Société Moderne de Céramiques - SOMOCER -	Menzel Hayet 5033 Zaramdine Monastir TUNIS	73 410 416
47. Société Magasin Général "SMG"	28, rue Mustapha Kamel Attaturk 1001	71 126 800
48. Société Nouvelle Maison de la Ville de Tunis "SNMVT" (Monoprix)	1, rue Larbi Zarrouk BP 740 -2014 MEGRINE-	71 432 599
49. Société Tunisienne d'Assurances et de Réassurances "STAR"	Square avenue de Paris -1025 TUNIS-	71 340 866
50. Société Tunisienne de Banque "STB"	Rue Hédi Nouira -1001 TUNIS-	71 340 477
51. Société Tunisienne de l'Air "TUNISAIR"	Boulevard Mohamed BOUAZIZI -2035 Tunis Carthage-	70 837 000
52. Société Tunisienne de l'Industrie Pneumatique -STIP-	Centre Urbain Nord Boulevard de la Terre 1003 Tunis El Khadra	71 230 400
53. société Tunisienne Industrielle du Papier et du Carton - SOTIPAPIER-	13, rue Ibn Abi Dhiaf, Zone Industrielle de Saint Gobain, Megrine Riadh - 2014 Tunis -	71 434 957
54. Société Tunisienne d'Entreprises de Télécommunications "SOTETEL"	Rue des entrepreneurs ZI Charguia II, BP 640 - 1080 TUNIS-	71 713 100
55. Société Tunisienne d'Equipement "STEQ"	8, rue 8601, Z.I la Charguia I BP N° 746 -1080 Tunis-	71 115 500
56. Société Tunisienne des Marchés de Gros "SOTUMAG"	Route de Naâssen, Bir Kassaa -BEN AROUS-	71 384 200
57. Société Tunisienne de Réassurance "Tunis Re"	12 Avenue du Japon- Montplaisir BP 29 - Tunis 1073-	71 904 911
58. Société Tunisienne de Verreries "SOTUVER"	Nelle Z.I 1111 Djebel El Oust K 21 Route de Zaghouan BP n° 48	72 640 650
59.Telnet Holding	Immeuble Ennour –Centre Urbain Nord -1082 Tunis-	71 706 922
60. Tunisie Leasing "TL"	Centre Urbain Nord Avenue Hédi Karray - 1082 TUNIS -	70 132 000
61. Tunisie Profilés Aluminium "TPR"	Rue des Usines, ZI Sidi Rézig, Mégrine -2033 Tunis-	71 433 299
62. TUNINVEST SICAR	Immeuble Integra Centre Urbain Nord -1082 Tunis Mahrajène-	71 189 800
63. Universal Auto Distributors Holding -UADH-	62, avenue de Carthage -1000 Tunis-	71 354 366
64. Union Bancaire pour le Commerce & l'Industrie "UBCI"	139, avenue de la Liberté -1002 TUNIS-	71 842 000
65. Union Internationale de Banques "UIB"	65, avenue Habib Bourguiba -1000 TUNIS-	71 120 392
66. Wifack International Bank SA- WIB Bank-	Avenue Habib Bourguiba –Médenine 4100 BP 356	75 643 000

I-2 Marché Alternatif

Dénomination sociale	Siège social	Tél.
1.Adv e-Technologies- AeTECH	29, Rue des Entrepreneurs – Charguia II -2035 Tunis-	71 940 094
2.Carthage Cement	Rue 8002, Espace Tunis Bloc H, 3 ^{ème} étage Montplaisir -1073 Tunis-	71 964 593
3.CEREALIS S.A	Immeuble Amir El Bouhaira, Appt.N°1, rue du Lac Turkana, Les Berges du Lac -1053 Tunis -	71 961 996
4.HexaByte	Avenue Habib Bourguiba immeuble CTAMA -9000 Béja-	78 456 666
5.Les Ateliers Mécaniques du Sahel "AMS"	Rue Ibn Khaldoun BP. 63 - 4018 SOUSSE-	73 231 111
6.Maghreb International Publicité « MIP »	Rue de l'énergie solaire, impasse N°5 -2035 ZI Charguia I Tunis	71 112 300
7. OFFICEPLAST	Z.I 2, Medjez El Bab B.P. 156 -9070 Tunis	78 564 155
8.SERVICOM	65, rue 8610 Z.I Charguia I -Tunis-	70 730 250
9.Société LAND'OR	Bir Jedid, 2054 Khelidia -Ben Arous-	71 366 666
10.Société Tawasol Group Holding « TAWASOL »	20, rue des entrepreneurs Charguia II -2035 Tunis-	71 940 389
11.Société Tunisienne d'Email –SOTEMAIL-	Route de Sfax Menzel el Hayet -5033 Monastir-	73 410 416
12.Société NEW BODY LINE	Avenue Ali Balhaouane -5199 Mahdia –	73 680 435

II.- SOCIETES ET ORGANISMES NON ADMIS A LA COTE

Dénomination sociale	Siège social	Tél.
1.Alubaf International Bank –AIB -	Rue 8007, Montplaisir -1002 Tunis-	70 015 600
2. AL KHOUTAF ONDULE	Route de Tunis Km 13 –Sidi Salah 3091 SFAX	74 273 069
3. Al Baraka Bank Tunisia (EX BEST-Bank)	90, avenue Hédi Chaker -1002 TUNIS-	71 790 000
4. Amen Project SICAF	Immeuble Amen Bank, Avenue Mohamed V-1002 Tunis-	71 965 400
5. Arab Banking Corporation -Tunisie- "ABC-Tunisie"	ABC Building, rue du Lac d'Annecy -1053 Les Berges du Lac-	71 861 861
6. Arab International Lease "AIL"	11, rue Hédi Nouira, 8ème étage -1001 TUNIS-	71 349 100
7. Assurances BIAT	Immeuble Assurance BIAT - Les Jardins du Lac- Lac II	30 300 100
8. Assurances Maghrébia Vie	24, rue du royaume d'Arabie Saoudite 1002 Tunis	71 155 700
9. Assurances Multirisques Ittihad S.A -AMI Assurances -	Cité Les Pins, Les Berges du Lac II -Tunis-	70 026 000
10.Banque de Coopération du Maghreb Arabe "BCMA"	Ministère du domaine de l'Etat et des Affaires foncières, 19, avenue de paris -1000 Tunis -	
11.Banque de Financement des Petites et Moyennes Entreprises - BFPME-	34, rue Hédi Karray, Centre Urbain Nord -1004 El Menzah IV-	70 102 200
12. Banque Franco-Tunisienne "BFT"	Rue Aboubakr Echahid – Cité Ennacim Montplaisir -1002 TUNIS-	71 903 505
13. Banque Tunisienne de Solidarité "BTS"	56, avenue Mohamed V -1002 TUNIS-	71 844 040
14. Banque Tuniso-Koweïtienne	10bis, avenue Mohamed V, B.P.49 -1001 TUNIS-	71 340 000
15. Banque Tuniso-Lybiennne « BTL »	25, avenue Kheireddine Pacha, B.P. 102 -1002 TUNIS-	71 781 500
16. Banque Zitouna	2, Boulevard Qualité de la Vie -2015 Kram-	71 164 000
17. Cie d'Assurances et de Réas. Tuniso-Européenne "CARTE"	Immeuble Carte, Lot BC4- Centre Urbain Nord, 1082 Tunis	71 184 000
18 . Cie d'Assurances et de Réas. Tuniso-Européenne "CARTE VIE "	Immeuble Carte, Entrée B- Lot BC4-Centre Urbain Nord, 1082 Tunis	71 184 160
19. Caisse Tunisienne d'Assurance Mutuelle Agricole "CTAMA"	6, avenue Habib Thameur -1069 TUNIS-	71 340 916
20 . Compagnie d'Assurances Vie et de Capitalisation "HAYETT"	Immeuble COMAR, avenue Habib Bourguiba -1001 TUNIS-	71 333 400

21. Compagnie Nouvelle d'Assurance "Attijari Assurance"	95, Avenue de la Liberté -1002 Tunis-	71 141 420
22. Cie Méditerranéenne d'Assurances et de Réassurances "COMAR"	26, avenue Habib Bourguiba -1001 TUNIS-	71 340 899
23. Compagnie Tunisienne pour l'Assurance du Commerce Extérieur "COTUNACE"	Rue Borjine (ex 8006), Montplaisir -1073 TUNIS	71 90 86 00
24. Comptoir National du Plastique	Route de Tunis, km 6,5 AKOUDA	73 343 200
25. Comptoir National Tunisien "CNT"	Route de Gabès Km 1,5, Cité des Martyrs -3003 SFAX-	74 467 500
26. Citi Bank	55, avenue Jugurtha -1002 TUNIS-	71 782 056
27. Evolution Economique	Route de Monastir -4018 SOUSSE-	73 227 233
28. Groupe des Assurances de Tunisie "GAT"	92-94, avenue Hédi Chaker -1002 TUNIS-	31 350 000
29. International Tourism Investment "ITI SICAF"	9, rue Ibn Hamdiss Esskelli, El Menzah I - 1004 Tunis -	71 235 701
30. La Tunisienne des Assurances Takaful « At-Takâfoulia »	15, rue de Jérusalem 1002-Tunis Belvédère	31 331 800
31. Loan and Investment Co	Avenue Ouled Haffouz, Complexe El Mechtel, Tunis	71 790 255
32. Meublatex	Route de Tunis -4011 HAMMAM SOUSSE-	73 308 777
33. North Africa International Bank -NAIB -	Avenue Kheireddine Pacha Taksim Ennasim -1002 Tunis	71 950 800
34. Palm Beach Palace Jerba	Avenue Farhat Hached, BP 383 Houmt Souk -4128 DJERBA-	75 653 621
35. Plaza SICAF	Rue 8610 - Z.I. -2035 CHARGUIA-	71 797 433
36. Société Al Jazira de Transport & de Tourisme	Centre d'animation et de Loisir Aljazira- Plage Sidi Mahrez Djerba-	75 657 300
37. Société Agro Technologies « AGROTECH »	Cité Jugurtha Bloc A, App n°4, 2 ^{ème} étage Sidi Daoud La Marsa	
38. Société Commerciale Import-Export du Gouvernorat de Nabeul « El Karama »	63, Avenue Bir Challouf -8000 Nabeul-	72 285 330
39. Société d'Assurances et de Réassurances "MAGHREBIA"	Angle 64, rue de Palestine-22, rue du Royaume d'Arabie Saoudite -1002 TUNIS-	71 788 800
40. Société de Conditionnement des Huiles d'Olives « CHO »	Route de Mahdia Km 10 -3054 Sfax-	74 831 522
41. Société de Conditionnement des Huiles d'Olives « CHO Campany »	Route de Mahdia Km 10 -3054 Sfax-	74 447 677
42. Société d'Engrais et de Produits Chimiques de Mégrine " SEPCM "	20, avenue Taïb Mhiri 2014 Mégrine Riadh	71 433 318
43. Société de Développement Economique de Kasserine "SODEK"	Siège de l'Office de Développement du Centre Ouest Rue Suffeitula, Ezzouhour -1200 KASSERINE-	77 478 680
44. Société de Développement & d'Exploitation de la Zone Franche de Zarzis	Port de Zarzis -B.P 40 -4137 ZARZIS-	75 682 856
45. Société de Développement et d'Investissement du Sud "SODIS-SICAR"	Immeuble Ettanmia -4119 MEDENINE-	75 642 628
46. Société de Développement & d'Investissement du Nord-Ouest " SODINO SICAR"	Avenue Taïb M'hiri –Batiment Société de la Foire de Siliana - 6100 SILIANA-	78 873 085
47. Société de Fabrication de Matériel Médical « SOFAMM »	Zone Industrielle El Mahres -3060 SFAX-	74 291 486
48. Société de Mise en Valeur des Iles de Kerkennah "SOMVIK"	Zone Touristique Sidi Frej -3070 Kerkennah-	74 486 858
49. Société de Promotion Immobilière & Commerciale " SPRIC "	5, avenue Tahar Ben Ammar EL Manar -2092 Tunis-	71 884 120
50. Société de services des Huileries	Route Menzel Chaker Km 3 Immeuble Salem 1 ^{er} étage app n°13-3013 Sfax-.	74 624 424
51. Société des Aghlabites de Boissons et Confiseries " SOBOCO "	Rue de Métal Z. I. Ariana BP 303 -1080 TUNIS-	70 837 332
52. Société des Produits Pharmaceutique « SO.PRO.PHA »	Avenue Majida Bouleila –Sfax El Jadida-	74 401 510
53. Société de Tourisme Amel " Hôtel Panorama"	Boulevard Taïb M'hiri 4000 Sousse	73 228 156
54. Société de Transport du Sahel	Avenue Léopold Senghor -4001 SOUSSE-	
55. Société HELA d'Electro-ménagers & de Confort -BATAM-	Rue Habib Maazoun, Im. Taparura n° 46-49 -3000 SFAX-	73 221 910
56. Société Dorcas Nutrition	3, rue Kheireddine Pacha, El Maâmoura 8013 Nabeul	
57. Société Gabesienne d'Emballage "SOGEMBAL"	GP 1 , km 14, Aouinet -GABES-	75 238 353
58. Société Groupe GMT « GMT »	Avenue de la liberté Zaghouan -1100 Tunis-	72 675 998

59. Société Ghouila de Promotion Immobilière	Cité Essaâda App N°12 bloc A, El Menzah VII	
60. Société Hôtelière SAMARA	Rue Abdelhamid EL KADHI -4000 SOUSSE-	73 226 699
61. Sté Immobilière & Touristique de Nabeul "SITNA"	Hôtel Nabeul Beach, BP 194 -8000 NABEUL-	72 286 111
62. Société Hôtelière & Touristique "le Marabout"	Boulevard 7 Novembre -Sousse-	73 226 245
63. Société Hôtelière & Touristique " Pénélope"-SHTP-	Hôtel Pénélope Zone Touristique BP 257 4180 Djerba-	71 770 928
64. Société Hôtelière & Touristique Syphax	11, rue Ibn Rachiq -1002 Tunis Bélvédère-	71 798 211
65. Société Hôtelière KURIAT Palace	Hôtel KURIAT Palace Zone Touristique 5000 Skanés Monastir	73 521 200
66. Société Hôtelière Touristique & Balnéaire MARHABA	Route touristique -4000 SOUSSE -	73 242 170
67. Société Industrielle de l'Enveloppe et de Cartonnage "EL KHOUTAF"	Route de Gabès Km 1.5-3003 BP.E Safax	74 468 190
68. Société Industrielle de Textile "SITEX"	Avenue Habib Bourguiba -KSAR HELLAL-	73 455 267
69. Société Industrielle d'Ouvrage en Caoutchouc "SIOC"	Route de Gabès, Km 3,5, BP 362 -3018 SFAX-	74 677 072
70. Société Industrielle Oléicole Sfaxienne "SIOS ZITEX"	Route de Gabès, Km 2 -3003 SFAX-	74 468 326
71. Société La Glace	7, rue du Tourcoing 1000 Tunis	71 347 585
72. Société Marja de Développement de l'Elevage "SMADEA"	Marja I, BP 117 -8170 BOU SALEM-	78 638 499
73. Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux International « SONEDE International »	Avenue Slimane Ben Slimane El Manar II- Tunis 2092-	71 887 000
74. Société Panobois	Route de Tunis 4011 Hammam Sousse	73 308 777
75. Société Régionale de Transport du Gouvernorat de Nabeul "SRTGN"	Avenue Habib Thameur -8 000 NABEUL-	72 285 443
76. Société Régionale d'Importation et d'Exportation « SORIMEX »	Avenue des Martyrs -3000 SFAX-	74 298 838
77. Société Régionale Immobilière & Touristique de Sfax "SORITS "	Rue Habib Mâazoun, Imm. El Manar, Entrée D, 2ème entresol -3000 SFAX-	74 223 483
78. Société Touristique et Balnéaire "Hôtel Houria"	Port El Kantaoui 4011 Hammam Sousse	73 348 250
79. Société Touristique du Cap Bon "STCB"	Hôtel Riadh, avenue Mongi Slim -8000 NABEUL-	72 285 346
80. Société Touristique SANGHO Zarzis	11, rue Ibn Rachiq -1002 Tunis Bélvédère-	71 798 211
81. Société Tunisienne d'Assurances "LLOYD Tunisien"	Avenue Tahar Haddad les Berges du Lac -1053 TUNIS-	71 962 777
82. Société Tunisienne d'Assurance Takaful –El Amana Takaful-	13, rue Borjine, Montplaisir -1073	70 015 151
83. GAT Vie	92-94, avenue Hédi Chaker -1002 TUNIS-	71 843 900
84. Société Tunisienne de l'Industrie Laitière "STIL"- En Liquidation -	Escalier A Bureau n°215, 2ème étage Ariana Center -2080 ARIANA-	71 231 172
85. Société Tunisienne d'Habillement Populaire	8, rue El Moez El Menzah -1004 TUNIS-	71 755 543
86. Société Tunisienne d'Industrie Automobile "STIA"	Rue Taha Houcine Khezama Est -4000 Sousse-	
87. Société Tunisienne des Arts Graphiques "STAG"	19, rue de l'Usine Z.I Aéroport -2080 ARIANA-	71 940 191
88. Société Tunisienne de Siderurgie « EL FOULADH »	Route de Tunis Km 3, 7050 Menzel Bourguiba, BP 23-24 7050 Menzel Bourguiba	72 473 222
89. Société Tunisienne du Sucre "STS"	Avenue Tahar Haddad -9018 BEJA-	78 454 768
90. STUSID BANK	32, rue Hédi Karray - 1082 TUNIS -	71 718 233
91. Société UNION DE FACTORING	Building Ennour - Centre Urbain Nord- 1004 TUNIS	71 234 000
92. SYPHAX airlines	Aéroport International de Sfax BP Thyna BP 1119 - 3018 Sfax-	74 682 400
93. Tunisie Factoring	Centre Urbain Nord, Avenue Hédi Karray -1082 TUNIS-	70 132 010
94. Tunisian Foreign Bank –TFB-	Angle Avenue Mohamed V et rue 8006, Montplaisir -1002 Tunis-	71 950 100
95. Tunis International Bank –TIB-	18, Avenue des Etats Unis, Tunis	71 782 411

96. QATAR NATIONAL BANK –TUNISIA-	Rue Cité des Sciences Centre Urbain Nord - B.P. 320 -1080 TUNIS-	71 750 000
97. Tyna Travaux	Route Gremda Km 0,5 Immeuble Phinicia Bloc « G » 1 ^{er} étage étage, App N°3 -3027 Sfax-	74 403 609
98. Zitouna Takaful	Rue du Travail, immeuble Tej El Molk, Bloc B, 1 ^{er} étage, ZI Khair-Eddine –Le Kram-	71 971 370

III. ORGANISMES FAISANT APPEL PUBLIC A L'EPARGNE

LISTE DES SICAV ET FCP

	OPCVM	Catégorie	Type	Gestionnaire	Adresse du gestionnaire
1	AIRLINES FCP VALEURS CEA	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord- 1082 Tunis Mahrajène
2	AL AMANAH EQUITY FCP	MIXTE	CAPITALISATION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
3	AL AMANAH ETHICAL FCP	MIXTE	CAPITALISATION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
4	AL AMANAH OBLIGATAIRE FCP	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
5	AL AMANAH PRUDENCE FCP	MIXTE	CAPITALISATION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
6	AL HIFADH SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	TUNISO-SEOUDIENNE D'INTERMEDIATION -TSI-	Immeuble Ines-Boulevard de la Terre Centre Urbain Nord- 1080 Tunis
7	AMEN PREMIÈRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	AMEN INVEST	9, rue du Lac Neuchâtel -Les Berges du Lac -1053 Tunis
8	AMEN TRESOR SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	AMEN INVEST	9, rue du Lac Neuchâtel -Les Berges du Lac -1053 Tunis
9	ARABIA SICAV	MIXTE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	5, rue du Yen- Résidence El Karama- Les Berges du Lac 2-1053 Tunis
10	ATTIJARI FCP CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis
11	ATTIJARI FCP DYNAMIQUE	MIXTE	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis
12	ATTIJARI FCP HARMONIE(1)	MIXTE	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis
13	ATTIJARI FCP SERENITE(1)	MIXTE	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis
14	ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis
15	ATTIJARI PLACEMENTS SICAV	MIXTE	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis
16	ATTIJARI VALEURS SICAV	MIXTE	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis
17	BNAC CONFIANCE FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	BNA CAPITALAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac - 1053 Tunis
18	BNAC PROGRÈS FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	BNA CAPITALAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac - 1053 Tunis
19	CAP OBLIG SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	COFIB CAPITAL FINANCE -CCF-	25, rue du Docteur Calmette- Mutuelleville-1002 Tunis
20	CEA ISLAMIC FUND	ACTIONS	DISTRIBUTION	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA- UGFS NA	Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
21	FCP AFEK CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	TUNISO-SEOUDIENNE D'INTERMEDIATION -TSI-	Immeuble Ines -Boulevard de la Terre Centre Urbain Nord- 1080 Tunis
22	FCP AL HIKMA	MIXTE	DISTRIBUTION	STB MANAGER	Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV
23	FCP AL IMTIEZ	MIXTE	DISTRIBUTION	TUNISO-SEOUDIENNE D'INTERMEDIATION -TSI-	Immeuble Ines-Boulevard de la Terre Centre Urbain Nord- 1080 Tunis
24	FCP AMEN CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	AMEN INVEST	9, rue du Lac Neuchâtel -Les Berges du Lac -1053 Tunis

25	FCP AMEN PERFORMANCE	MIXTE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	9, rue du Lac Neuchâtel -Les Berges du Lac -1053 Tunis
26	FCP AMEN PREVOYANCE	MIXTE	DISTRIBUTION	AMEN INVEST	9, rue du Lac Neuchâtel -Les Berges du Lac -1053 Tunis
27	FCP AXIS AAA	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	AXIS CAPITAL GESTION	67, Avenue Mohamed V -1002 Tunis
28	FCP AXIS ACTIONS DYNAMIQUE	MIXTE	CAPITALISATION	AXIS CAPITAL GESTION	67, Avenue Mohamed V -1002 Tunis
29	FCP AXIS CAPITAL PRUDENT	MIXTE	CAPITALISATION	AXIS CAPITAL GESTION	67, Avenue Mohamed V -1002 Tunis
30	FCP AXIS PLACEMENT EQUILIBRE	MIXTE	CAPITALISATION	AXIS CAPITAL GESTION	67, Avenue Mohamed V -1002 Tunis
31	FCP BIAT- CROISSANCE	MIXTE	CAPITALISATION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Boulevard principal angle rue Malawi et rue Turkana - Les Berges du Lac - 1053 Tunis
32	FCP BIAT ÉPARGNE ACTIONS	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Boulevard principal angle rue Malawi et rue Turkana - Les Berges du Lac - 1053 Tunis
33	FCP BIAT- EQUILIBRE	MIXTE	CAPITALISATION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Boulevard principal angle rue Malawi et rue Turkana - Les Berges du Lac - 1053 Tunis
34	FCP BIAT- PRUDENCE	MIXTE	CAPITALISATION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Boulevard principal angle rue Malawi et rue Turkana - Les Berges du Lac - 1053 Tunis
35	FCP CAPITALISATION ET GARANTIE	MIXTE	CAPITALISATION	ALLIANCE ASSET MANAGEMENT	25, rue du Docteur Calmette- Mutuelleville -1002 Tunis
36	FCP CEA MAXULA	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
37	FCP DELTA EPARGNE ACTIONS	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	STB MANAGER	Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV
38	FCP HAYETT MODERATION	MIXTE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	9, rue du Lac Neuchâtel -Les Berges du Lac -1053 Tunis
39	FCP HAYETT PLENITUDE	MIXTE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	9, rue du Lac Neuchâtel -Les Berges du Lac -1053 Tunis
40	FCP HAYETT VITALITE	MIXTE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	9, rue du Lac Neuchâtel -Les Berges du Lac -1053 Tunis
41	FCP HÉLION ACTIONS DEFENSIF	MIXTE	DISTRIBUTION	HELION CAPITAL	17, rue du Libéria -1002 Tunis
42	FCP HÉLION ACTIONS PROACTIF	MIXTE	DISTRIBUTION	HELION CAPITAL	17, rue du Libéria -1002 Tunis
43	FCP HÉLION MONEO	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	HELION CAPITAL	17, rue du Libéria -1002 Tunis
44	FCP INDICE MAXULA	MIXTE	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
45	FCP INNOVATION	ACTIONS	DISTRIBUTION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV- 1080 Tunis
46	FCP IRADETT 100	MIXTE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	5, rue du Yen- Résidence El Karama- Les Berges du Lac 2-1053 Tunis
47	FCP IRADETT 20	MIXTE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	5, rue du Yen- Résidence El Karama- Les Berges du Lac 2-1053 Tunis
48	FCP IRADETT 50	MIXTE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	5, rue du Yen- Résidence El Karama- Les Berges du Lac 2-1053 Tunis
49	FCP IRADETT CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	5, rue du Yen- Résidence El Karama- Les Berges du Lac 2-1053 Tunis
50	FCP KOUNOUZ	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISO-SEOUDIENNE D'INTERMEDIATION -TSI-	Immeuble Ines-Boulevard de la Terre Centre Urbain Nord- 1080 Tunis
51	FCP MAGHREBIA DYNAMIQUE	MIXTE	CAPITALISATION	UNION FINANCIERE -UFI-	Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghreb-ia- Tour A- BP 66- 1080 Tunis cedex
52	FCP MAGHREBIA MODERE	MIXTE	CAPITALISATION	UNION FINANCIERE -UFI-	Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghreb-ia- Tour A- BP 66- 1080 Tunis cedex
53	FCP MAGHREBIA PRUDENCE	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	UNION FINANCIERE -UFI-	Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghreb-ia- Tour A- BP 66- 1080 Tunis cedex
54	FCP MAGHREBIA SELECT ACTIONS	MIXTE	CAPITALISATION	UNION FINANCIERE -UFI-	Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghreb-ia- Tour A- BP 66- 1080 Tunis cedex
55	FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE	MIXTE	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis

56	FCP MAXULA CROISSANCE EQUILIBREE	MIXTE	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
57	FCP MAXULA CROISSANCE PRUDENCE	MIXTE	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
58	FCP MAXULA STABILITY	MIXTE	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
59	FCP OBLIGATAIRE CAPITAL PLUS	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV- 1080 Tunis
60	FCP OPTIMA	MIXTE	CAPITALISATION	BNA CAPITALAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac - 1053 Tunis
61	FCP OPTIMUM EPARGNE ACTIONS	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
62	FCP SALAMETT CAP	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	5, rue du Yen- Résidence El Karama- Les Berges du Lac 2-1053 Tunis
63	FCP SALAMETT PLUS	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	5, rue du Yen- Résidence El Karama- Les Berges du Lac 2-1053 Tunis
64	FCP SECURITE	MIXTE	CAPITALISATION	BNA CAPITALAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac - 1053 Tunis
65	FCP SMART CROISSANCE(2)	MIXTE	CAPITALISATION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère
66	FCP SMART EQUILIBRE	MIXTE	CAPITALISATION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère
67	FCP SMART EQUITY 2	MIXTE	DISTRIBUTION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère
68	FCP UNIVERS AMBITION CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	SOCIETE DU CONSEIL ET DE L'INTERMEDIATION FINANCIERE -SCIF -	Rue du Lac Oubeira- Immeuble El Faouz - Les Berges du Lac- 1053 Tunis
69	FCP UNIVERS AMBITION PLUS	ACTIONS	DISTRIBUTION	SOCIETE DU CONSEIL ET DE L'INTERMEDIATION FINANCIERE -SCIF -	Rue du Lac Oubeira- Immeuble El Faouz - Les Berges du Lac- 1053 Tunis
70	FCP VALEURS AL KAOUTHER	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
71	FCP VALEURS CEA	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
72	FCP VALEURS INSTITUTIONNEL	MIXTE	DISTRIBUTION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
73	FCP VALEURS MIXTES	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
74	FCP VALEURS QUIETUDE 2017	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
75	FCP VALEURS QUIETUDE 2018	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
76	FCP VIVEO NOUVELLES INTRODUITES	MIXTE	DISTRIBUTION	TRADERS INVESTMENT MANAGERS	Rue du Lac Léman, Immeuble Nawrez, Bloc C, Appartement C21, Les Berges du Lac- 1053 Tunis
77	FIDELITY OBLIGATIONS SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
78	FINA O SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	FINANCE ET INVESTISSEMENT IN NORTH AFRICA - FINACORP-	Angle de la rue du Lac Lochness et de la rue du Lac Windemere - Les Berges du Lac- 1053 Tunis
79	GENERALE OBLIG SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	COMPAGNIE GENERALE D'INVESTISSEMENT -CGI-	16, Avenue Jean Jaurès -1001 Tunis
80	INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	UIB FINANCE	Rue du Lac Turkana- Immeuble les Reflets du Lac - Les Berges du Lac- 1053 Tunis
81	MAC AL HOUDA FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
82	MAC CROISSANCE FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
83	MAC ÉPARGNANT FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
84	MAC EPARGNE ACTIONS FCP	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis

85	MAC EQUILIBRE FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
86	MAC EXCELLENCE FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
87	MAC HORIZON 2022 FCP	MIXTE	CAPITALISATION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
88	MAXULA INVESTISSEMENT SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar-1002 Tunis Belvédère
89	MAXULA PLACEMENT SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
90	MCP CEA FUND	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	MENA CAPITAL PARTNERS-MCP-	Le Grand Boulevard du Lac- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
91	MCP EQUITY FUND	MIXTE	CAPITALISATION	MENA CAPITAL PARTNERS-MCP-	Le Grand Boulevard du Lac- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
92	MCP SAFE FUND	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	MENA CAPITAL PARTNERS-MCP-	Le Grand Boulevard du Lac- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
93	MILLENIUM OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
94	PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BNA CAPITALAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac - 1053 Tunis
95	POSTE OBLIGATAIRE SICAV TANIT	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BH INVEST	Immeuble Assurances SALIM, Lotissement AFH/ BC5, Bloc B 3ème étage- Centre Urbain Nord – 1003 Tunis
96	SANADETT SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	5, rue du Yen- Résidence El Karama- Les Berges du Lac 2-1053 Tunis
97	SICAV AMEN	MIXTE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	9, rue du Lac Neuchâtel -Les Berges du Lac -1053 Tunis
98	SICAV AVENIR	MIXTE	DISTRIBUTION	STB MANAGER	Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV
99	SICAV AXIS TRÉSORERIE	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	AXIS CAPITAL GESTION	67, Avenue Mohamed V -1002 Tunis
100	SICAV BH OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BH INVEST	Immeuble Assurances SALIM, Lotissement AFH - BC5, Bloc B 3ème étage, Centre Urbain Nord-1003 Tunis.
101	SICAV BH PLACEMENT	MIXTE	DISTRIBUTION	BH INVEST	Immeuble Assurances SALIM, Lotissement AFH - BC5, Bloc B 3ème étage, Centre Urbain Nord-1003 Tunis.
102	SICAV BNA	MIXTE	DISTRIBUTION	BNA CAPITALAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac - 1053 Tunis
103	SICAV CROISSANCE	MIXTE	DISTRIBUTION	SOCIETE DE BOURSE DE TUNISIE -SBT-	Place 14 janvier 2011- 1001 Tunis
104	SICAV ENTREPRISE	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
105	SICAV L'ÉPARGNANT	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	STB MANAGER	Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV
106	SICAV L'INVESTISSEUR	MIXTE	DISTRIBUTION	STB MANAGER	Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV
107	SICAV OPPORTUNITY	MIXTE	DISTRIBUTION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Boulevard principal angle rue Malawi et rue Turkana - Les Berges du Lac - 1053 Tunis
108	SICAV PATRIMOINE OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Boulevard principal angle rue Malawi et rue Turkana - Les Berges du Lac - 1053 Tunis
109	SICAV PLUS	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
110	SICAV PROSPERITY	MIXTE	DISTRIBUTION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Boulevard principal angle rue Malawi et rue Turkana - Les Berges du Lac - 1053 Tunis
111	SICAV RENDEMENT	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	SOCIETE DE BOURSE DE TUNISIE -SBT-	Place 14 janvier 2011- 1001 Tunis
112	SICAV SECURITY	MIXTE	DISTRIBUTION	COFIB CAPITAL FINANCE -CCF-	25, rue du Docteur Calmette- Mutuelleville-1002 Tunis

113	SICAV TRESOR	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Boulevard principal angle rue Malawi et rue Turkana - Les Berges du Lac - 1053 Tunis
114	STRATÉGIE ACTIONS SICAV	MIXTE	DISTRIBUTION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère
115	TUNISIAN EQUITY FUND	MIXTE	DISTRIBUTION	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA- UGFS NA	Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
116	TUNISIAN PRUDENCE FUND	MIXTE	DISTRIBUTION	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA- UGFS NA	Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
117	TUNISIE SICAV	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
118	TUNISO-EMIRATIE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	AUTO GREEE	5 bis, rue Mohamed Badra 1002 Tunis
119	UBCI-FCP CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	UBCI FINANCE	3, rue Jenner- Place d'Afrique- 1002 Tunis Belvédère
120	UBCI-UNIVERS ACTIONS SICAV	MIXTE	DISTRIBUTION	UBCI FINANCE	3, rue Jenner- Place d'Afrique- 1002 Tunis Belvédère
121	UGFS BONDS FUND	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA- UGFS NA	Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
122	UGFS ISLAMIC FUND	MIXTE	CAPITALISATION	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA- UGFS NA	Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
123	UNION FINANCIERE ALYSSA SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	UBCI FINANCE	3, rue Jenner- Place d'Afrique- 1002 Tunis Belvédère
124	UNION FINANCIERE HANNIBAL SICAV	MIXTE	DISTRIBUTION	UBCI FINANCE	3, rue Jenner- Place d'Afrique- 1002 Tunis Belvédère
125	UNION FINANCIERE SALAMMBO SICAV	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	UBCI FINANCE	3, rue Jenner- Place d'Afrique- 1002 Tunis Belvédère
126	UNIVERS OBLIGATIONS SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	SOCIETE DU CONSEIL ET DE L'INTERMEDIATION FINANCIERE -SCIF -	Rue du Lac Oubeira- Immeuble El Faouz - Les Berges du Lac- 1053 Tunis

(1) FCP en liquidation anticipée

(2) Initialement dénommé FCP SAFA

LISTE DES FCC

	FCC	Gestionnaire	Adresse du gestionnaire
1	FCC BIAT CREDIMMO 1	TUNISIE TITRISATION	Boulevard principal angle rue Malawi et rue Turkana – Les Berges du Lac -1053 Tunis
2	FCC BIAT CREDIMMO 2	TUNISIE TITRISATION	Boulevard principal angle rue Malawi et rue Turkana – Les Berges du Lac -1053 Tunis

LISTE DES FONDS D'AMORCAGE

		Gestionnaire	Adresse
1	Fonds IKDAM I	IKDAM GESTION	Centre urbain nord Immeuble ICC Tour El Makateb 2ème étage – bureau n° 6 T
2	PHENICIA SEED FUND	ALTERNATIVE CAPITAL PARTNERS	Immeuble Yosr, Appartements 9 &10, Rue du Lac Victoria, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
3	CAPITALease Seed Fund	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
4	Fonds IKDAM II	IKDAM GESTION	Centre urbain nord Immeuble ICC Tour El Makateb 2ème étage – bureau n° 6 T
5	Startup Factory Seed Fund	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
6	Social Business	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
7	CAPITALease Seed Fund 2	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis

LISTE DES FCPR

		Gestionnaire	Adresse
--	--	--------------	---------

1	ATID FUND I	ARAB TUNISIAN FOR INVESTMENT & DEVELOPMENT (A.T.I.D Co)	B4.2.3.4, cercle des bureaux, 4ème étage, lot BC2 - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
2	FIDELIUM ESSOR	FIDELIUM FINANCE	Centre Urbain Nord immeuble «NOUR CITY», Bloc «B» 1er étage N° B 1-1 Tunis Avenue des martyrs imm pic-ville centre Sfax
3	FCPR CIOK	SAGES SA	Immeuble Molka, App. B4-B5-B6, Bloc B, 1er étage Les Berges du Lac 1053 - Tunis
4	FCPR GCT	SAGES SA	Immeuble Molka, App. B4-B5-B6, Bloc B, 1er étage Les Berges du Lac 1053 - Tunis
5	FCPR GCT II	SAGES SA	Immeuble Molka, App. B4-B5-B6, Bloc B, 1er étage Les Berges du Lac 1053 - Tunis
6	FCPR GCT III	SAGES SA	Immeuble Molka, App. B4-B5-B6, Bloc B, 1er étage Les Berges du Lac 1053 - Tunis
7	FCPR GCT IV	SAGES SA	Immeuble Molka, App. B4-B5-B6, Bloc B, 1er étage Les Berges du Lac 1053 - Tunis
8	FCPR ONAS	SAGES SA	Immeuble Molka, App. B4-B5-B6, Bloc B, 1er étage Les Berges du Lac 1053 - Tunis
9	FCPR ONP	SAGES SA	Immeuble Molka, App. B4-B5-B6, Bloc B, 1er étage Les Berges du Lac 1053 - Tunis
10	FCPR SNCPA	SAGES SA	Immeuble Molka, App. B4-B5-B6, Bloc B, 1er étage Les Berges du Lac 1053 - Tunis
11	FCPR SONEDE	SAGES SA	Immeuble Molka, App. B4-B5-B6, Bloc B, 1er étage Les Berges du Lac 1053 - Tunis
12	FCPR STEG	SAGES SA	Immeuble Molka, App. B4-B5-B6, Bloc B, 1er étage Les Berges du Lac 1053 - Tunis
13	FCPR-TAAHIL INVEST	SAGES SA	Immeuble Molka, App. B4-B5-B6, Bloc B, 1er étage Les Berges du Lac 1053 - Tunis
14	FRPR IN'TECH	SAGES SA	Immeuble Molka, App. B4-B5-B6, Bloc B, 1er étage Les Berges du Lac 1053 - Tunis
15	FCPR- TUNISAIR	SAGES SA	Immeuble Molka, App. B4-B5-B6, Bloc B, 1er étage Les Berges du Lac 1053 - Tunis
16	FCPR-ELFOULADH	SAGES SA	Immeuble Molka, App. B4-B5-B6, Bloc B, 1er étage Les Berges du Lac 1053 - Tunis
17	FCPR-CB	SAGES SA	Immeuble Molka, App. B4-B5-B6, Bloc B, 1er étage Les Berges du Lac 1053 - Tunis
18	FCPR VALEURS DEVELOPMENT	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
19	FCPR TUNISIAN DEVELOPMENT FUND	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
20	FCPR MAX-ESPOIR	MAXULA GESTION	Rue du lac Windermere – 1053 Les Berges du Lac
21	FCPR AMENCAPITAL 1	AMEN CAPITAL	13ème étage, Immeuble les brises du Lac, rue Lac Huron, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
22	FCPR AMENCAPITAL 2	AMEN CAPITAL	3ème étage, Immeuble les brises du Lac, rue Lac Huron, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
23	FCPR THEEMAR INVESTMENT FUND	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis

24	FCPR TUNINVEST CROISSANCE	TUNINVEST GESTION FINANCIÈRE	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
25	FCPR MAX-JASMIN	MAXULA GESTION	Rue du lac Windermere – 1053 Les Berges du Lac
26	FCPR SWING	CAPSA Capital Partners	10 bis, Rue Mahmoud El Materi Mutuelleville, 1002 Tunis
27	FCPR Tunisian Development Fund II	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
28	FCPR A.T.I.D. FUND (II)	ARAB TUNISIAN FOR INVESTMENT & DEVELOPMENT (A.T.I.D Co)	B4.2.3.4, cercle des bureaux, 4ème étage, lot BC2 - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
29	FCPR PHENICIA FUND	ALTERNATIVE CAPITAL PARTNERS	Immeuble Yosr, Appartements 9 &10, Rue du Lac Victoria, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
30	FCPR FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	CDC Gestion	87, avenue Jugurtha, Mutuelleville, 1083 - Tunis
31	FCPR AMENCAPITAL 3	AMEN CAPITAL	3ème étage, Immeuble les brises du Lac, rue Lac Huron, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
32	FCPR Tunis Information Technology Fund II	IMBANK PRIVATE EQUITY	87, rue de Jugurtha, Mutuelleville, 1082 - Tunis
33	FCPR IntilaQ For Growth	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
34	FCPR IntilaQ For Excellence	FIDELIUM FINANCE	Centre Urbain Nord immeuble «NOUR CITY», Bloc «B» 1er étage N° B 1-1 Tunis Avenue des martyrs imm pic-ville centre Sfax
35	FCPR MCP ImmoFund	MCP Gestion	Immeuble «ACCESS BUILDING», rue des Iles Canaries, Les Berges du Lac II, Tunis

* Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative. Les sociétés ne figurant pas sur cette liste et qui répondent à l'un des critères énoncés par l'article 1er de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 peuvent se faire opposer le caractère de sociétés faisant appel public à l'épargne.

قرار عام عدد 20 لهيئة السوق المالية بتاريخ 26 ديسمبر 2013 يتعلق بإجراءات تكوين وتصفية الصناديق المشتركة للتوظيف في رأس مال تنمية وصناديق المساعدة على الانطلاق وبالتغيرات الطارئة عليها وبواجبات الإعلام المحمولة على شركات التصرف فيها

إن مجلس هيئة السوق المالية، المنعقد في 26 ديسمبر 2013، بعد إطلاعه على القانون عدد 117 لسنة 1994 المؤرخ في 14 نوفمبر 1994 و المتعلق بإعادة تنظيم السوق المالية كما تم تنقيحه وإتمامه بالنصوص اللاحقة وخاصة الفصول 28، 31 و 48 منه، وعلى مجلة مؤسسات التوظيف الجماعي الصادرة بالقانون عدد 83 لسنة 2001 المؤرخ في 24 جويلية 2001 كما تم تنقيحها وإتمامها بالنصوص اللاحقة وخاصة الباب الثاني مكرر منها، وعلى القانون عدد 58 لسنة 2005 المؤرخ في 18 جويلية 2005 المتعلق بصناديق المساعدة على الإنطلاق، وعلى ترتيب هيئة السوق المالية المتعلق بمؤسسات التوظيف الجماعي في الأوراق المالية وبالتصرف في محافظ الأوراق المالية لفائدة الغير كما تم تنقيحه وإتمامه بالنصوص اللاحقة وخاصة الفصول 21، 22، 23، 24، 29، 30، 31، 38، 40 و 41 منه،

قرر ما يلي :

الفصل الأول :

في إطار هذا القرار العام، يقصد بـ :

- "الصندوق": الصندوق المشترك للتوظيف في رأس مال تنمية وصندوق المساعدة على الانطلاق،
- "الصندوق المنتفع بإجراء مخفف": الصندوق المشترك للتوظيف في رأس مال تنمية المنتفع بإجراء مخفف وصندوق المساعدة على الانطلاق المنتفع بإجراء مخفف.

الباب الأول

إجراءات التكوين

الفصل 2 :

يستوجب الحصول على ترخيص في تكوين صندوق أو صندوق منتفع بإجراء مخفف إيداع مطلب لدى هيئة السوق المالية من قبل شركة التصرف يحمل إمضاء ممثلها القانوني ويحتوي على:

- نسخة من بطاقة الترخيص الواردة بالملحق الأول من هذا القرار العام يتم تعميمها بالكامل؛
- الوثائق المنصوص عليها صلب الملحق الأول المشار إليه أعلاه إضافة إلى أية وثيقة أخرى تعتبرها شركة التصرف ضرورية لدراسة مطلب الترخيص.

ويمكن لهيئة السوق المالية أن تطلب مدها بكل وثيقة أو معلومة إضافية.



Handwritten signature or initials in blue ink.

وفي الصورة التي يكون فيها المطلب منقوصا أو متضمنا لمعلومات غير متطابقة أو غير واضحة، فإنه يتم إرجاعه إلى شركة التصرف مع بيان الأسباب.

وتتولى هيئة السوق المالية إبلاغ شركة التصرف بقرار الترخيص بواسطة رسالة مضمونة الوصول مع الإعلام بالبلوغ.

الفصل 3 :

لا يمكن للصندوق أو للصندوق المنتفع بإجراء مخفف الشروع في تلقي الاكتتابات إلا بعد إعداد نشرة إصدار مؤشر عليها من قبل هيئة السوق المالية طبقا للنموذج الوارد بالملحق الثاني من هذا القرار العام إذا تعلق الأمر بصندوق وبالملحق الثالث إذا تعلق الأمر بصندوق منتفع بإجراء مخفف.

ويجب إرسال نسخة من نشرة الإصدار إلى هيئة السوق المالية عبر البريد الإلكتروني.

الفصل 4 :

يجب على شركة التصرف وعلى المودع لديه إعداد نظام داخلي طبقا للنموذج الوارد بالملحق الرابع من هذا القرار العام إذا تعلق الأمر بصندوق وبالملحق الخامس إذا تعلق الأمر بصندوق منتفع بإجراء مخفف.

ويجب إيداع النظام الداخلي لدى هيئة السوق المالية ممضى من قبل الأطراف المعنية. كما يجب إرسال نسخة منه إلى الهيئة عبر البريد الإلكتروني.

الباب الثاني

التغييرات الطارئة على الصندوق أو على الصندوق المنتفع بإجراء مخفف وواجبات الإعلام المنجزة عنها

الفصل 5 :

يمكن أن تطرأ على الصندوق أو الصندوق المنتفع بإجراء مخفف تغييرات خاضعة لترخيص هيئة السوق المالية وأخرى غير خاضعة لترخيصها.

ويمكن أن يتم تطبيق التغييرات بصورة فورية أو لاحقة. ويقصد بالتطبيق الفوري الدخول الفعلي للتغيير بعد ثلاثة أيام عمل من إعلام حاملي الحصص.

ويقدم الجدول التاليفي الوارد بالملحق السادس من هذا القرار العام الإجراءات وواجبات الإعلام المتعلقة بكل تغيير.

ويجب في كل الحالات أن يتم مسبقا إعلام هيئة السوق المالية بكل تغيير لا ينص عليه هذا القرار العام. وتحدد الهيئة طريقة المعالجة الملائمة وكذلك وسيلة إعلام حاملي الحصص.



القسم الأول

التغييرات الخاضعة إلى ترخيص وواجبات الإعلام المنجزة عنها

الفصل 6 :

تستوجب التغييرات الخاضعة إلى ترخيص إيداع مطلب لدى هيئة السوق المالية من قبل شركة التصرف يحمل إمضاء ممثلها القانوني ويحتوي على:

- نسخة من بطاقة الترخيص الواردة بالملحق السابع من هذا القرار العام يتمّ تعميمها بالكامل مع تقديم العناصر الجديدة بصورة واضحة؛

- الوثائق المنصوص عليها بالملحق السابع أنف الذكر وبالخصوص مشروع الإعلام الموجه لحاملي الحصص إضافة إلى أية وثيقة تعتبرها شركة التصرف ضرورية لدراسة مطلب الترخيص.

ويجب أن يتضمن الإعلام الموجه لحاملي الحصص بالخصوص المعطيات التالية:

- جدول يشتمل على مقارنة بين الصيغة الجديدة للأقسام التي تمّ تحيينها صلب النظام الداخلي ونشرة الإصدار والصيغة القديمة؛

- التنصيص على أنّ النظام الداخلي المحيّن ونشرة الإصدار المحيّن موضوعان على ذمة حاملي الحصص في مقر شركة التصرف؛

- تحديد كيفية حصول حاملي الحصص على النظام الداخلي المحيّن وعلى نشرة الإصدار المحيّن وعند الاقتضاء على عنوان البريد الإلكتروني المخصص لذلك.

الفصل 7 :

يجب على شركة التصرف إعداد تقرير حول وجهة التغييرات المزمع إجراؤها وتأثيرها المحتمل على مصالح حاملي الحصص وذلك حين تتعلق التغييرات بالعناصر التالية:

- أهداف وسياسة الاستثمار؛
- مدة تحجير طلب إعادة شراء الحصص؛
- الضامن؛
- مدة النشاط؛
- عمولات التصرف؛
- عمولات إعادة الشراء.

ويجب على شركة التصرف توجيه التقرير إلى هيئة السوق المالية عند إيداع مطلب الرخيص.

الفصل 8 :

بمناسبة دراسة مطلب الترخيص المتعلقة بالتغييرات المزمع إجراؤها، يمكن لهيئة السوق المالية أن تطلب بمدها بكل وثيقة أو معلومة إضافية.



وفي الصورة التي يكون فيها المطلوب منقوصا أو متضمنا لمعلومات غير متطابقة أو غير واضحة، فإنه يتم إرجاعه إلى شركة التصرف مع بيان الأسباب.

وتتولى هيئة السوق المالية إبلاغ شركة التصرف بقرار الترخيص بواسطة رسالة مضمونة الوصول مع الإعلام بالبلوغ.

الفصل 9 :

لا يتم القيام بالتغييرات المبرمجة إلا بعد إعلام المودع لديه من قبل شركة التصرف أو موافقته عليها حسب الحالة وبعد الحصول على ترخيص هيئة السوق المالية.

ويجب على شركة التصرف إعلام مراقب حسابات الصندوق أو الصندوق المنتفع بإجراء مخفف دون تأخير بالتغييرات الخاضعة لترخيص.

الفصل 10 :

يجب على شركة التصرف أن تودع لدى هيئة السوق المالية النظام الداخلي المحيّن ممضى من قبل الأطراف المعنية إضافة إلى نشرة الإصدار المحيّن على الأقل قبل ثلاثة أيام عمل من دخول التغييرات حيّز التنفيذ.

كما يجب إرسال نسخة من هذه الوثائق إلى هيئة السوق المالية عبر البريد الإلكتروني.

الفصل 11 :

في الصورة التي ينصّ فيها النظام الداخلي للصندوق أو للصندوق المنتفع بإجراء مخفف على إمكانية طلب حاملي الحصص إعادة شرائها بصفة مبكرة تبعا لحصول تغييرات خاضعة لترخيص، فإنه لا يجب أن تترتب على عملية إعادة الشراء أية مصاريف بالنسبة لحاملي الحصص.

القسم الثاني

التغييرات غير الخاضعة إلى ترخيص وواجبات الإعلام المنجزة عنها

الفصل 12 :

يجب على شركة التصرف إعلام المودع لديه ومراقب حسابات الصندوق أو الصندوق المنتفع بإجراء مخفف بالتغييرات غير الخاضعة إلى ترخيص كما يجب عليها التصريح بها لهيئة السوق المالية على الأقل قبل ثلاثة أيام عمل من دخول التغييرات حيّز التنفيذ.

ولا يتم القيام بالتغييرات المبرمجة إلا بعد إيداع النظام الداخلي المحيّن ممضى من قبل الأطراف المعنية إضافة إلى نشرة الإصدار المحيّن لدى هيئة السوق المالية مع إرسال نسخة من هذه الوثائق عبر البريد الإلكتروني.

وتتولى شركة التصرف إعلام حاملي الحصص بهذه التغييرات حسب الصيغ المبينة بالجدول الوارد بالملحق السادس من هذا القرار العام.



الفصل 13 :

يجب على شركة التصرف عند التصريح لهيئة السوق المالية بدخول الصندوق أو الصندوق المنتفع بإجراء مخفف في فترة ما قبل التصفية إيداع ملف يحتوي على:

- مكتوب يبين سبب دخول الصندوق أو الصندوق المنتفع بإجراء مخفف في فترة ما قبل التصفية؛
- مشروع المراسلة الفردية الموجهة لحاملي الحصص.

ويجب ان تتضمن المراسلة الموجه لحاملي الحصص بالخصوص المعطيات التالية:

- تاريخ انطلاق فترة ما قبل التصفية؛
- مدى تأثير الدخول في فترة ما قبل التصفية على تحجير إعادة شراء الحصص وعلى التصرف في الصندوق أو الصندوق المنتفع بإجراء مخفف.

الباب الثالث

إجراءات التصفية

الفصل 14 :

يستوجب الحصول على ترخيص في تصفية صندوق إيداع مطلب لدى هيئة السوق المالية من قبل شركة التصرف يحمل إمضاء ممثلها القانوني ويحتوي على:

- نسخة من بطاقة الترخيص الواردة بالملحق الثامن من هذا القرار العام يتم تعميمها بالكامل؛
- الوثائق المنصوص عليها صلب الملحق الثامن المشار إليه أعلاه إضافة إلى أية وثيقة أخرى تعتبرها شركة التصرف ضرورية لدراسة مطلب الترخيص.

ويمكن لهيئة السوق المالية أن تطلب مدها بكل وثيقة أو معلومة إضافية.

يستوجب الحصول على ترخيص في تصفية صندوق منتفع بإجراء مخفف إيداع مطلب لدى هيئة السوق المالية من قبل شركة التصرف يحمل إمضاء ممثلها القانوني مصحوبا بنسخة من محضر جلسة مجلس الإدارة أو هيئة الإدارة الجماعية لشركة التصرف وبتصريح كتابي بعلم المودع لديه بعملية التصفية.

وفي الصورة التي يكون فيها المطلب منقوصا أو متضمنا لمعلومات غير متطابقة أو غير واضحة، فإنه يتم إرجاعه إلى شركة التصرف مع بيان الأسباب.

وتتولى هيئة السوق المالية إبلاغ شركة التصرف بقرار الترخيص بواسطة رسالة مضمونة الوصول مع الإعلام بالبلوغ.

الفصل 15 :

يجب على شركة التصرف قبل دخول الصندوق أو الصندوق المنتفع بإجراء مخفف في فترة التصفية، مذ حاملي الحصص بالمعلومات اللازمة وبالخصوص:

- تاريخ حل الصندوق أو الصندوق المنتفع بإجراء مخفف؛
- مدى تأثير التصفية على تحجير إعادة شراء الحصص؛
- الجدول الزمني لعمليات التصفية؛



- التنصيص على وجود تقرير لمراقب حسابات الصندوق أو الصندوق المنتفع بإجراء مخفف حول ظروف التصفية مع تحديد صيغ حصول حاملي الحصص على هذا التقرير.

الباب الرابع

واجبات الإعلام تجاه هيئة السوق المالية

الفصل 16 :

يجب على شركة التصرف بعد احتساب قيمة تصفية الصندوق أو الصندوق المنتفع بإجراء مخفف إيداعها دون أجل لدى هيئة السوق المالية.
كما يجب إرسال نسخة منها إلى الهيئة عبر البريد الإلكتروني.

الفصل 17 :

يجب على شركة التصرف إعداد إحصائيات ثلاثية حول جميع الصناديق التي تتصرف فيها وإرسالها إلى هيئة السوق المالية في أجل أقصاه ثلاثون يوما من نهاية كل ثلاثية.
كما يجب على شركة التصرف عند نهاية كل سنة محاسبية إعداد إحصائيات حول جميع الصناديق التي تتصرف فيها وإرسالها إلى هيئة السوق المالية في أجل أقصاه 15 فيفري من كل سنة.
ويجب تجميع الإحصائيات المتعلقة بكل صندوق أو صندوق منتفع بإجراء مخفف بصفة منفردة ويتم تقديمها طبقا للنموذج الوارد بالملحق التاسع من هذا القرار العام بالنسبة للإحصائيات الثلاثية والملحق العاشر بالنسبة للإحصائيات السنوية.

تأشيرة وزير المالية

وزير المالية
سليمة شكري



عن مجلس هيئة السوق المالية

الرئيس

رئيس هيئة السوق المالية

الإمضاء: صالح الصابلي



الملحق عدد 1

بطاقة الترخيص لتكوين صندوق أو صندوق منتفع بإجراء مخفف

التكوين	
1	صنف الصندوق: <input type="checkbox"/> صندوق مشترك للتوظيف في رأس مال تنمية <input type="checkbox"/> صندوق مشترك للتوظيف في رأس مال تنمية منتفع بإجراء مخفف <input type="checkbox"/> صندوق مساعدة على الانطلاق <input type="checkbox"/> صندوق مساعدة على الانطلاق منتفع بإجراء مخفف
2	سياسة الإستثمار:
3	تسمية الصندوق:
4	تسمية شركة التصرف:
5	تسمية المودع لديه:
6	اسم مراقب الحسابات:
7	تفويض التصرف في الصندوق التصرف الإداري: تسمية المؤسسة المفوض لها: التصرف المحاسبي: تسمية المؤسسة المفوض لها:
8	صيغ تخصيص النتائج: <input type="checkbox"/> توزيع <input type="checkbox"/> رسملة
9	دورية احتساب قيمة التصفية التي يتم على اساسها الاككتاب وإعادة الشراء: <input type="checkbox"/> كل ستة أشهر <input type="checkbox"/> سنويا <input type="checkbox"/> أخرى
10	العمولات التي يتحملها الصندوق أو الصندوق المنتفع بإجراء مخفف:

بطاقة معدة من قبل	
اسم المكلف بالملف:	
الشركة:	
الهاتف:	البريد الإلكتروني:
عنوان شركة التصرف:	الفاكس:

الوثائق المصاحبة
التكوين: الوثائق الواجب تقديمها
بالنسبة لكل الصناديق:
<input type="checkbox"/> مشروع نظام داخلي موقع من قبل الأطراف المعنية يتم إعداده طبقا للنموذج الوارد في الملحق الرابع من هذا القرار العام إذا تعلق الأمر بصندوق وبالملحق الخامس إذا تعلق الأمر بصندوق منتفع بإجراء مخفف وترسل نسخة من النظام الداخلي عبر البريد الإلكتروني.
<input type="checkbox"/> لاتفاقيات المبرمة بين مختلف أطراف العملية.
<input type="checkbox"/> الوثائق التجارية، عند الإقتضاء.
<input type="checkbox"/> تصريح كتابي بقبول المودع لديه القيام بهذه المهمة.
<input type="checkbox"/> أية وثيقة أخرى تعتبرها شركة التصرف ضرورية لملف الترخيص.

(Handwritten signature)



الملحق عدد 2

نموذج نشرة إصدار الصندوق

أولاً- تقديم موجز:

تعرض الصفحة الأولى من نشرة الإصدار تقديمًا موجزًا للصندوق على النحو التالي :
« تحتوي هذه الوثيقة على معلومات هامة وينبغي أن تقرأ بعناية قبل الاكتتاب في أي استثمار ».

1 - تحذير :

« ندعوكم هيئة السوق المالية إلى الإنتباه إلى أن الأموال تحجز لمدة ... سنوات (باستثناء حالة التسريح المبكر المنصوص عليه بالنظام الداخلي). يستثمر الصندوق أساسا في الشركات غير المدرجة بالبورصة والتي تثير مخاطر خاصة.

يجب أن تكونوا على علم بالمخاطر المرتبطة بالاستثمار في الصندوق والمدرجة صلب نشرة الإصدار تحت عنوان "لمحة عن المخاطر".

كما تجدر الإشارة أن ترخيص هيئة السوق المالية لا يعني تمتعكم بصفة آلية بمختلف الأنظمة الجبائية المقدمة من قبل شركة التصرف حيث يرتبط ذلك خصوصا بمدى احترام الصندوق لبعض قواعد الاستثمار، وكذلك بمدى احتفاظكم بحصص الصندوق وبالوضعية الفردية لكل مستثمر.»

2 - جدول تألفي يتضمن تقديمًا لقائمة الصناديق التي تتولى شركة التصرف إدارتها والنسبة المئوية من الأصول المستثمرة عند آخر تاريخ معروف.

3 - صنف الصندوق :

□ صندوق مشترك للتوظيف في رأس مال تنمية □ صندوق مساعدة على الإنطلاق

4 - تسمية الصندوق :

5 - فترة الحجز :

6 - مدة نشاط الصندوق :

7 - تسميات المتدخلين في نشاط الصندوق وإحداثياتهم (بما في ذلك عناوين مواقعهم الالكترونية عند الاقتضاء) :

- شركة التصرف

- المودع لديه



- المفوض لهم الآخرين عند الاقتضاء (اسم + الوظيفة المفوضة)

- مراقب الحسابات

- الموزع أو الموزعين عند الاقتضاء.

8 - تحديد نقطة اتصال :

التنصيب على رقم الهاتف وعنوان البريد الإلكتروني اللذان يمكن للمكتب اللجوء إليهما للاتصال بشركة التصرف قصد الحصول على معلومات.

9 - ملخص العرض " خارطة طريق المستثمر " (المخطط النموذجي القابل للتغيير حسب خصائص الصندوق) :

تقوم شركة التصرف بتغيير المخطط حسب خصائص الصندوق، مع الأخذ بعين الاعتبار على سبيل المثال مدة النشاط.

خارطة طريق المستثمر :

فترة الحجز ... سنوات كحد أدنى	المرحلة 1 : الاكتتاب 1. الإمضاء على بطاقة الاكتتاب. 2. دفع المبالغ التي سيتم حجزها لمدة ... سنوات، باستثناء حالة التسريح المبكر المنصوص عليه بالنظام الداخلي للصندوق. 3. مدة نشاط الصندوق ... سنوات.
	المرحلة 2 : فترة الاستثمار و التفويت 1. خلال ... أشهر، تقوم شركة التصرف باستثمارات في شركات لفترة متوسطةها ... سنوات. 2. يمكن لشركة التصرف التفويت في مساهماتها خلال هذه الفترة. 3. إمكانية توزيع عائدات التفويت بصفة تدريجية عند الاقتضاء.
إمكانية طلب إعادة شراء الحصص (عند الاقتضاء)	المرحلة 3 : الدخول في فترة ما قبل التصفية بقرار من شركة التصرف 1. تقوم شركة التصرف بوقف الاستثمار في شركات جديدة وتستعد لإحالة الأسهم المحتفظ بها في المحفظة. 2. توزيع العائدات على حاملي الحصص بعد إحالة كل مساهمة عند الاقتضاء.
فترة الحجز	المرحلة 4 : قرار حل الصندوق والدخول في فترة التصفية 1. تقوم شركة التصرف بوقف الاستثمار في شركات جديدة وتستعد لإحالة الأسهم المحتفظ بها في المحفظة. 2. توزيع العائدات على حاملي الحصص بعد إحالة كل مساهمة عند الاقتضاء.
	المرحلة 5 : الانتهاء من التصفية 1. التوزيع النهائي على حاملي الحصص بما يتناسب مع حصة كل واحد في الصندوق. 2. تقاسم الزائد في القيمة إن وجد بين حاملي الحصص و شركة التصرف (20 % كحد أقصى بالنسبة لشركة التصرف).

354



ثانيا- معلومات حول الاستثمارات:

1 - أهداف التصرف :

يوضح هذا القسم الهدف العام من التصرف في الصندوق. يجب تقديم وصف دقيق مع تجنب استعمال الصيغ العامة من قبيل " تحسين قيمة رأس المال ".
يجب أن يكون الهدف من التصرف مستقلا عن أصناف الاستثمارات في الأوراق المالية المزمع إنجازها وهو لا يمثل بالتالي مجرد وصف لهذه الاستثمارات. إلا أنه يمكن أن يكون وصف الهدف العام مصحوبا بالتصنيف على مختلف اصناف الأصول التي ستدخل ضمن تركيبة محفظة الصندوق.

2 - استراتيجية الاستثمار :

يهدف هذا القسم إلى شرح كيفية تحقيق شركة التصرف لهدف التصرف الذي تم الإعلان عنه.
تسهر شركة التصرف على التناسق بين الأوراق المالية المستخدمة من جهة ومجال برنامج نشاطها من جهة أخرى.
يتم تقديم استراتيجية الاستثمار حسب صنف الأصول و ليس حسب توزيع بين حصة الاستثمار وحصة ما هو خارج عن الاستثمار.
وبصفة عامة، يجب أن يتضمن هذا القسم ما يلي :

- وصف الاستراتيجيات المستخدمة:

تصف نشرة الإصدار بطريقة شاملة واضحة لفئة المستثمرين المستهدفة مختلف الاستراتيجيات المستخدمة لتحقيق الهدف من التصرف :

* وجود استراتيجيات خاصة حسب القطاع الصناعي، أو المجال الجغرافي أو غيرها؛

* صنف التصرف المعتمد (على سبيل المثال، رأس مال مساعدة على الإنطلاق، رأس مال مخاطرة، رأس مال التنمية ...).

- وصف فئات الأصول: يجب أن تنص نشرة الإصدار على مختلف أصناف الأصول التي ستدخل في تركيبة محفظة الصندوق.

- وصف الاستراتيجية الخاصة بالأوراق المالية التي يعتمد الصندوق الاستثمار فيها والتي ستدخل في تركيبة محفظة الصندوق.

وصف أصناف الأصول التي يعتمد الصندوق الاستثمار فيها ومساهمتها في تحقيق هدف التصرف بالخصوص من خلال التوزيع الجغرافي و/أو القطاعي للاستثمارات، أو وجود معايير متعلقة بتقييم الشركات التي سيتم الاستثمار فيها أو التركيز على أصناف معينة من المصدرين (الدولة، شركات من القطاع الخاص ذات رسمة صغيرة أو متوسطة أو كبيرة).

3 - لمحة عن المخاطر :

يهدف هذا القسم إلى تقديم معلومات حول المخاطر التي يواجهها المستثمر سواء بالنسبة للاستثمارات في الشركات غير المدرجة بالبورصة أو بالنسبة لغيرها من الاستثمارات. ولا يجب أن يقتصر تقديم لمحة حول لمخاطر على وصف الأدوات التي يستثمر فيها الصندوق بل يجب أن يشمل أيضا تقديم صنفين من المخاطر:

- المخاطر العامة المرتبطة بالصندوق (مثل انخفاض السيولة، ...)

- المخاطر المرتبطة باستراتيجية التصرف المعتمدة.

تهدف نشرة الاصدار إلى تقديم المخاطر بصفة مفصلة وحسب أهميتها من ذلك :

(أ) التخصيص على خصائص الصندوق وخاصة منها تلك المرتبطة بالاستثمارات في الشركات غير المدرجة بالبورصة (غياب سيولة الأوراق المالية، المخاطر المرتبطة بالابتكار، المخاطر المرتبطة باختيار الشركات، فترة الحجز...)

(ب) المخاطر المتأتية من إمكانية عدم التلاؤم بين نتائج الصندوق وأهدافه أو أهداف المستثمر (مع التخصيص أن هذا الصنف من المخاطر مرتبط بتكيفية محفظة المستثمر).

(ج) المخاطر المتأتية من إمكانية عدم إرجاع رأس المال المستثمر بالكامل (خسارة رأس المال).

(د) التخصيص على إمكانية أن لا تعكس قيمة التصفية القيمة الحقيقية للمحفظة.

4 - الضمان أو الحماية (عند الاقتضاء) :

لا يتمّ تعميم هذا القسم إلا في صورة وجود " ضمان " أو " حماية " لرأس المال المستثمر من قبل حامل الحصص.

يستخدم مصطلح " الضمان " عندما يتمّتع حامل الحصص بالضمان الكامل لرأس المال المستثمر. ويستخدم مصطلح " الحماية " عندما يتمّتع حامل الحصص بحماية جزئية لرأس المال المستثمر.

5 - المكتتبون المستهدفون وملامح المستثمر النموذجي :

يهدف هذا القسم إلى التعريف بالمستثمرين المستهدفين من خلال الصندوق وبمدة التوظيف المتجه اعتمادها.

- فيما يتعلق بالمستثمر النموذجي، فإنه يمكن التعريف به من خلال العناصر التالية :

- التوظيف ينطوي على مخاطر بالنظر إلى ضعف سيولة الصندوق
- الحصة المحدودة من أصول المكتتب التي من الممكن استثمارها في الصندوق
- معلومات حول ضرورة تنوع التوظيفات
- مدة حجز الأصول، لا يمكن للمستثمر الحصول على الأموال المستثمرة لمدة ... سنوات.

- فيما يتعلق بمدة التوظيف المتجه اعتمادها، فإنه يجب أن تكون متلائمة مع هدف التصرف ومع أصناف الأوراق المالية التي يتولى الصندوق الاستثمار فيها. كما يجب أيضا أن تكون متلائمة مع آفاق سيولة الصندوق.

6 - صيغ تخصيص النتائج :

يحدد هذا القسم سياسة تخصيص النتائج.

في صورة اللجوء إلى إعادة استثمار الأصول، يجب وصف صيغ إعادة توظيف الحصص التي لا يمكن أن تكون إلا من نفس صنف الحصص المصدرة في البداية.

ثالثا- المعلومات الاقتصادية :

1 - النظام الجبائي :

التخصيص على فصول مجلة الضريبة على دخل الأشخاص الطبيعيين والضريبة على الشركات التي سيتم اعتمادها.

التذكير بأن الحصول على ترخيص هيئة السوق المالية لا يعني أن الصندوق يتمّتع بالأنظمة الجبائية المذكورة (التمتع الآلي بالامتيازات الجبائية المذكورة أعلاه).



2 - المصاريف والعمولات :

1.2 - حقوق الدخول والخروج :

« عمولات الاكتتاب و إعادة الشراء ترفع من قيمة الاكتتاب المدفوع من قبل المستثمر أو تخفض من قيمة السداد. تستخدم العمولات المكتسبة لفائدة الصندوق لتعويض المصاريف التي تحملها الصندوق للاستثمار أو لإنهاء الاستثمار. أما العمولات غير المكتسبة فتعود لشركة التصرف، أو الموزع، ... »
يجب التذكير بأن عمليات إعادة الشراء لا يمكن أن تتم في كل حين (تحديد الفترة التي يسمح فيها بعمليات إعادة الشراء عند الاقتضاء).

النسبة	الأساس	المصاريف التي يتحملها المستثمر عند الاكتتاب و عند إعادة الشراء
أ ، المجال ، النسبة القصوى، شروط خاصة	قيمة الاكتتاب X عدد الحصص	عمولة الاكتتاب غير المكتسبة لفائدة الصندوق
ب %	قيمة الاكتتاب X عدد الحصص	عمولة الاكتتاب المكتسبة لفائدة الصندوق
ج ، المجال ، النسبة القصوى، شروط خاصة	قيمة التصفية X عدد الحصص	عمولة إعادة الشراء غير المكتسبة لفائدة الصندوق
د %	قيمة التصفية X عدد الحصص	عمولة إعادة الشراء المكتسبة لفائدة الصندوق

2.2 - مصاريف متعلقة بسير الصندوق والتصرف :

يجب تقديم جميع المصاريف في شكل جدول يحتوي على ما يلي :
- جميع المصاريف التي يتحملها الصندوق من أجل ضمان حسن سير العمليات (تأجير شركة التصرف، أتعاب مراقب الحسابات، مصاريف التكوين، عمولات المودع لديه، عمولات المؤسسات المفوض لها إن وجدت، ...).

يجب توفير معلومات عن سياسة الخصم المتبعة في نهاية حياة الصندوق (فترة ما قبل التصفية و فترة التصفية عند الاقتضاء) عند دخوله مرحلة إحالة مساهماته خصوصا في صورة تدني قيمة التصفية.
- التنصيص على ما إذا كان الصندوق سيتحمل مصاريف نتيجة شراء حصص أو أسهم مؤسسات التوظيف الجماعي في الأوراق المالية. (مصاريف غير مباشرة)

رابعاً- المعلومات التجارية:

1 - حصص حوافز التصرف:

ملخص عن ما ورد في قسم ملامح المستثمر النموذجي:

الخص	المستثمرون المعنيون	حصص
		أ
		ب
		...

فيما يتعلق بحصص حوافز التصرف، يجب تقديم وصف شامل حول صيغ اقتسام الزائد في القيمة.

2 - صيغ الاكتتاب :

- يتم تجميع اوامر الاكتتاب عند ... (الاسم)، الى غاية (يوم/شهر/سنة) و الساعة.
ويجب عند طلب الاكتتاب تقديم المعلومات التالية:
- مدة فترة أو فترات الاكتتاب (تاريخ الافتتاح الغلق و تاريخ النفاذ)، كما يجب الإشارة إلى تاريخ غلق فترة الاكتتاب.
 - تحديد المؤسسة التي وقع تعيينها لتلقي الاكتتابات و عنوانها.
 - المبلغ الأدنى للاكتتاب عند الاقتضاء.
 - تحديد ما إذا كان يمكن لشركة التصرف فتح فترة اكتتاب جديدة عند الاقتضاء.
 - تحديد ما إذا كان يمكن لشركة التصرف غلق فترة الاكتتاب بصفة مبكرة بمقتضى قرار صادر عنها أو عند بلوغ الاكتتابات مبلغا معيناً.
 - القيمة الاسمية الأصلية.
 - مبلغ اكتتاب حصص الصندوق خلال فترة الاكتتاب.
 - وجود بطاقة اكتتاب.

3 - صيغ إعادة الشراء :

- يتم تجميع اوامر إعادة الشراء عند ... (الاسم)، الى غاية (يوم / شهر / سنة) و الساعة.
ويجب عند طلب إعادة الشراء تقديم المعلومات التالية:
- عند الاقتضاء تحديد فترة الحجز التي يحجر خلالها تقديم طلبات إعادة الشراء مع التنصيص على حالات إعادة الشراء المبكر التي حددها النظام الداخلي.
 - إذا كانت عمليات إعادة الشراء ممكنة، يجب التنصيص على:
 - صيغة السداد: نقدا.
 - تسمية و عنوان المؤسسة المعينة لتلقي طلبات إعادة الشراء.
 - صيغ إعادة الشراء عند حل الصندوق: نقدا أو عن طريق الأوراق المالية للشركات التي استثمر فيها الصندوق، وذلك بناء على طلب حامل الحصص في صورة عدم وجود بنود تحد من امكانية التفويت فيها.

4 - تاريخ و دورية احتساب قيمة التصفية : (للتحديد)

5 - مكان و كيفية نشر أو الإعلام بقيمة التصفية : (للتحديد)

6 - تاريخ ختم السنة المالية : (للتحديد)

خامسا - معلومات إضافية :

1 - صيغ الحصول على الوثائق :

- يمكن إرسال بعض الوثائق إلى حاملي الحصص أو إلى العموم وذلك بطلب كتابي.
إضافة ما يلي :
- « عند الاكتتاب، تحدد كيفية الحصول على نشرة الإصدار والنظام الداخلي والتقرير السنوي الأخير.
يمكن أن توضع هذه الوثائق على ذمة العموم على الموقع الإلكتروني لشركة التصرف أو يمكن إرسالها إثر توجيه طلب كتابي.
يجب أن توضع نشرة الإصدار، والنظام الداخلي، والتقرير السنوي الأخير والقوائم المالية السنوية الأخيرة الخاصة بالسنة المالية المنتهية على ذمة حاملي الحصص إثر توجيه طلب كتابي وذلك في أجل أقصاه أسبوع من تاريخ استلام الطلب. وباختيار من حاملي الحصص، يمكن إرسال هذه الوثائق في شكل إلكتروني.

يمكن نشر هذه الوثائق على الموقع الإلكتروني لشركة التصرف على العنوان التالي (للتحديد). «

2 – تاريخ الترخيص والتكوين :

« تحصل هذا الصندوق على ترخيص من هيئة السوق المالية في (يوم / شهر / سنة). وتم تكوينه في (يوم / شهر / سنة) « (تاريخ التكوين هو تاريخ إيداع الأموال و يجب الاعلام به فور الإيداع و ذلك بتحيين نشرة الإصدار).

3 – تاريخ نشر نشرة الإصدار :

يجب تحيين تاريخ النشر كلما طرأ تغيير.

4 – تحذير نهائي :

يتم تسليم نشرة الإصدار مسبقا للمكتتبين.

سادسا – المسؤولون عن نشرة الإصدار :

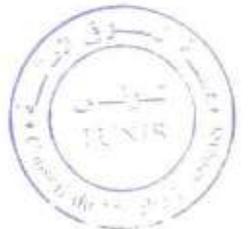
1 – اسم ووظيفة الأشخاص الطبيعيين الذين يتحملون مسؤولية نشرة الإصدار. ويكون هؤلاء الأشخاص الرؤساء المدبرون العامون لمجالس إدارة المودع لديه والمتصرف أو المدبرون العامون.

2 – شهادة المسؤولين عن نشرة الإصدار تؤكد انه حسب علمهم وبالنسبة للجزء من النشرة الذي يتحملون مسؤوليته تطابق المعطيات الواردة بها للواقع ولا تتضمن معلومات خاطئة أو مظللة. ويكون إمضاء الشخص أو الأشخاص الذين يتحملون مسؤولية النشرة مسبقا بالتصريح التالي :

« حسب علمنا، المعطيات الواردة بالنشرة مطابقة للواقع (النصوص التشريعية والترتيبية الجاري بها العمل والنظام الداخلي للصندوق) وتتضمن كل المعلومات اللازمة للمستثمرين لبناء حكمهم حول خصائص الصندوق و المتصرف فيه والمودع لديه وموزع حصصه وخصائصه المالية وطرق سيره وكذلك الحقوق المرتبطة بالسندات المعروضة وهي لا تتضمن سهوا من شأنه أن يغير أبعادها «.

3 – سياسة الإعلام :

اسم المسؤول عن الإعلام ورقم هاتفه.



الملحق عدد 3

نموذج نشرة إصدار الصندوق المنتفع بإجراء مخفف

أولاً- تقديم موجز:

تعرض الصفحة الأولى من نشرة الإصدار تقديمًا موجزًا للصندوق المنتفع بإجراء مخفف على النحو التالي :

« تحتوي هذه الوثيقة على معلومات هامة وينبغي أن تقرأ بعناية قبل الاكتتاب في أي استثمار ».

1 - تحذير :

« يخضع الصندوق المنتفع بإجراء مخفف لترخيص من قبل هيئة السوق المالية. كما يخضع لقواعد تصرف خاصة.

نلفت انتباهكم إلى أن حصص هذا الصندوق المنتفع بإجراء مخفف لا يمكن الاكتتاب فيها أو اقتناؤها إلا من قبل المستثمرين الحذرين.

كل شخص يكتب في حصص هذا الصندوق المنتفع بإجراء مخفف أو يتولى اقتناءها لا يمكنه التفويت فيها أو تحويلها إلا لمستثمرين تتوفر فيهم الشروط المنصوص عليها صلب النظام الداخلي.»

2 - جدول تأليفي :

يتضمن تقديمًا لقائمة الصناديق التي تتولى شركة التصرف إدارتها والنسبة المئوية من الأصول المستثمرة عند آخر تاريخ معروف.

3 - صنف الصندوق المنتفع بإجراء مخفف :

□ صندوق مشترك للتوظيف في رأس مال تنمية منتفع بإجراء مخفف

□ صندوق مساعدة على الإنطلاق منتفع بإجراء مخفف

4 - تسمية الصندوق :

5 - فترة الحجز :

6 - مدة نشاط الصندوق :

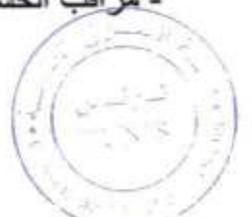
7 - تسمية المتدخلين في نشاط الصندوق المنتفع بإجراء مخفف وإحداثياتهم (بما في ذلك عناوين مواقعهم الإلكترونية عند الاقتضاء) :

- شركة التصرف

- المودع لديه

-المفوض لهم الآخرين عند الاقتضاء (اسم + الوظيفة المفوضة)

- مراقب الحسابات



- الموزع أو الموزعين عند الاقتضاء

8 - تحديد نقطة اتصال :

التنصيب على رقم الهاتف وعنوان البريد الإلكتروني اللذان يمكن للمكتب اللجوء إليها للاتصال بشركة التصرف قصد الحصول على المعلومات.

9 - ملخص العرض "خارطة طريق المستثمر" (المخطط النموذجي القابل للتغيير حسب خصائص الصندوق المنتفع بإجراء مخفف):

تقوم شركة التصرف بتغيير مخططها حسب خصائص الصندوق المنتفع بإجراء مخفف، مع الأخذ في الاعتبار على سبيل المثال مدة النشاط.

خارطة طريق المستثمر

فترة الحجز ... سنوات كحد أدنى	المرحلة 1 : الاكتتاب 1. الإمضاء على بطاقة الاكتتاب. 2. دفع المبالغ التي سيتم حجزها لمدة ... سنوات، باستثناء حالة التسريح المبكر المنصوص عليه بالنظام الداخلي للصندوق المنتفع بإجراء مخفف. 3. مدة نشاط الصندوق المنتفع بإجراء مخفف ... سنوات.
إمكانية طلب إعادة شراء الحصص (عند الاقتضاء)	المرحلة 2 : فترة الاستثمار والتفويت 1. خلال ... أشهر، تقوم شركة التصرف باستثمارات في شركات لفترة متوسطة ... سنوات. 2. يمكن لشركة التصرف التفويت في مساهماتها خلال هذه الفترة. 3. إمكانية توزيع عائدات التفويت بصفة تدريجية عند الاقتضاء.
فترة الحجز	المرحلة 3 : الدخول في فترة ما قبل التصفية بقرار من شركة التصرف 1. تقوم شركة التصرف بوقف الاستثمار في شركات جديدة وتستعد لإحالة الأسهم المحفوظ بها في المحفظة. 2. توزيع العائدات على حاملي الحصص بعد إحالة كل مساهمة عند الاقتضاء.
	المرحلة 4 : قرار حل الصندوق المنتفع بإجراء مخفف والدخول في فترة التصفية 1. تقوم شركة التصرف بوقف الاستثمار في شركات جديدة وتستعد لإحالة الأسهم المحفوظ بها في المحفظة. 2. توزيع العائدات على حاملي الحصص بعد إحالة كل مساهمة عند الاقتضاء.
	المرحلة 5 : الانتهاء من التصفية 1. التوزيع النهائي على حاملي الحصص بما يتناسب مع حصة كل واحد في الصندوق المنتفع بإجراء مخفف. 2. تقاسم الزائد في القيمة إن وجد بين حاملي الحصص و شركة التصرف (20 % كحد أقصى بالنسبة لشركة التصرف).

16/4



ثانياً- معلومات حول الاستثمارات :

1 - أهداف التصرف واستراتيجية الاستثمار :

يقدم هذا القسم الهدف العام من التصرف في الصندوق المنتفع بإجراء مخفف وكذلك الأصناف الأساسية من الأصول التي ستكون محفظة الصندوق المنتفع بإجراء مخفف.

ويتم تقديم استراتيجية الاستثمار حسب أصناف الأصول.

2 - لمحة عن المخاطر :

يهدف هذا القسم إلى تقديم معلومات حول المخاطر التي يواجهها المستثمر سواء بالنسبة للاستثمارات في الشركات غير المدرجة بالبورصة أو بالنسبة لغيرها من الاستثمارات. ولا يجب أن يقتصر تقديم لمحة حول لمخاطر على وصف الأدوات التي يستثمر فيها الصندوق المنتفع بإجراء مخفف بل يجب أن يشمل أيضاً تقديم صنفين من المخاطر:

- المخاطر العامة المرتبطة بالصندوق المنتفع بإجراء مخفف (مثل انخفاض السيولة، ...)
- المخاطر المرتبطة باستراتيجية التصرف المعتمدة.

3 - الضمان أو الحماية (عند الاقتضاء) :

لا يتمّ تعميم هذا القسم إلا في صورة وجود " ضمان " أو " حماية " لرأس المال المستثمر من قبل حامل الحصص.

يستخدم مصطلح " الضمان " عندما يتمتع حامل الحصص بالضمان الكامل لرأس المال المستثمر. ويستخدم مصطلح " الحماية " عندما يتمتع حامل الحصص بحماية جزئية لرأس المال المستثمر.

4 - المكتتبون المستهدفون و ملامح المستثمر النموذجي :

يهدف هذا القسم إلى التعريف بالمستثمرين المستهدفين من خلال الصندوق المنتفع بإجراء مخفف وبمدة التوظيف المتجه اعتماداً عليها.

5 - صيغ تخصيص النتائج :

يحدد هذا القسم سياسة تخصيص النتائج.

في صورة اللجوء إلى إعادة استثمار الأصول، يجب وصف صيغ إعادة توظيف الحصص التي لا يمكن أن تكون إلا من نفس صنف الحصص المصدرة في البداية.

ثالثاً - المعلومات الاقتصادية :

1 - النظام الجبائي :

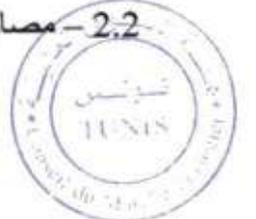
التنصيص على فصول مجلة الضريبة على دخل الأشخاص الطبيعيين والضريبة على الشركات التي سيتم اعتمادها.

التذكير بأن الحصول على ترخيص هيئة السوق المالية لا يعني أن الصندوق المنتفع بإجراء مخفف يتمتع بالأنظمة الجبائية المذكورة (التمتع الألي بالامتيازات الجبائية المذكورة أعلاه).

2 - المصاريف والعمولات :

1.2 - حقوق الدخول والخروج :

2.2 - مصاريف متعلقة بسير الصندوق المنتفع بإجراء مخفف والتصريف :



رابعاً - المعلومات التجارية :

1 - حصص حوافز التصرف :

ملخص عن ما هو ورد في قسم ملامح المستثمر النموذجي:

إ.خ.	المستثمرون المعنيون	حصص
		أ
		ب
		...

فيما يتعلق بحصص حوافز التصرف، يجب تقديم وصف شامل حول صيغ اقتسام الزائد في القيمة.

2 - صيغ الاكتتاب :

- يتم تجميع اوامر الاكتتاب عند ... (الاسم)، الى غاية (يوم/شهر/سنة) و الساعة. ويجب عند طلب الاكتتاب تقديم المعلومات التالية:
- مدة فترة أو فترات الاكتتاب (تاريخ الافتتاح الغلق و تاريخ النفاذ)، كما يجب الإشارة إلى تاريخ غلق فترة الاكتتاب.
- تحديد المؤسسة التي وقع تعيينها لتلقي الاكتتابات و عنوانها.
- المبلغ الأدنى للاكتتاب عند الاقتضاء.
- تحديد ما إذا كان يمكن لشركة التصرف فتح فترة اكتتاب جديدة عند الاقتضاء.
- تحديد ما إذا كان يمكن لشركة التصرف غلق فترة الاكتتاب بصفة مبكرة بمقتضى قرار صادر عنها أو عند بلوغ الاكتتابات مبلغاً معيناً.
- القيمة الاسمية الأصلية.
- مبلغ اكتتاب حصص الصندوق المنتفع بإجراء مخفف خلال فترة الاكتتاب.
- وجود بطاقة اكتتاب.

3 - صيغ إعادة الشراء :

- يتم تجميع اوامر إعادة الشراء عند ... (الاسم)، الى غاية (يوم / شهر / سنة) و الساعة. ويجب عند طلب إعادة الشراء تقديم المعلومات التالية:
- عند الاقتضاء تحديد فترة الحجز التي يحجز خلالها تقديم طلبات إعادة الشراء مع التنصيص على حالات إعادة الشراء المبكر التي حددها النظام الداخلي.
- إذا كانت عمليات إعادة الشراء ممكنة، يجب التنصيص على:
- صيغة السداد: نقداً.
- تسمية و عنوان المؤسسة المعينة لتلقي طلبات إعادة الشراء.
- صيغ إعادة الشراء عند حل الصندوق المنتفع بإجراء مخفف: نقداً أو عن طريق الأوراق المالية للشركات التي استثمر فيها الصندوق المنتفع بإجراء مخفف، وذلك بناءً على طلب حامل الحصص في صورة عدم وجود بنود تحد من امكانية التفويت فيها.

4 - تاريخ و دورية احتساب قيمة التصفية : (للتحديد)

5 - مكان و كيفية نشر أو الإعلام بقيمة التصفية : (للتحديد)

6 - تاريخ ختم السنة المالية : (للتحديد)

خامساً - معلومات إضافية :



1 - صيغ الحصول على الوثائق :

2 - تاريخ الترخيص و التكوين :

« تحصل هذا الصندوق المنتفع بإجراء مخفف على ترخيص من هيئة السوق المالية في (يوم / شهر / سنة). تم تكوينه في (يوم / شهر / سنة) » (تاريخ التكوين هو تاريخ إيداع الأموال و يجب الاعلام به فور الإيداع و ذلك بتحيين نشرة الإصدار).

3 - تاريخ نشر نشرة الإصدار :

يجب تحيين تاريخ النشر كلما طرأ تغيير.

4 - تحذير نهائي :

يتم تسليم نشرة الإصدار مسبقا للمكتتبين.

سادسا - المسؤولون عن نشرة الإصدار :

1 - اسم ووظيفة الأشخاص الطبيعيين الذين يتحملون مسؤولية نشرة الإصدار. ويكون هؤلاء الأشخاص الرؤساء المدبرون العامون لمجالس إدارة المودع لديه و المتصرف أو المدبرون العامون.

2 - شهادة المسؤولين عن نشرة الإصدار تؤكد انه حسب علمهم وبالنسبة للجزء من النشرة الذي يتحملون مسؤوليته تطابق المعطيات الواردة بها للواقع ولا تتضمن معلومات خاطئة أو مظللة. ويكون امضاء الشخص أو الأشخاص الذين يتحملون مسؤولية النشرة مسبقا بالتصريح التالي :

« حسب علمنا، المعطيات الواردة بالنشرة مطابقة للواقع (النصوص التشريعية والترتيبية الجاري بها العمل والنظام الداخلي للصندوق المنتفع بإجراء مخفف) وتتضمن كل المعلومات اللازمة للمستثمرين لبناء حكمهم حول خصائص الصندوق المنتفع بإجراء مخفف والمتصرف فيه والمودع لديه وموزع حصصه وخصائصه المالية وطرق سيره وكذلك الحقوق المرتبطة بالسندات المعروضة وهي لا تتضمن سهوا من شأنه أن يغير أبعادها ».

3 - سياسة الإعلام :

اسم المسؤول عن الإعلام ورقم هاتفه.

يد



الملحق عدد 4

نموذج النظام الداخلي للصندوق

يخضع الصندوق لأحكام الباب الثاني مكرر من مجلة مؤسسات التوظيف الجماعي. ويتم احداثه بمبادرة من:

- شركة التصرف (ذكر التسمية الاجتماعية والعنوان و عدد الترخيص)
- ومودع لديه (ذكر التسمية الاجتماعية والعنوان)

تنبيه: "ان الاككتاب في حصص الصندوق يعتبر موافقة على نظامه الداخلي"

تاريخ الترخيص للصندوق من قبل هيئة السوق المالية: في...

تنبيه :

" تلفت هيئة السوق المالية انتباهكم إلى انه سيقع الحجز على اموالكم لمدة ... سنة، (باستثناء حالة التسريح المبكر المنصوص عليه بالنظام الداخلي). يستثمر الصندوق أساسا في الشركات غير المدرجة بالبورصة والتي تثير مخاطر خاصة.

يجب أن تكونوا على علم بالمخاطر المرتبطة بالاستثمار في الصندوق والمدرجة تحت عنوان "لمحة عن المخاطر".

كما تجدر الإشارة أن ترخيص هيئة السوق المالية لا يعني تمتعكم بصفة آلية بمختلف الأنظمة الجبائية المقدمة من قبل شركة التصرف حيث يرتبط ذلك خصوصا بمدى احترام الصندوق لبعض قواعد الاستثمار، وكذلك بمدى احتفاظكم بحصص الصندوق وبالوضعية الفردية لكل مستثمر.

العنوان الاول: تقديم عام

الفصل 1 : التسمية

يسمى الصندوق ... (إذا اقتضى الامر، يجب اضافة كلمة "الصندوق" لكل الوثائق المتعلقة به).

الفصل 2 : الشكل القانوني وتكوين الصندوق

يكون الصندوق في شكل ملكية مشتركة للأوراق المالية لا يتمتع بالشخصية المعنوية. وتمثل شركة التصرف الصندوق في معاملاته مع الغير.

كما يتعين على المودع لديه تحرير شهادة في ايداع اموال الصندوق مع الاشارة صراحة الى تسمية الصندوق والمبالغ المدفوعة نقدا. لا تتحقق الملكية المشتركة الا في صورة وجود حاملي حصص (02) على الاقل.

يعتبر تاريخ ايداع الاموال التاريخ الفعلي لتكوين الصندوق.

الفصل 3 : توجه التصرف

اهداف واستراتيجية الاستثمار.



العنوان الثاني: وصف الاستثمارات

الفصل 4 : توجه التصرف

1.4 هدف واستراتيجية الاستثمار:

يتمثل هدف التصرف في الصندوق في :

يجب وصف الاستراتيجية الاستثمارية لكل فئة أصول والتي يمكن ان تحتوي على العناصر التالية :

- سندات المساهمة او سندات راس مال الشركات او سندات تمكن من المشاركة في راس المال مع تحديد نوعية السندات التي يخول لشركة التصرف الاستثمار فيها.
- الاسهم التي تمكن من المشاركة في راس مال الشركات :
 - التوزيع الجغرافي و/او القطاعي للمصدرين
 - مستوى الرسملة (صغيرة او متوسطة او كبيرة)
 - مقاييس اخرى للاختيار
- حيازة الاسهم او حصص مؤسسات التوظيف الجماعي في الأوراق المالية اخرى.

اذا اكتتب الصندوق في الاسهم او حصص مؤسسات التوظيف الجماعي في الأوراق المالية او حقوق تمثل توظيف مالي في كيان آخر تتصرف فيه نفس شركة التصرف او شركة مرتبطة بالمتصرف، فيجب الاشارة الى هذه المعلومة في النظام الداخلي.

اما بالنسبة للدواع، فيجب ان يحدد النظام الداخلي الخصائص ومستوى ووصف المساهمة في تحقيق هدف التصرف. كما يجب تحديد النسبة القصوى لمبالغ الحسابات الجارية للشركاء بالنسبة لموجودات الصندوق.

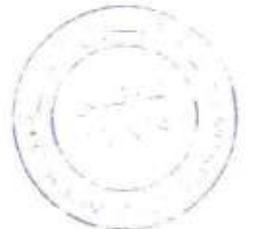
- الهدف المنشود (ينبغي ان تقتصر جميع العمليات على تحقيق الهدف)
 - التصرف في السيولة
 - الترفيع في مداخل الصندوق
 - نوع آخر
- مستوى الاستعمال الاوسط والاقصى المزمع انجازه

2.4- قواعد الاستثمار

يجب تحديد قواعد الاستثمار المنطبقة على الصندوق (حصة الاستثمار وخارج حصة الاستثمار).

3.4- قواعد المساهمات المشتركة والتفويت في المساهمات المشتركة وتحويل المساهمات واسداء الخدمات من قبل شركة التصرف او شركات مرتبطة بها

تحديد القواعد التي تنفذها شركة التصرف للحفاظ على مصلحة مالكي الحصص بما في ذلك اiban تضارب المصالح مع ذكر أساليب إعلام مالكي الحصص.



4.4- ملامح عن المخاطر

يتعين على شركة التصرف تقديم معلومات وجيهة حول المخاطر التي يواجهها المستثمر فيما يتعلق بالاستثمارات في الشركات الغير مدرجة أو غيرها من الاستثمارات.

العنوان الثالث: صيغ سير الصندوق

الفصل 5 : حصص الصندوق

تتكون حقوق المالكين المشتركين من حصص وتمثل كل حصة نفس الجزء من موجودات الصندوق. ويتمتع كل حامل حصة بحق ملكية مشتركة على موجودات الصندوق بحسب عدد الحصص التي يمتلكها.

معلومات اختيارية

يمكن تجزئة حصص الصندوق على اثر قرار (تحديد الهيكل المتخصص) شركة التصرف الى اجزاء حصص (تحديد الجزء : العشر، واحد على مائة، واحد على ألف ...).

وتنطبق احكام النظام الداخلي التي تنظم الاكتتاب واعادة الشراء على الاجزاء التي يجب ان تتناسب قيمتها مع الحصص التي تمثلها. تطبق كل الاحكام الأخرى للنظام الداخلي المتعلقة بالحصص على الاجزاء دون الحاجة للتنصيص عليها، ما لم يقع التنصيص صراحة على خلاف ذلك.

ويمكن لشركة التصرف (تحديد الهيكل المتخصص) ان تقرر تقسيم الحصص من خلال إنشاء حصص جديدة يتم تخصيصها لمالكي الحصص مقابل حصصهم القديمة.

1.5- عدد وقيمة الحصص

- القيمة الاسمية الأصلية للحصة
- المبلغ الأدنى للاكتتاب عند الاقتضاء.

2.5- الحقوق المرتبطة بالحصص

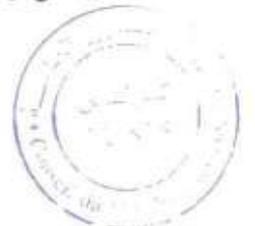
وصف للحقوق المرتبطة بالحصص في حال كان السداد نقدا او عن طريق السندات.

الفصل 6 : المبلغ الأدنى للموجودات

لا يجوز اعادة شراء حصص مكتتبة سلفا اذا نزلت القيمة الاصلية للحصص المتداولة الى خمسين الف دينار. واذا بقيت القيمة الاصلية لمجموع الحصص المتداولة مدة تسعين يوما دون مائة الف دينار، فعلى المتصرف ان يقوم بحل الصندوق.

الفصل 7 : مدة الصندوق

تكون مدة الصندوق ... سنة من تاريخ ... باستثناء حالات الحل المبكر المشار اليها في الفصولين 22 سابعا و 33 من مجلة مؤسسات التوظيف الجماعي .



تجب الإشارة الى امكانية تمديد مدة الصندوق من قبل شركة التصرف عند الاقتضاء.

الإشارة عند الاقتضاء إلى أن مدة الصندوق تكون قابلة للتمديد بـ ... فترة أو فترات متتابة تدوم كل واحدة منها ... سنة، وذلك بمبادرة من المتصرف وبموافقة المودع لديه. يجب اعلام حاملي الحصص وهيئة السوق المالية بهذا القرار وذلك في اجل لا يتعدى الثلاثة اشهر قبل انتهاء المدة الاصلية للصندوق او مدة التمديد السابق.

الفصل 8 : اكتتاب الحصص

1.8- فترة الاكتتاب

يجب ان يتضمن هذا الفصل المعلومات التالية :

- فترة الاكتتاب
- ما إذا كان هناك مبلغ اقصى معين لا تقبل الاكتتابات اذا تم بلوغه، مدة فترة الإشعار التي لا تقبل الاكتتابات الجديدة عند انقضائها، إجراءات اعلام المؤسسات والأفراد الذين يقومون بتوزيع حصص الصندوق ومالكي حصص الصندوق و قواعد تنفيذ اوامر الاكتتاب.
- ما إذا يجوز إنهاء فترة الاكتتاب قبل اوانها، مدة فترة الإشعار التي لا تقبل الاكتتابات الجديدة عند انقضائها، إجراءات اعلام المؤسسات والأفراد الذين يقومون بتوزيع حصص الصندوق ومالكي حصص الصندوق و قواعد تنفيذ اوامر الاكتتاب.
- ما إذا كان من الممكن إعادة فتح فترة الاكتتاب وإجراءات اعلام مالكي الحصص.
- المبلغ الأدنى للاكتتاب (يسمح فقط للاكتتاب نقدا).
- عمولات الاصدار (النسبة المئوية، المبلغ التقديري، إذا كان مبلغ العمولات يزداد او ينقص تدريجيا) وكذلك مصاريف تكوين الصندوق (المبلغ و قاعدة الاحتساب وتاريخ الدفع).
- قيمة التصفية التي تتم على اساسها الاكتتابات.

2.8- صيغ الاكتتاب

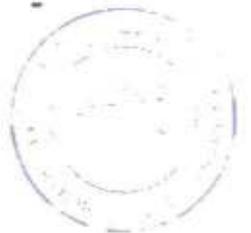
يجب ان يتضمن هذا الفصل المعلومات التالية :

- طرق الاكتتاب: نقدا
- القيمة الاسمية الاصلية
- عند الاقتضاء، المبلغ الأدنى للاكتتاب أو التزام بالاكتتاب
- عمولات الاكتتاب المنطبقة (إن وجدت)
- مدة فترة الإشعار التي لا تقبل الاكتتابات الجديدة عند انقضائها، إجراءات اعلام المؤسسات والأفراد الذين يقومون بتوزيع حصص الصندوق ومالكي حصص الصندوق وقواعد تنفيذ اوامر الاكتتاب.

الفصل 9 : اعادة شراء الحصص

يجب التنصيص بالخصوص على المعلومات التالية :

- صيغ إعادة شراء الحصص.
- مدة الحجز المحتملة لعمليات اعادة الشراء.
- قيمة التصفية التي تتم على اساسها عمليات اعادة الشراء.
- عمولات إعادة الشراء (النسبة المئوية، المبلغ التقديري، إذا كان مبلغ العمولات يزداد او ينقص تدريجيا). ويقع سداد عمليات اعادة شراء من قبل المودع لديه خلال مدة أقصاها 3 أيام.



الفصل 10 : احوالة الحصص

يجب التنصيص على أنه يمكن لمالكي الحصص احوالة حصصهم في أي وقت إلى الغير أو إلى مالك حصص آخر مع الإشارة إلى آثار التضامن الذي يربط بين حاملي الحصص التي تم إحالتها المتعاقبين.

الفصل 11 : توزيع المداخل

تتكون النتيجة الصافية للصندوق من مجموع المبالغ المتأتية من الفوائد والمنح والمرايبح والمتخلدات ومكافآت الحضور ومن أي محاصيل أخرى تتعلق بالسندات المكونة لمحفظة الصندوق ومن مداخل المبالغ غير المستعملة مخصوم منها اعباء وعمولات الاستغلال والتصرف.

وتتكون الاموال المعدة للتوزيع من النتيجة الصافية والأرباح المرحلة مع اضافة أو خصم حسب الحالة رصيد حساب تسوية المداخل المتعلقة بالسنة المالية المنتهية.

وتقرر شركة التصرف كيفية تقسيم النتائج.

يجوز للصندوق أن يختار واحدة من الصيغ التالية:

- الرسملة الكاملة : تقع رسملة كل الاموال المعدة للتوزيع.
- التوزيع الكامل : يقع توزيع كل الاموال المعدة للتوزيع على اساس اقرب رقم صحيح.

الفصل 12 : توزيع مداخل التفويت في الاستثمارات

يجب ان يتضمن هذا الفصل طرق التوزيع وكيفية الاحتساب.

الفصل 13 : قواعد التقييم واحتساب قيمة التصفية:

يجب تحديد :

- تاريخ ودورية احتساب قيمة التصفية.
- القواعد التقييمية والمحاسبية للأصول.

الفصل 14 : السنة المالية

تبدأ السنة المالية في كل عام يوم..... وتنتهي يوم من العام المقبل.

عند الاقتضاء: و بصورة استثنائية، تبدأ السنة الأولى يوم..... وتنتهي يوم من العام المقبل.

الفصل 15 : المعلومات الدورية

عند انتهاء كل سنة محاسبية، تقوم شركة التصرف بإعداد القوائم المالية للصندوق والتقرير السنوي للسنة المنقضية.

ويصادق على صحة القوائم المالية مراقب الحسابات كما يصادق المودع لديه على صحة جرد الاصول.

تضع شركة التصرف هذه الوثائق على ذمة حاملي الحصص في أجل أقصاه ثلاثة (3) أشهر من تاريخ انتهاء السنة المحاسبية كما تعلمهم بمبلغ المداخل الذي يحق لهم. وترسل هذه الوثائق إما بالبريد أو بالبريد الإلكتروني الى حاملي الحصص الذين يطلبونها أو توضع على ذمتهم بالمقر الاجتماعي لشركة التصرف.

في نهاية كل سداسي، تقوم شركة التصرف باحتساب قيمة التصفية.

الفصل 16 : حوكمة الصندوق

يجب تكييف هذا الفصل حسب الحالة :

عند الاقتضاء، اللجنة الاستشارية (الاستراتيجية) و / أو لجنة الاستثمارات.



تجدر الإشارة إلى :

- شروط تكوين اللجنة الاستشارية (الاستراتيجية) أو لجنة الاستثمارات.
- مهام اللجنة الاستشارية (الاستراتيجية) أو لجنة الاستثمارات.
- شروط تعيين أعضائها و مدة ولايتهم.
- عند الاقتضاء، شروط تجديد أعضائها.
- عند الاقتضاء، الاجور المزمع اسنادها الى أعضاء اللجان.
- طرق اخذ القرارات الاستثمارية والتفويت في الاستثمارات، طرق عزل المتصرف... (حقوق التصويت)
- شروط الاستدعاء.

تتولى اللجنة الاستشارية (الاستراتيجية) أو لجنة الاستثمارات تقديم رأيها ولا تأخذ قرارات استثمارية. يخول فقط لشركة التصرف اتخاذ القرارات الاستثمارية والتفويت في الاستثمارات.

الفصل 17 : القواعد المتعلقة بالتغييرات التي تطرأ خلال حياة الصندوق

بالنسبة للتغييرات الخاضعة لتصريح يجب التنصيص على صيغ تلقي آراء حاملي الحصص بشأنها وعلى النسبة الدنيا اللازمة من أصوات حاملي الحصص قصد الموافقة على إجراء التغيير.

العنوان الرابع: المتدخلون في نشاط الصندوق

الفصل 18 : شركة التصرف

تعهد ادارة الصندوق الى شركة تصرف طبقا للتوجهات المحددة للصندوق. وتعمل شركة التصرف في كل الحالات لمصلحة حاملي الحصص وتتولى ممارسة حقوق الاقتراع المرتبطة بالسندات المكونة لمحفظة الصندوق. ويجب تحديد جميع المهام التي تضطلع بها شركة التصرف.

الفصل 19 : المودع لديه

يتولى المودع لديه المحافظة على موجودات الصندوق وفرز اوامر شركة التصرف المتعلقة بعمليات بيع وشراء السندات وبممارسة حقوق الاكنتاب والإسناد المرتبطة بالأوراق المالية التي يضمها الصندوق. وتتولى الحصول على كل المقايض والقيام بكل الدفعات. وعلى المودع لديه التأكد من صحة قرارات شركة التصرف المتخذة في حق الصندوق. كما يجب تحديد جميع المهام التي يضطلع بها المودع لديه.

الفصل 20 : المفوض له الاداري والمحاسبي

فوضت شركة التصرف نشاط التصرف الإداري والمحاسبي الى.....

الفصل 21 : مراقب الحسابات

يتم تعيين مراقب حسابات للصندوق من قبل مجلس ادارة شركة التصرف او هيئة الادارة الجماعية وذلك لمدة ثلاث سنوات محاسبية. يقوم مراقب الحسابات بالمراقبة و ايلاء العناية اللازمة حسب مقتضيات القانون ويقوم خاصة بالمصادقة القوائم المالية السنوية. يعلم مراقب الحسابات هيئة السوق المالية وشركة التصرف بكل الاخلالات والنقائص التي يرصدها خلال تأدية مهمته.

العنوان الخامس: المصاريف المتعلقة بسير الصندوق والتصرف فيه

الفصل 22 : المصاريف المتعلقة بسير الصندوق

يجب ذكر كل المصاريف التي يتحملها الصندوق وقاعدة احتسابها و تاريخ ودورية سدادها... وتشمل هذه المصاريف:

- مصاريف التصرف المالي والإداري والمحاسبي
- مصاريف المودع لديه بما في ذلك مصاريف الحفظ
- اجرة مراقب الحسابات او مصاريف التدقيق
- مصاريف التكوين
- مصاريف أخرى

الفصل 23 : المصاريف الأخرى الغير مباشرة المرتبطة باستثمار الصندوق في حصص أو أسهم مؤسسات التوظيف الجماعي في الأوراق المالية

التنصيب على ما إذا كان الصندوق سيتحمل المصاريف الناجمة عن شراء أسهم أو حصص مؤسسات التوظيف الجماعي في الأوراق المالية. وتتمثل في جميع المصاريف الغير مباشرة التي يتكبدها الصندوق أثناء الاستثمار في مؤسسات التوظيف الجماعي في الأوراق المالية.

العنوان السادس: عمليات إعادة الهيكلة وتنظيم فترة نهاية مدة الصندوق

الفصل 24 : فترة ما قبل التصفية

فترة ما قبل التصفية هي مرحلة تتيح لشركة التصرف التحضير لفترة تصفية الصندوق والتقليص في مدتها. الدخول في فترة ما قبل تصفية يكون بقرار من شركة التصرف.

1.24 - شروط افتتاح فترة ما قبل التصفية

لا يمكن افتتاح فترة ما قبل التصفية إلا في إحدى الحالات التالية:
- من بداية السنة التالية لنهاية السنة الخامسة للصندوق إذا لم تتم اكتتابات جديدة للحصص بعد انقضاء فترة اكتتاب دامت على الأقل ثمانية عشر شهرا بعد تاريخ تكوين الصندوق.
- ابتداء من السنة التالية لنهاية السنة الخامسة التي تلي السنة التي وقعت فيها الاكتتابات الاخيرة في الحالات الأخرى.
في هذه الحالة، فإن شركة التصرف تصرح لهيئة السوق المالية وللمركز المختص في مراقبة الضرائب بنتائج افتتاح فترة ما قبل تصفية الصندوق.

بعد التصريح لهيئة السوق المالية و قبل ثلاثة أيام عمل على الأقل من افتتاح فترة ما قبل التصفية، على شركة التصرف ان ترسل لحاملي الحصص معلومة فردية (في شكل رسالة بريدية أو نشرة إعلام) قصد إحاطتهم علما بافتتاح هذه الفترة مع تحديد النتائج المحتملة على إدارة الصندوق.

2.24 - النتائج المرتبطة بافتتاح فترة ما قبل التصفية

خلال فترة ما قبل التصفية، يخضع الصندوق لإجراءات سير خاصة لتسهيل تصفية موجودات المحفظة من قبل شركة التصرف.

وتتمثل إجراءات السير الخاصة في ما يلي:

- السماح باكتتابات جديدة في الحصص
- الاحتفاظ في أصول الصندوق اعتبارا من بداية السنة التي تلي افتتاح فترة ما قبل التصفية الا ب :

719



• سندات الشركات الغير مدرجة للتداول في السوق الرئيسية لبورصة الأوراق المالية بتونس أو سندات الشركات المدرجة للتداول في السوق الرئيسية لبورصة الأوراق المالية بتونس والتي تم أخذها بعين الاعتبار في احتساب نسبة الاستعمال المنصوص عليها بالفصل 22 مكرر من مجلة مؤسسات التوظيف الجماعي، هذا بالإضافة الى الحسابات الجارية للشركاء التابعة لهذه الشركات ؛

• توظيف العائدات المتأتية من عمليات التفويت في الأصول وغيرها من العائدات المعدة للتوزيع في اجل لا يتجاوز نهاية السنة التالية التي حدثت فيها عملية التفويت أو تحقيق العائدات و توظيف السيولة في حدود 20 ٪ من أصول الصندوق.

الفصل 25 : حل الصندوق

إذا بقيت موجودات الصندوق مدة تسعين يوما دون مبلغ مائة الف دينار، فعلى شركة التصرف اعلام هيئة السوق المالية والقيام بحل الصندوق.

ويمكن لشركة التصرف حل الصندوق قبل انتهاء مدته بعد الحصول على ترخيص من هيئة السوق المالية. ويتعين على شركة التصرف اعلام حاملي الحصص بهذا القرار ولا تقبل ابتداء من هذا التاريخ طلبات الاكتتاب أو اعادة الشراء.

كما تقوم شركة التصرف بحل الصندوق في صورة طلب اعادة شراء جميع الحصص او في صورة تخلي المودع لديه عن وظيفته دون ان يقع تعويضه او عند انقضاء مدة الصندوق دون ان يقع التمديد فيها. وتعلم شركة التصرف هيئة السوق المالية بمكتوب بالتاريخ وبالإجراءات المحددة لحل الصندوق. وترسل الى هيئة السوق المالية تقرير مراقب الحسابات.

الفصل 26 : تصفية الصندوق

في صورة حل الصندوق، يتم تكليف شركة التصرف بعمليات التصفية وإذا تعذر ذلك يتم تعيين المصفي من قبل المحكمة. وتتمتع شركة التصرف بكافة الصلاحيات للقيام ببيع الاصول وخلص الدائنين ان وجدوا وتوزيع الفائض المتبقي على حاملي الحصص نقدا او في شكل سندات.

ويواصل مراقب الحسابات و المودع لديه القيام بوظائفهما حتى الانتهاء من عمليات التصفية.

حالة خاصة : حصص حوافز التصرف

يحدد النظام الداخلي للصندوق صيغ التصرف في حصص حوافز التصرف ويجب بالخصوص التنصيص على أنه لا يمكن لحاملي حصص حوافز التصرف الانتفاع بإعادة شراء حصصهم إلا بعد إعادة شراء أو تسديد الحصص الأخرى المكتتبه وذلك في حدود المبلغ المحرز أو عند نهاية إجراءات تصفية الصندوق.

وفي صورة توزيع المصفي لما تبقى من محصول التصفية فإن الجزء الممنوح لحاملي حصص حوافز التصرف لا يمكن أن يتجاوز 20% من باقي محصول التصفية.

الفصل 27 : تنقيح النظام الداخلي

يكون اقتراح أي تنقيح للنظام الداخلي للصندوق بناء على مبادرة من شركة التصرف. ولا يكون هذا التنقيح نافذا إلا بعد اعلام او الحصول على موافقة المودع لديه و الحصول على ترخيص من هيئة السوق المالية اذا كان التغيير هاما أو بعد التصريح به لهيئة السوق المالية قبل تنفيذه إذا كان التغيير غير هام.

ويتعين على شركة التصرف ارسال النظام الداخلي المحين للصندوق إلى هيئة السوق المالية ممضى من قبل الأطراف المعنية بالإضافة الى نشرة الاصدار المحينة.

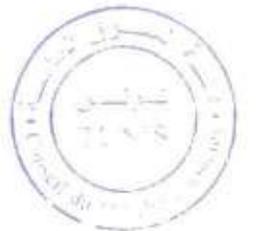
كما يجب أن تفرق المعلومات المقدمة إلى حاملي الحصص بوضوح بين التغييرات الهامة والتغييرات الغير هامة التي تستوجب تصريحا فقط.



مدير

الفصل 28 : النزاعات – إختيار المقر

تعرض على المحاكم المختصة كل النزاعات التي يمكن ان تنشأ خلال مدة نشاط الصندوق أو عند تصفيته، إما بين حاملي الحصص أو بين هؤلاء وشركة التصرف أو المودع لديه.



الملحق عدد 5

نموذج النظام الداخلي للصندوق المنتفع بإجراء مخفف

يتم تكوين الصندوق المنتفع بإجراء مخفف بمبادرة من:

- شركة التصرف (ذكر التسمية الاجتماعية و العنوان و عدد الترخيص)
- المودع لديه (ذكر التسمية الاجتماعية و العنوان)

تنبيه: "ان الاككتاب في حصص الصندوق المنتفع بإجراء مخفف يعتبر موافقة على نظامه الداخلي"

تاريخ الترخيص للصندوق من قبل هيئة السوق المالية: يوم...

تنبيه

"يخضع الصندوق المنتفع بإجراء مخفف لترخيص هيئة السوق المالية. كما يخضع ايضا لقواعد تصرف خاصة.

نود أن نلفت انتباهكم إلى أن حصص هذا الصندوق المنتفع بإجراء مخفف لا يمكن اكتتابها او اقتناءها الا من قبل مستثمرين حذرين.

لا يمكن لأي شخص قام باكتتاب او اقتناء حصص الصندوق المنتفع بإجراء مخفف التفويت فيها او احوالها إلا لمستثمرين آخرين تنطبق عليهم الشروط المذكورة أعلاه حسب الصيغ والشروط التي يتضمنها النظام الداخلي. "

العنوان الاول: تقديم عام

الفصل 1 : التسمية

.....

الفصل 2 : الشكل القانوني وتكوين الصندوق المنتفع بإجراء مخفف

.....

الفصل 3 : توجه التصرف

1.3 هدف واستراتيجية الاستثمار:

هدف التصرف في الصندوق المنتفع بإجراء مخفف هو :

يتعين وصف استراتيجية الاستثمار حسب فئة الأصول التي يمكن ان تحتوي على العناصر التالية :

- سندات المساهمة او سندات راس مال الشركات او سندات تمكن من المشاركة في راس المال مع تحديد نوعية السندات التي يخول لشركة التصرف الاستثمار فيها.

- الاسهم التي تمكن من المشاركة في راس مال الشركات :

- التوزيع الجغرافي و/او القطاعي للمصدرين



Handwritten signature in blue ink.

- مستوى الرسمة (صغيرة او متوسطة او كبيرة)
- مقاييس اخرى للاختيار

- حيازة الاسهم او حصص مؤسسات التوظيف الجماعي في الأوراق المالية اخرى.

إذا اكتتب الصندوق المنتفع بإجراء مخفف في الاسهم او حصص مؤسسات التوظيف الجماعي في الأوراق المالية او حقوق تمثل توظيف مالي في كيان آخر تتصرف فيه نفس شركة التصرف او شركة مرتبطة بالتصرف، فيجب الإشارة الى هذه المعلومة في النظام الداخلي.

كما يجب تحديد النسبة القصوى لمبالغ الحسابات الجارية للشركاء بالنسبة لموجودات الصندوق.

- الهدف المنشود (ينبغي ان تقتصر جميع العمليات على تحقيق الهدف)
 - التصرف في السيولة
 - الترفيع في مداخل الصندوق المنتفع بإجراء مخفف
 - نوع آخر
- مستوى الاستعمال الاوسط والاقصى المزمع انجازه

2.3 قواعد الاستثمار

يجب تحديد قواعد الاستثمار المنطبقة على الصندوق المنتفع بإجراء مخفف (حصة الاستثمار وخارج حصة الاستثمار).

3.3 قواعد المساهمات المشتركة والتفويت في المساهمات المشتركة وتحويل المساهمات واسداء الخدمات من قبل شركة التصرف او شركات مرتبطة بها

تحديد القواعد التي تنفذها شركة التصرف للحفاظ على مصلحة مالكي الحصص بما في ذلك اiban تضارب المصالح مع ذكر أساليب إعلام مالكي الحصص.

4.3 ملامح عن المخاطر

يتعين على شركة التصرف ضمان تقديم المعلومات ذات الصلة بالمخاطر التي يواجهها المستثمر فيما يتعلق بالاستثمارات الغير مدرجة بالسوق أو غيرها من الاستثمارات.

العنوان الثاني: صيغ سير الصندوق المنتفع بإجراء مخفف

الفصل 4 : حصص الصندوق المنتفع بإجراء مخفف

تتكون حقوق المالكين المشتركين من حصص وتمثل كل حصة نفس الجزء من موجودات الصندوق المنتفع بإجراء مخفف. ويتمتع كل حامل حصة بحق ملكية مشتركة على موجودات الصندوق المنتفع بإجراء مخفف بحسب عدد الحصص التي يمتلكها.

معلومة اختيارية

يمكن تجزئة حصص الصندوق المنتفع بإجراء مخفف على اثر قرار (تحديد الهيكل المتخصص) شركة التصرف الى اجزاء حصص (تحديد الجزء : العشر، واحد على مائة، واحد على ألف ...).



Handwritten signature in blue ink.

وتتطبق احكام النظام الداخلي التي تنظم الاكتتاب واعادة الشراء على الأجزاء التي يجب ان تتناسب قيمتها مع الحصص التي تمثلها. تطبق كل الأحكام الأخرى للنظام الداخلي المتعلقة بالحصص على الأجزاء دون الحاجة للتخصيص عليها، ما لم يتم التخصيص على خلاف ذلك.

ويمكن لشركة التصرف (تحديد الهيكل المتخصص) ان تقرر تقسيم الحصص من خلال إنشاء حصص جديدة يتم تخصيصها لمالكي الحصص مقابل حصصهم القديمة.

1.4- عدد وقيمة الحصص

القيمة الاسمية الأصلية للحصة

الحد الأدنى لمبلغ الاكتتاب عند الاقتضاء.

2.4- الحقوق المرتبطة بالحصص

وصف للحقوق المرتبطة بالحصص في حال كان السداد نقدا او عن طريق السندات.

الفصل 5 : المبلغ الأدنى للموجودات

.....

الفصل 6 : مدة الصندوق المنتفع بإجراء مخفف

تكون مدة الصندوق المنتفع بإجراء مخفف ... سنة من تاريخ ... باستثناء حالات الحل المبكر المشار إليها في الفصلين 22 سابعاً و 33 من مجلة مؤسسات التوظيف الجماعي .

عند الاقتضاء، تجب الإشارة الى امكانية تمديد مدة الصندوق المنتفع بإجراء مخفف من قبل شركة التصرف.

عند الاقتضاء، فان مدة الصندوق المنتفع بإجراء مخفف تكون قابلة للتمديد ب ... فترة متتابعة تدوم كل واحدة منها ... سنة، وذلك بمبادرة من شركة التصرف وبموافقة المودع لديه. يجب ان اعلام حاملي الحصص وهينة السوق المالية بهذا القرار وذلك في اجل لا يتعدى الثلاثة اشهر قبل انتهاء المدة الاصلية للصندوق المنتفع بإجراء مخفف او مدة التمديد السابق.

الفصل 7 : اكتتاب الحصص

1.7- فترة الاكتتاب

يجب ان يتضمن هذا الفصل المعلومات التالية :

- مدة فترة او فترات الاكتتاب
- عند الاقتضاء، تحديد ما إذا كانت شركة التصرف تحتفظ بحقها في تمديد فترة الاكتتاب وبيان طرق التنفيذ (بموافقة المودع لديه) ووسائل إعلام حاملي الحصص.
- عند الاقتضاء، تحديد ما إذا كانت شركة التصرف تحتفظ بحقها في افتتاح فترة اكتتاب جديدة وبيان طرق التنفيذ (بموافقة المودع لديه) ووسائل إعلام حاملي الحصص.

يد



- عند الاقضاء، تحديد ما إذا كان بإمكان شركة التصرف إنهاء فترة الاكتتاب قبل اوانها او بقرار منها اذا وقع تجميع مبلغ اكتتاب معين.
- قيمة اقتناء حصص الصندوق المنتفع بإجراء مخفف خلال فترة الاكتتاب.

2.7- صيغ الاكتتاب

يجب ان يتضمن هذا الفصل المعلومات التالية :

- صيغ الاكتتاب: نقدا
- القيمة الاسمية الأصلية
- عند الاقضاء، المبلغ الأدنى للاكتتاب أو التزام بالاكتتاب
- عمولات الاكتتاب المنطبقة (إن وجدت)
- مدة فترة الإشعار التي لا تقبل الاكتتابات الجديدة عند انقضاءها، إجراءات اعلام المؤسسات والأفراد الذين يقومون بتوزيع حصص الصندوق المنتفع بإجراء مخفف ومالكي حصص الصندوق المنتفع بإجراء مخفف وقواعد تنفيذ اوامر الاكتتاب.

الفصل 8 : اعادة شراء الحصص

يجب التنصيص بالخصوص على المعلومات التالية :

- صيغ إعادة شراء الحصص.
- مدة الحجز المحتملة لعمليات اعادة الشراء.
- قيمة التصفية التي تتم على اساسها عمليات اعادة الشراء.
- عمولات إعادة الشراء (النسبة المئوية، المبلغ التقديري، إذا كان مبلغ العمولات يزداد او ينقص تدريجيا). ويقع سداد عمليات اعادة شراء من قبل الموعد لديه خلال مدة أقصاها 3 أيام.

الفصل 9 : احوالة الحصص

نفس الفئة من المستثمرين

الفصل 10 : توزيع المداخل

الفصل 11 : توزيع مداخل التفويت في الاستثمارات

الفصل 12 : قواعد التقييم واحتساب قيمة التصفية:

يجب تحديد :

- التاريخ ودورية احتساب قيمة التصفية.
- القواعد التقييمية والمحاسبية للأصول.

الفصل 13 : السنة المالية

تبدأ السنة المالية في كل عام يوم..... وتنتهي يوم من العام المقبل.
عند الاقضاء: و بصورة استثنائية، تبدأ السنة الأولى يوم..... وتنتهي يوم من العام المقبل.

يدور

الفصل 14 : المعلومات الدورية

عند انتهاء كل سنة محاسبية، تقوم شركة التصرف بإعداد القوائم المالية للصندوق المنتفع بإجراء مخفف والتقرير السنوي للسنة المنقضية. ويصادق على صحة القوائم المالية مراقب الحسابات.
تضع شركة التصرف هذه الوثائق على ذمة حاملي الحصص في أجل أقصاه ثلاثة (3) أشهر من تاريخ انهاء السنة المحاسبية كما تعلمهم بمبلغ المداخليل الراجع إليهم. وترسل هذه الوثائق إما بالبريد او بالبريد الالكتروني الى حاملي الحصص الذين يطلبونه او توضع على ذمة حاملي الحصص بالمقر الاجتماعي لشركة التصرف.
في نهاية كل سداسي، تقوم شركة التصرف باحتساب قيمة التصفية.

الفصل 15 : حوكمة الصندوق المنتفع بإجراء مخفف

يجب تكييف هذا الفصل حسب الحالة :
عند الاقتضاء اللجنة الاستشارية (الاستراتيجية) و / أو لجنة الاستثمارات تجدر الإشارة إلى :
- شروط تكوين الهيئة الاستشارية أو لجنة الاستثمارات.
- مهام الهيئة الاستشارية أو لجنة الاستثمارات.
- شروط تعيين أعضائها و مدة ولايتهم.
- عند الاقتضاء، شروط تجديد أعضائها.
- عند الاقتضاء، الاجور المزمع اسنادها الى أعضاء اللجان.
- طرق اخذ القرارات الاستثمارية والتفويت في الاستثمارات، طرق عزل المتصرف.... (حقوق التصويت)
- صيغ الاستدعاء.

الفصل 16 : القواعد المتعلقة بالتغييرات التي تطرأ خلال حياة الصندوق المنتفع بإجراء مخفف

بالنسبة للتغييرات الخاضعة لتصريح يجب التنصيص على صيغ تلقي آراء حاملي الحصص بشأنها وعلى النسبة الدنيا اللازمة من أصوات حاملي الحصص قصد الموافقة على إجراء التغيير.

العنوان الثالث: المتدخلون في نشاط الصندوق المنتفع بإجراء مخفف

الفصل 17 : شركة التصرف

تعهد ادارة الصندوق المنتفع بإجراء مخفف الى شركة تصرف طبقا للتوجهات المحددة للصندوق المنتفع بإجراء مخفف.
وتعمل شركة التصرف في كل الحالات لمصلحة حاملي الحصص وتتولى ممارسة حقوق الاقتراع المرتبطة بالسندات التي يضمها الصندوق المنتفع بإجراء مخفف.
كما يجب ذكر جميع المهام التي تضطلع بها شركة التصرف.

الفصل 18 : المودع لديه

يتولى المودع لديه المحافظة على موجودات الصندوق المنتفع بإجراء مخفف وفرز اوامر المتصرف المتعلقة بعمليات بيع وشراء السندات وبممارسة حقوق الاككتاب والاسناد المرتبطة بالاوراق المالية التي تتكون منها محفظة الصندوق المنتفع بإجراء مخفف. ويتولى الحصول على كل المقابيض والقيام بكل الدفعات.

وعلى المودع لديه التأكد من صحة قرارات شركة التصرف المتخذة في حق الصندوق المنتفع بإجراء

كما يجب ذكر جميع المهام التي يضطلع بها المودع لديه.

الفصل 19 : المفوض له الإداري والمحاسبي

فوضت شركة التصرف نشاط التصرف الإداري والمحاسبي للصندوق المنتفع بإجراء مخفف الى.....

الفصل 20 : مراقب الحسابات

يتم تعيين مراقب حسابات للصندوق المنتفع بإجراء مخفف من قبل مجلس ادارة شركة التصرف او هيئة الإدارة الجماعية و ذلك لمدة ثلاث سنوات محاسبية.
يقوم مراقب الحسابات بالمراقبة و ايلاء العناية اللازمة حسب مقتضيات القانون.
يعلم مراقب الحسابات هيئة السوق المالية وشركة التصرف بكل الاخلالات و النقائص التي يرصدها خلال تأدية مهمته.

العنوان الرابع: المصاريف المتعلقة بسير الصندوق المنتفع بإجراء مخفف وبالتصرف فيه

الفصل 21 : المصاريف المتعلقة بسير الصندوق المنتفع بإجراء مخفف وبالتصرف فيه

العنوان الخامس: عمليات إعادة الهيكلة وتنظيم فترة نهاية مدة الصندوق المنتفع بإجراء مخفف

الفصل 22 : فترة ما قبل التصفية

الفصل 23 : حل الصندوق المنتفع بإجراء مخفف

الفصل 24 : تصفية الصندوق المنتفع بإجراء مخفف

يجب بالخصوص التنصيص على أنه لا يمكن لحاملي حصص حوافز التصرف الانتفاع بإعادة شراء حصصهم إلا بعد إعادة شراء أو تسديد الحصص الأخرى المكتتبة وذلك في حدود المبلغ المحرر أو عند نهاية إجراءات تصفية الصندوق المنتفع بإجراء مخفف.

وفي صورة توزيع المصفي لما تبقى من محصول التصفية فإن الجزء الممنوح لحاملي حصص حوافز التصرف لا يمكن أن يتجاوز 20% من باقي محصول التصفية.

الفصل 25 : تنقيح النظام الداخلي

الفصل 26 : النزاعات – إختيار المقر

204



الملحق عدد 6

جدول التغييرات الطارئة على الصندوق أو الصندوق المنتفع بإجراء مخفف

أولاً- التغييرات الطارئة على الصندوق

كيفية إعلام حاملي الحصص			تغييرات خاضعة لتصريح	موافقة المودع لديه	تغييرات خاضعة لترخيص	طبيعة التغيير
بلاغ في صحيفة يومية وفي النشرة الرسمية لهيئة السوق المالية	اعلام بائية وسيلة أخرى**	اعلام خاص وفردى*				
X		X		X	X	تسمية الصندوق
X		X		X	X	شركة التصرف
X				X	X	المتصرف الإداري
X				X	X	المتصرف المحاسبي
X					X	المودع لديه
			X			مراقب الحسابات
	X في حالة الزيادة فقط لاحقاً		X			عمولة الإكتتاب
X		X		X	X	اهداف وسياسة الاستثمار
		X		X	X	مدة الحجز (تحرير طلبات إعادة شراء الحصص)
	X في حالة التخفيض لاحقاً	X			X	المصاريف والعمولات الموظفة في صورة تحقيق نتائج أرفع
	X		X			مكان/صنع الحصول المعلومات
		X		X	X	الضامن
		X		X	X	مدة النشاط
		X		X	X	صولة إعادة شراء
	X لاحقاً	X معلومات خاصة عند الحذف فقط بدء الفلاح بعد شهر واحد	X			المؤسسة المعينة لتلقي طلبات الإكتتاب/إعادة الشراء
		X لاحقاً	X			إمكانية الحد من الإكتتابات أو إنهائها
	X لاحقاً		X			تجميع الأوامر ساعة / يوم الحد الأدنى للاكتتاب الأولى
		X	X			تقسيم الحصص أو تجميعها

Handwritten signature



	X		X		السنة المالية	
		X	X		تخصيص النتائج	
	X		X		تاريخ، دورية إحتساب قيمة التصفية	
	X لاحقا		X		مكان وصيغ نشر قيمة التصفية	
	X لاحقا			X	X	تغيير الحد الأدنى للاستثمار في الحصة الواحدة
X		X	X		فترة ما قبل التصفية	
		X	X		صيغ توزيع (الدخل أو الأصول)	
	X لاحقا				قواعد تقييم الأصول	

* ليس من الضروري توجيه إعلام خاص وفردى لحاملي الحصص في الصورة التي وافقوا فيها مسبقا على التغيير المزمع إجراؤه ويتعين على شركة التصرف أن توجه إلى هيئة السوق المالية ما يثبت الموافقة المسبقة لحاملي الحصص.

** يمكن إعلام حاملي الحصص بعد دخول التغيير حيز التنفيذ حين يتضمن الجدول عبارة لاحقا.

ثانيا- التغييرات الطارئة على الصندوق المنتفع بإجراء مخفف

كيفية اعلام حاملي الحصص		تغييرات خاضعة لتصريح	موافقة المودع لديه	تغييرات خاضعة لترخيص	طبيعة التغيير
بلاغ صحيفة يومية وفي النشرة الرسمية لهيئة السوق المالية	اعلام خاص وفردى* وسيلة أخرى**				
X	X		X	X	تسمية الصندوق
X	X		X	X	شركة التصرف
X			X	X	المتصرف الإداري
X			X	X	المتصرف المحاسبي
X				X	المودع لديه
			X		مراقب حسابات
	X في حلة الزيادة فقط لاحقا		X		عمولة الإكتتاب
X		X	X		أهداف وسياسة الإستثمار
		X	X		مدة الحجز (تحرير) طلبات إعادة شراء (الحصص)
	X في حلة التخفيض لاحقا	X	X		المصاريف والعمولات الموظفة في صورة تحقيق نتائج أرفع
	X		X		مكان/صيغ الحصول على المعلومات

Handwritten signature



		X	X	X	الضامن
		X	X	X	مدة النشاط
		X	X		سهولة إعادة الشراء
	X لاحقاً	X معلومات خاصة عند الحذف فقط بدء الفلا بعد شهر واحد	X	X	المؤسسة المعينة لتلقي طلبات الإكتتاب/إعادة الشراء
		X لاحقاً	X		إمكانية الحد من الإكتتابات أو إنهاؤها
	X لاحقاً		X		تجميع الأوامر ساعة / يوم، الحد الأدنى للاكتتاب الأولي
		X	X		تقسيم الحصص أو تجميعها
	X		X		السنة المالية
		X	X		تخصيص النتائج
	X		X		تاريخ، دورية احتساب قيمة التصفية
	X لاحقاً		X		مكان وصيغ نشر قيمة التصفية
	X لاحقاً		X	X	تغيير الحد الأدنى للاستثمار في الحصة الواحدة
X		X	X		فترة ما قبل التصفية
		X	X		صيغ توزيع (الدخل أو الأصول)
	X لاحقاً				قواعد تقييم الأصول

* ليس من الضروري توجيه إعلام خاص وفردى لحاملي الحصص في الصورة التي وافقوا فيها مسبقاً على التغيير المزمع إجراؤه ويتعين على شركة التصرف أن توجه إلى هيئة السوق المالية ما يثبت الموافقة المسبقة لحاملي الحصص.

** يمكن إعلام حاملي الحصص بعد دخول التغيير حيز التنفيذ حين يتضمن الجدول عبارة لاحقاً.

Handwritten signature

الملحق عدد 7

بطاقة الترخيص في حالة تغيير طارئ على الصندوق أو الصندوق المنتفع بإجراء مخفف

* يجب تعبير البطاقة في نموذجين

1 صنف الصندوق	<input type="checkbox"/> صندوق مشترك للتوظيف في رأس مال تنمية <input type="checkbox"/> صندوق مشترك للتوظيف في رأس مال تنمية منتفع بإجراء مخفف <input type="checkbox"/> صندوق مساعدة على الإنطلاق <input type="checkbox"/> صندوق مساعدة على الإنطلاق منتفع بإجراء مخفف
2 تسمية الصندوق :	
3 تسمية شركة التصرف :	
4 تسمية المودع لديه:	
5 اسم مراقب الحسابات:	
6 نوع العملية :	

التاريخ الفعلي للتغيير المقترح :

بطاقة معدة من قبل	
اسم المكلف بالملف :	
الشركة :	
الهاتف :	البريد الإلكتروني :
عنوان شركة التصرف :	الفاكس :

الوثائق المصاحبة
عملية التغيير: الوثائق الواجب تقديمها
<input type="checkbox"/> النظام الداخلي و نشرة الإصدار (المحينين) مع ابراز التغييرات
<input type="checkbox"/> مشروع إعلام المكتبيين أو شهادة موافقة حاملي الحصص مع قائمة بأسمائهم
<input type="checkbox"/> الوثائق الموضحة للتغيير أو التغييرات المدرجة
<input type="checkbox"/> موافقة المودع لديه (عند الاقتضاء) أو تصريح كتابي يثبت أنه تم إعلامه
<input type="checkbox"/> أية وثيقة أخرى تعتبرها شركة التصرف ضرورية لدراسة الملف.

54



الملحق عدد 8

بطاقة الترخيص لتصفية صندوق أو صندوق منتفع بإجراء مخفف

1	صنف الصندوق	<input type="checkbox"/> صندوق مشترك للتوظيف في رأس مال تنمية <input type="checkbox"/> صندوق مشترك للتوظيف في رأس مال تنمية منتفع بإجراء مخفف <input type="checkbox"/> صندوق مساعدة على الإنطلاق <input type="checkbox"/> صندوق مساعدة على الإنطلاق منتفع بإجراء مخفف
2	تسمية الصندوق :	
3	تسمية شركة التصرف :	
4	تسمية المودع لديه :	
5	اسم مراقب الحسابات :	
6	أسباب تصفية الصندوق:	

بطاقة معدة من قبل		
اسم المكلف بالملف :		
الشركة :		
الهاتف :	البريد الإلكتروني :	الفاكس :
عنوان شركة التصرف :		

الوثائق المصاحبة	
التصفية : الوثائق الواجب تقديمها	
<input type="checkbox"/> قرار حل الصندوق <input type="checkbox"/> مشروع الإعلام الفردي لحاملي الحصص <input type="checkbox"/> المحفظة الاخيرة للصندوق <input type="checkbox"/> تصريح كتابي بعلم المودع لديه بعملية التصفية <input type="checkbox"/> تقرير مراقب الحسابات <input type="checkbox"/> نسخة من محضر جلسة مجلس الإدارة أو هيئة الإدارة الجماعية لشركة التصرف <input type="checkbox"/> أية وثيقة أخرى تعتبرها شركة التصرف ضرورية لدراسة الملف.	

(Handwritten signature)



الملحق عدد 9

نموذج الإحصائيات الثلاثية الخاصة بالصندوق أو الصندوق المنتفع بإجراء مخفف

معلومات ذات طابع عام

1 – تقديم الصندوق أو الصندوق المنتفع بإجراء مخفف:

صنف الصندوق:

تسمية الصندوق:

تسمية شركة التصرف:

تسمية المودع لديه:

اسم مراقب الحسابات:

2 – تقديم شركة التصرف :

العنوان:

رقم الهاتف/ الفاكس:

البريد الإلكتروني:

موقع الإنترنت، عند الاقتضاء:

تاريخ وعدد الترخيص الممنوح من قبل هيئة السوق المالية:

تحديد المجمع الذي ترجع إليه بالنظر عند الاقتضاء:

عدد العاملين:

رأس المال:

المبلغ الجملي للأموال المتصرف فيها:

تحديد الصناديق وشركات الاستثمار ذات رأس مال تنمية المتصرف فيها:

3 – سياسة الاستثمار المتبعة:

مجال تدخل الصندوق حسب التوزيع الجغرافي والقطاعي:

المبلغ الأدنى للاستثمارات:

المبلغ الأقصى للاستثمارات:



معزل مدة الاستثمار:

4- معلومات حول المكلّف بالإحصائيات :

اسم المكلّف بالإحصائيات:

الهاتف والبريد الإلكتروني:

الاستثمارات المتوقعة بالثلاثية (تحديد الثلاثية)

1- المبلغ الجملي للاستثمارات:

النسب %	المبالغ المستثمرة	عدد الشركات	المبلغ الجملي للاستثمارات
			المجموع

2- توزيع الاستثمارات حسب صنف التدخل

النسب %	المبالغ المستثمرة	عدد الشركات	صنف الاستثمار
			راس مال مساعدة على الانطلاق
			راس مال إفراق
			راس مال تنمية
			راس مال تطوير
			راس مال إحالة
			راس مال إرجاع
			المجموع

3- توزيع الاستثمارات حسب صنف التمويل

النسب %	المبالغ المستثمرة	عدد الشركات	صنف التمويل
			باعث المشروع
			شركاء
			شركة استثمار ذات راس مال تنمية /صندوق أو صندوق منتفع بإجراء مخفف
			تمويل عمومي
			مؤسسة قرض: بنك، شركة إيجار مالي أو غيرها
			المجموع

134



4 - توزيع الاستثمارات حسب الأدوات المالية المستعملة:

النسب %	المبالغ المستثمرة	عدد الشركات	الأدوات المالية
			أسهم
			أسهم ذات أولوية في الربح
			حساب جاري للشركاء
			رقاع قابلة للتحويل
			سندات المساهمة
			غيرها من الأدوات (تحديدها)
			المجموع

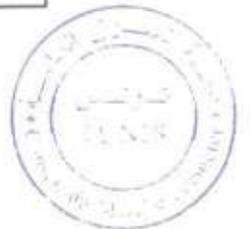
5 توزيع الاستثمارات حسب مجال التدخل:

النسب %	المبالغ المستثمرة	عدد الشركات	مجال التدخل
			مؤسسات الباعثين الجدد
			المؤسسات الناشطة في المجال التكنولوجي
			المؤسسات صغرى ومتوسطة
			المؤسسات موضوع عمليات التاهيل
			عمليات الإحالة
			المؤسسات التي تمر بصعوبات اقتصادية
			المؤسسات المنتصبة في مناطق التنمية
			المؤسسات الناشطة في القطاع الفلاحي
			المؤسسات الناشطة في مجال البيئة
			مؤسسات ناشطة في المجالات الأخرى
			المجموع

6 توزيع الشركات المستثمر فيها حسب عدد العاملين:

النسب %	عدد الشركات	عدد العاملين	حجم الشركة
			أقل من 20
			بين 20 و 50
			بين 51 و 100
			أكثر من 100
			المجموع

(Handwritten signature)



7 التوزيع القطاعي للاستثمارات:

النسب %	المبالغ المستثمرة	عدد الشركات	القطاع (تحديده)
			المجموع

8 التوزيع الجغرافي للاستثمارات:

النسب %	المبالغ المستثمرة	عدد الشركات	الولاية (تحديدها)
			المجموع

التفويت في المساهمات خلال الثلاثية (تحديد الثلاثية)

1- إجمالي المساهمات التي تم التفويت فيها:

المجموع	مبلغ عمليات التفويت	عدد عمليات التفويت
		المجموع

2- توزيع التفويت في المساهمات حسب صيغة التفويت:

النسب %	مبلغ عمليات التفويت	عدد عمليات التفويت	صيغة التفويت
			لفائدة باعث المشروع
			في إطار صناعي
			عبر البورصة
			لفائدة هيكل التسيير
			لفائدة مؤسسات مالية
			تصفية
			لفائدة صندوق آخر
			آخر (للتحديد)
			المجموع

3- لتوزيع الجغرافي للتفويت في المساهمات:

النسب %	مبلغ عمليات التفويت	عدد عمليات التفويت	الولاية (تحديدها)
			المجموع

144



الأموال التي تم تجميعها خلال الثلاثية (تحديد الثلاثية)

1- تحديد المبلغ الجملي للأموال المجمعة:

2- توزيع الأموال المجمعة* حسب صنف المستثمرين:

النسب %	مبلغ الأموال المجمعة	صنف المستثمرين
		مؤسسات قرض
		شركات تأمين
		أشخاص طبيعيين
		مؤسسات عمومية
		مؤسسات أخرى
		المجموع

* قائم الأموال المجمعة مع أخذ بعين الإعتبار الأموال التي تم تجميعها والأموال التي تم تسديدها.

3- توزيع الأموال المجمعة حسب جنسية المستثمرين:

النسب %	مبلغ الأموال المجمعة	الجنسية
		تونسية
		أجنبية
		المجموع

ضمان الاستثمارات خلال الثلاثية (تحديد الثلاثية)

العدد	مجال التدخل	مبلغ الضمان	المبلغ الذي تم تسديده





الملحق عدد 10

نموذج الإحصائيات السنوية الخاصة بالصندوق أو الصندوق المنتفع بإجراء مخفف

1- النشاط العام للصندوق أو للصندوق المنتفع بإجراء مخفف:

الدفعات						المصداقات						التوزيع القطاعي للمشاريع
القيمة بالمليون دينار			عدد المشاريع			القيمة بالمليون دينار			عدد المشاريع			
في السنة الحالية	خلال السنة الحالية	في السنة المنقضية	في السنة الحالية	خلال السنة الحالية	في السنة المنقضية	في السنة الحالية	خلال السنة الحالية	في السنة المنقضية	في السنة الحالية	خلال السنة الحالية	في السنة المنقضية	
												الباعثين الجدد
												القطاع الفلاحي
												القطاع الصناعي
												قطاع الخدمات
												القطاع السياحي
												إعادة الهيكلة، التأهيل والخصخصة
												القطاع الفلاحي
												القطاع الصناعي
												قطاع الخدمات
												القطاع السياحي
												مشاريع أخرى
												القطاع الفلاحي
												القطاع الصناعي
												قطاع الخدمات
												القطاع السياحي
												إستثمارات أخرى
												إستثمارات في السوق المالية
												إستثمارات في السوق النقدية
												المجموع
												منها
												مناطق التنمية الجهوية
												القطاع الفلاحي
												القطاع الصناعي
												قطاع الخدمات
												القطاع السياحي



2- موارد الصندوق أو للصندوق المنتفع بإجراء مخفف :

	تسمية شركة التصرف	
	تسمية الصندوق أو الصندوق المنتفع بإجراء مخفف	
	أشخاص طبيعيين	صنف المكتتبين في الصندوق (يرجى وضع علامة X في الخانة أو الخانات المناسبة لكل صندوق)
	أشخاص معنويين	
	مستثمرين غير الحذرين	
	مستثمرين حذرين	
	عدد المكتتبين	
	قيمة الاكتتابات التي تم جمعها قبل 12-31 من سنة ... والتي لم تحرر بعد	
	مجموع الاكتتابات التي تم جمعها حتى 12-31 من سنة ... والتي لم تحرر بعد	
	مجموع الاكتتابات المحررة في 31-12 من سنة ... المقصود هي الالتزامات بالاكتتاب التي تم جمعها خلال السنة الحالية أو قبلها والتي تم تحريرها خلال السنة	

(Handwritten signature)



**Décision générale du Conseil du Marché Financier
n°20 du 26 décembre 2013 relative aux procédures de constitution et de
liquidation des fonds communs de placement à risque et des fonds
d'amorçage ainsi qu'aux modifications les affectant et aux obligations
d'informations y afférentes**

Le Collège du Conseil du Marché Financier, réuni le 26 décembre 2013,

Vu la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier telle que modifiée et complétée par les textes subséquents et notamment ses articles 28, 31 et 48 ;

Vu le code des organismes de placement collectif promulgué par la loi n°2001-83 du 24 juillet 2001, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment son chapitre deux bis ;

Vu la loi n° 2005-58 du 18 juillet 2005 relative aux fonds d'amorçage ;

Vu le règlement du Conseil du Marché Financier relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et à la gestion de portefeuilles de valeurs mobilières pour le compte de tiers tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment ses articles 21, 22, 23, 24, 29, 30, 31, 38, 40 et 41 ;

Décide,

Article premier :

Aux fins de la présente décision générale on entend par :

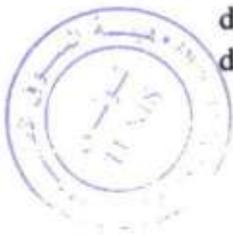
- « fonds » : le fonds commun de placement à risque et le fonds d'amorçage ;
- « fonds bénéficiant d'une procédure allégée » : le fonds commun de placement à risque bénéficiant d'une procédure allégée et le fonds d'amorçage bénéficiant d'une procédure allégée.

**Chapitre premier
Les procédures de constitution**

Article 2

L'agrément de la constitution d'un fonds ou d'un fonds bénéficiant d'une procédure allégée est subordonné au dépôt auprès du Conseil du Marché Financier par la société de gestion d'une demande d'agrément signé par son représentant légal et comportant :

- un exemplaire dûment rempli de la fiche d'agrément figurant à l'annexe premier de la présente décision générale ;
- les documents mentionnés à l'annexe premier sus-indiqué ainsi que tout autre document que la société de gestion estime nécessaire à l'instruction la demande d'agrément.



Le Conseil du Marché Financier peut demander tout document ou information complémentaire.

Lorsque la demande déposée est incomplète ou comporte des renseignements non conformes ou incohérents, elle est retournée à la société de gestion avec l'indication des motifs de ce retour.

La décision d'agrément du Conseil du Marché Financier est notifiée à la société de gestion par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3

Le fonds ou le fonds bénéficiant d'une procédure allégée ne peut recevoir des souscriptions qu'après l'établissement d'un prospectus soumis au visa du Conseil du Marché Financier et qui doit être élaboré selon le modèle présenté à l'annexe deux de la présente décision générale s'il s'agit d'un fonds ou à l'annexe trois s'il s'agit d'un fonds bénéficiant d'une procédure allégée.

Une copie du prospectus doit être envoyée au Conseil du Marché Financier par voie électronique.

Article 4

La société de gestion et le dépositaire établissent le règlement intérieur conformément au modèle présenté à l'annexe quatre de la présente décision générale s'il s'agit d'un fonds ou à l'annexe cinq s'il s'agit d'un fonds bénéficiant d'une procédure allégée.

Le règlement intérieur signé par les parties concernées est déposé auprès du Conseil du Marché Financier. Une copie est envoyée au Conseil du Marché Financier par voie électronique.

Chapitre deux

Les modifications affectant le fonds ou le fonds bénéficiant d'une procédure allégée et les obligations d'information y afférentes

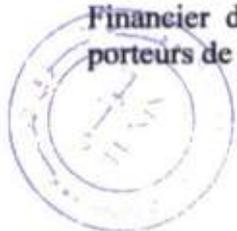
Article 5

Le fonds ou le fonds bénéficiant d'une procédure allégée peut être affecté de modifications soumises à l'agrément du Conseil du Marché Financier et d'autres non soumises à son agrément.

Les modifications peuvent entrer en vigueur de manière immédiate ou différée. L'entrée en vigueur immédiate s'entend trois jours ouvrables après l'information des porteurs de parts.

Les procédures et obligations d'information afférentes à chaque type de modification sont récapitulées dans le tableau synthétique prévu à l'annexe six de la présente décision générale.

Dans tous les cas le Conseil du Marché Financier doit être préalablement informé de toute modification ne figurant pas dans la présente décision générale. Le Conseil du Marché Financier détermine le mode de traitement adapté ainsi que le support d'information de porteurs de parts.



 2

Section première

Les modifications soumises à agrément et les obligations d'information y afférentes

Article 6

Les modifications soumises à agrément nécessitent le dépôt auprès du Conseil du marché Financier par la société de gestion d'une demande d'agrément signé par son représentant légal et comportant :

- un exemplaire dûment rempli de la fiche d'agrément figurant à l'annexe sept de la présente décision générale ;
- les documents mentionnés à l'annexe sept sus-indiqué et notamment le projet d'information des porteurs de parts ainsi que tout autre document que la société de gestion estime nécessaire à l'instruction de la demande d'agrément.

L'information destinée aux porteurs de parts doit notamment comporter :

- un tableau comparant la nouvelle rédaction des rubriques modifiées du règlement intérieur et du prospectus avec l'ancienne version ;
- la mention que le règlement intérieur et le prospectus mis à jour sont tenus à la disposition des porteurs de parts au siège social de la société de gestion ;
- l'indication des modalités d'obtention par les porteurs de parts du règlement intérieur et du prospectus mis à jour et, le cas échéant, l'adresse électronique où se les procurer.

Article 7

La société de gestion doit élaborer un rapport sur la pertinence des modifications à réaliser ainsi que sur leur éventuelle incidence sur les intérêts des porteurs de parts et ce, lorsque ces modifications concernent les éléments suivants:

- L'objectif et la politique d'investissement;
- La durée de la période de blocage
- Le garant
- La durée de vie ;
- Les commissions de gestion ;
- Les commissions de rachat ;

La société de gestion doit adresser ce rapport au Conseil du Marché Financier lors du dépôt de la demande d'agrément.

Article 8

A l'occasion de l'instruction de la demande d'agrément relative aux modifications à réaliser, le Conseil du Marché Financier peut demander tout document ou information complémentaire.

Lorsque la demande déposée est incomplète ou comporte des renseignements non conformes ou incohérents, elle est retournée à la société de gestion avec l'indication des motifs de ce retour.

La décision d'agrément du Conseil du Marché Financier est notifiée à la société de gestion par lettre recommandée avec accusé de réception.



Article 9

Les modifications envisagées ne peuvent être réalisées qu'après l'information ou l'accord du dépositaire selon le cas et après l'obtention de l'agrément du Conseil du Marché Financier.

La société de gestion doit informer sans délai le commissaire aux comptes du fonds ou du fonds bénéficiant d'une procédure allégée des modifications soumises à agrément.

Article 10

La société de gestion doit déposer auprès du Conseil du Marché Financier le règlement intérieur mis à jour signé par les parties concernées ainsi que le prospectus mis à jour et ce, avant trois jours ouvrables de l'entrée en vigueur des modifications.

Une copie de ces documents est adressée au Conseil du Marché Financier par voie électronique.

Article 11

Lorsque le règlement intérieur du fonds ou du fonds bénéficiant d'une procédure allégée prévoit la possibilité pour les porteurs de parts de demander le rachat anticipé de leurs parts en cas de modification soumise à agrément, ce rachat ne doit occasionner aucun frais pour les porteurs de parts.

Section deux

Les modifications non soumises à agrément et les obligations d'information y afférentes

Article 12

La société de gestion doit informer des modifications non soumises à agrément le dépositaire et le commissaire aux comptes du fonds ou du fonds bénéficiant d'une procédure allégée et les déclarer au Conseil du Marché Financier au moins avant trois jours ouvrables de l'entrée en vigueur des modifications.

Les modifications envisagées ne peuvent être réalisées qu'après le dépôt auprès du Conseil du Marché Financier du règlement intérieur mis à jour signé par les parties concernées ainsi que du prospectus mis à jour. Une copie de ces documents doit être transmise par voie électronique.

La société de gestion informe les porteurs de parts de ces modifications selon les modalités prévues par le tableau figurant à l'annexe six de la présente décision générale.

Article 13

Lorsque la société de gestion déclare au Conseil du Marché Financier l'entrée du fonds ou du fonds bénéficiant d'une procédure allégée en préliquidation elle doit déposer un dossier comportant :

- un écrit expliquant les raisons de l'entrée du fonds ou fonds bénéficiant d'une procédure allégée en préliquidation ;
- le projet de courrier individuel à adresser aux porteurs de parts.

Le courrier adressé aux porteurs de parts doit notamment comporter les informations suivantes :



- la date d'ouverture de la période de la préliquidation ;
- les conséquences de l'ouverture de la période de préliquidation sur le blocage des rachats et sur la gestion du fonds ou du fonds bénéficiant d'une procédure allégée.

Chapitre trois **Les procédures de liquidation**

Article 14

L'agrément de la liquidation d'un fonds est subordonné au dépôt auprès du Conseil du Marché Financier par la société de gestion d'une demande d'agrément signé par son représentant légal et comportant :

- un exemplaire dûment rempli de la fiche d'agrément figurant à l'annexe huit de la présente décision générale ;
- les documents mentionnés à l'annexe huit sus-indiqué ainsi que tout autre document que la société de gestion estime nécessaire à l'instruction la demande d'agrément.

Le Conseil du Marché Financier peut demander tout document ou information complémentaire.

L'agrément de la liquidation d'un fonds bénéficiant d'une procédure allégée est subordonné au dépôt auprès du Conseil du Marché Financier par la société de gestion d'une demande d'agrément signé par son représentant légal accompagnée d'une copie du procès verbal du conseil d'administration ou du directoire de la société de gestion et d'une déclaration écrite attestant que le dépositaire a été informé de la liquidation.

Lorsque la demande déposée est incomplète ou comporte des renseignements non conformes ou incohérents, elle est retournée à la société de gestion avec l'indication des motifs de ce retour.

La décision d'agrément du Conseil du Marché Financier est notifiée à la société de gestion par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 15

La société de gestion doit avant l'entrée en liquidation du fonds ou du fonds bénéficiant d'une procédure allégée fournir aux porteurs de parts les informations nécessaires dont notamment :

- la date de dissolution du fonds ou du fonds bénéficiant d'une procédure allégée ;
- les conséquences de la liquidation sur le blocage des rachats ;
- l'échéancier des opérations de liquidation ;
- la mention qu'il existe un rapport du commissaire aux comptes du fonds ou du fonds bénéficiant d'une procédure allégée sur les conditions de la liquidation avec l'indication des modalités par les porteurs de parts dudit rapport.



Chapitre quatre
Les obligations d'information vis-à-vis du Conseil du marché Financier

Article 16

La société de gestion doit déposer auprès Conseil du Marché Financier la valeur liquidative du fonds ou du fonds bénéficiant d'une procédure allégée le jour même de sa détermination.

Une copie est également transmise au Conseil du Marché Financier par voie électronique.

Article 17

La société de gestion doit établir trimestriellement une situation statistique de l'ensemble des fonds qu'elle gère et qui doit être communiquée au Conseil du Marché Financier 30 jours après la clôture de chaque trimestre.

La société de gestion doit également établir au 31 décembre de chaque année une situation statistique de l'ensemble des fonds qu'elle gère et qui doit être communiquée au Conseil du Marché Financier avant le 15 février de chaque année.

Les éléments statistiques sont collectés pour chacun des fonds pris individuellement et présentés selon les modèles prévus à l'annexe neuf de la présente décision générale s'agissant des statistiques trimestrielles et à l'annexe dix s'agissant des statistiques annuelles.

Visa

Le Ministre des Finances

Le Ministre des Finances

Slim CHAKER



**Le Président du Conseil du
Marché Financier**

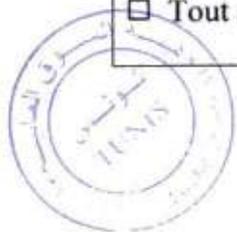


ANNEXE 1
FICHE D'AGRÈMENT DE LA CONSTITUTION D'UN FONDS OU D'UN FONDS
BENEFICIAIRE D'UNE PROCEDURE ALLEGEE

Constitution	
1	Type de Fonds : <input type="checkbox"/> FCPR <input type="checkbox"/> FCPR bénéficiaire d'une procédure allégée <input type="checkbox"/> Fonds d'amorçage <input type="checkbox"/> Fonds d'amorçage bénéficiaire d'une procédure allégée
2	Politique d'investissement :
3	Dénomination du Fonds ou du fonds bénéficiaire d'une procédure allégée :
4	Dénomination de la société de gestion :
5	Dénomination du dépositaire :
6	Nom du Commissaire aux comptes :
7	Délégation de gestion du Fonds ou du fonds bénéficiaire d'une procédure allégée Gestion administrative : Dénomination de l'établissement : Gestion comptable : Dénomination de l'établissement :
8	Modalités d'affectation des résultats : <input type="checkbox"/> Capitalisation <input type="checkbox"/> Distribution
9	Périodicité d'établissement de la valeur liquidative permettant les souscriptions/rachats : <input type="checkbox"/> Semestrielle <input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre :
10	Frais à la charge du fonds ou du fonds bénéficiaire d'une procédure allégée :

FICHE COMPLÉTÉE PAR		
Nom du chargé du dossier :		
Société :		
Tél. :	Courriel :	Télécopie :
Adresse de la société de gestion :		

PIÈCES JOINTES
Constitution : Pièces à fournir obligatoirement
Pour tous les Fonds : <input type="checkbox"/> Un projet de règlement intérieur établi selon le modèle présenté à l'annexe 4 ou à l'annexe 5 de la présente décision générale selon qu'il s'agisse d'un fonds ou d'un fonds bénéficiaire d'une procédure allégée et signé par les parties concernées. Une copie du règlement intérieur doit être envoyée par voie électronique <input type="checkbox"/> Les conventions conclues entre les diverses parties à l'opération <input type="checkbox"/> Les documents commerciaux, le cas échéant <input type="checkbox"/> Une déclaration écrite d'acceptation de sa mission par le dépositaire <input type="checkbox"/> Tout autre document que la société de gestion estime nécessaire à l'instruction du dossier



[Signature]

ANNEXE 2 PROSPECTUS TYPE DU FONDS

I. - Présentation succincte :

La première page du prospectus dresse une présentation succincte du fonds de la manière suivante :

« Le présent document contient des informations importantes et devra être lu avec soin avant de souscrire à tout investissement ».

1 – Avertissement :

« Le Conseil du Marché Financier attire votre attention sur le fait que votre argent est bloqué pendant une durée de ... années, (sauf cas de déblocage anticipé prévus dans le règlement intérieur). Le fonds est principalement investi dans des entreprises non cotées en bourse qui présentent des risques particuliers.

Vous devez prendre connaissance des facteurs de risques de ce fonds décrits à la rubrique «profil de risque » du prospectus.

Enfin, l'agrément du Conseil du Marché Financier ne signifie pas que vous bénéficierez automatiquement des différents dispositifs fiscaux présentés par la société de gestion. Cela dépendra notamment du respect par le fonds de certaines règles d'investissement, de la durée pendant laquelle vous détiendrez ses parts et de la situation individuelle de chaque investisseur. »

2 - Tableau récapitulatif présentant la liste des autres fonds de capital investissement d'ores et déjà gérés par la société de gestion et le pourcentage de leur actif éligible au quota atteint à la dernière date connue.

3 - Type de fonds :

FCPR Fonds d'amorçage

4 - Dénomination :

5 - Durée de blocage :

6 - Durée de vie du fonds :

7 - Dénomination des intervenants dans la vie du fonds et leurs coordonnées (y compris, le cas échéant, les adresses de leurs sites Internet respectifs) :

- La société de gestion
- Le dépositaire
- Le cas échéant, les autres délégataires (nom + fonction déléguée par délégataire)
- Le commissaire aux comptes
- Le cas échéant, le ou les distributeurs

8 - Désignation d'un point de contact :

Mentionner un point de contact téléphonique et une adresse courriel permettant au souscripteur de joindre plus facilement la société de gestion en cas de demande d'informations.



9 - Synthèse de l'offre « Feuille de route de l'investisseur » (Trame type à adapter selon les caractéristiques du fonds) :

La société de gestion adaptera le schéma aux caractéristiques propres du fonds en tenant compte par exemple de la durée de vie.

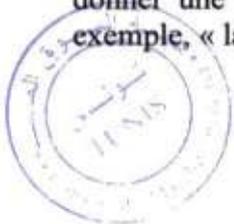
FEUILLE DE ROUTE DE L'INVESTISSEUR :

<p>Étape 1 : Souscription</p> <ol style="list-style-type: none">1. Signature du bulletin de souscription.2. Versement des sommes qui seront bloquées pendant ... années, sauf cas de déblocage anticipé fixé dans le règlement intérieur du fonds.3. Durée de vie du fonds ... années.		<p>Période de blocage minimum de ans</p>
<p>Étape 2 : Période d'investissement et de désinvestissement</p> <ol style="list-style-type: none">1. Pendant les ... mois, la société de gestion procède aux investissements dans des sociétés pour une durée moyenne de ... ans.2. La société de gestion peut céder les participations pendant cette période.3. Le cas échéant, possibilité de distribuer au fur et à mesure des produits de cession.		<p>Possibilité de demander le rachat des parts (le cas échéant)</p>
<p>Étape 3 : Période de préliquidation sur décision de la société de gestion</p> <ol style="list-style-type: none">1. La société de gestion arrête d'investir dans de nouvelles sociétés et prépare la cession des titres détenus dans le portefeuille.2. Le cas échéant, distribution aux porteurs de parts au fur et à mesure des cessions des participations.		
<p>Étape 4 : Décision de dissolution et ouverture de la période de liquidation</p> <ol style="list-style-type: none">1. La société de gestion arrête d'investir dans de nouvelles sociétés et prépare la cession des titres détenus dans le portefeuille.2. Le cas échéant, distribution aux porteurs de parts au fur et à mesure des cessions des participations.		
<p>Étape 5 : Clôture de la liquidation</p> <ol style="list-style-type: none">1. Distribution finale aux porteurs de parts à concurrence de leur quote-part respective dans le fonds.2. Partage des éventuelles plus-values entre les porteurs de parts et la société de gestion (20 % maximum pour la société de gestion).		<p>Période de blocage</p>

II. - Informations concernant les investissements :

1 - Objectif de gestion :

Cette rubrique explique quel est l'objectif global de gestion poursuivi par le fonds. Elle doit donner une description précise de celui-ci en évitant les formules générales comme, par exemple, « la valorisation du capital ».



L'objectif de gestion doit être indépendant des types d'investissement en valeurs mobilières envisagées et n'est donc pas un descriptif de ces investissements. Néanmoins, il peut être complété par la mention des principales classes d'actifs qui entreront dans la composition de l'actif du fonds.

2 - Stratégie d'investissement :

L'objectif de cette rubrique est d'expliquer comment la société de gestion s'efforcera d'atteindre l'objectif de gestion affiché.

La société de gestion veille à la cohérence entre les valeurs mobilières utilisées, et d'autre part, le périmètre de son programme d'activité.

La stratégie d'investissement mise en œuvre est déclinée par classe d'actifs et non pas selon une répartition entre quota d'investissement et hors quota d'investissement.

De manière générale, elle doit comprendre :

- La description des stratégies utilisées :

Le prospectus décrit de manière complète et compréhensible pour le type d'investisseurs visés les différentes stratégies utilisées pour atteindre l'objectif de gestion :

- L'existence de stratégies particulières concernant les secteurs industriels, géographiques ou d'une autre nature.
- Le type de gestion adopté (par exemple, capital amorçage, capital risque, capital développement, etc.).

- La description des catégories d'actifs :

Le prospectus doit mentionner l'ensemble des classes d'actifs qui entreront dans la composition de l'actif du fonds.

- La description de la stratégie sur les valeurs mobilières dans lesquels le fonds entend investir et qui entreront dans la composition du portefeuille du fonds :

La description des catégories d'actifs dans lesquels le fonds entend investir, leur contribution à la réalisation de l'objectif de gestion et l'articulation entre ces différentes catégories pour atteindre l'objectif de gestion, notamment répartition géographique et/ou sectorielle, existence de critères relatifs à la notation, concentration sur certains types d'émetteurs (États, émetteurs privés de petite/moyenne/grande capitalisation).

3 - Profil de risques :

L'objectif de cette rubrique est de donner une information pertinente sur les risques auxquels s'expose l'investisseur que ce soit au titre des investissements non cotés qu'au titre des autres d'investissements. Le profil de risques du fonds ne se limite pas à la description des instruments dans lesquels le fonds est investi. Il comprend deux types de risques :

- Les risques généraux liés au fonds (exemple faible liquidité, etc.),
- Les risques liés à la stratégie de gestion mise en œuvre par le fonds.

Le prospectus a pour vocation de décliner de façon détaillée et hiérarchisée les risques. Par exemple :

a) Mention des caractéristiques spécifiques du fonds, notamment liées aux investissements dans des entreprises non cotées (absence de liquidité des titres, risque lié au caractère innovant, risque lié à la sélection des entreprises, durée de blocage, etc.)

b) Le risque que la performance du fonds ne soit pas conforme à ses objectifs, aux objectifs de l'investisseur (en précisant que ce dernier risque dépend de la composition du portefeuille de l'investisseur)



- c) Le risque que le capital investi ne soit pas intégralement restitué (risque de perte en capital)
d) Mention spécifique lorsque la valeur liquidative est susceptible de ne pas refléter la valeur exacte du portefeuille.

4 - Garantie ou protection (le cas échéant) :

La rubrique « Garantie » n'est à renseigner que dans la mesure où il existe « une garantie » ou « une protection » du capital que le porteur a investi.

Le terme « garantie » est utilisé quand le porteur bénéficie de la garantie totale du capital qu'il a investi. Le terme « protection » est utilisé lorsque le porteur bénéficie d'une protection partielle du capital qu'il a investi.

5 - Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type

L'objectif de cette rubrique est de définir à quel type d'investisseur le produit est destiné tout en explicitant quel est le profil type de l'investisseur pour lequel le fonds a été créé, ainsi que la durée de placement recommandée.

- S'agissant du profil type de l'investisseur, sa description est complétée par les éléments suivants :
 - Le placement est risqué du fait notamment de la faible liquidité du fonds
 - La part limitée du patrimoine du souscripteur qu'il est raisonnable d'investir dans ce fonds
 - Une information sur la nécessité de diversification des placements
 - La durée de blocage des avoirs, l'investisseur n'ayant pas accès à l'argent investi pendant ... années.

- S'agissant de la durée de placement recommandée, celle-ci doit être cohérente avec l'objectif de gestion et les catégories de valeurs mobilières dans lesquels le fonds investit. Elle doit être cohérente avec l'horizon de liquidité du fonds.

6 - Modalités d'affectation des résultats :

Cette rubrique précise la politique d'affectation des résultats.

Dans la mesure où des réinvestissements sont prévus, description du mécanisme et des modalités des parts de réemploi qui ne peuvent être que de même nature que celle des parts émises initialement.

III. - Informations d'ordre économique :

1 - Régime fiscal :

Mentionner les articles du code de l'impôt sur les revenus des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés applicables.

Rappeler que la délivrance de l'agrément du Conseil du Marché Financier ne signifie pas que le fonds présenté est éligible aux dispositifs fiscaux mentionnés (bénéficie automatique des avantages fiscaux sus mentionnés).

2 - Frais et commissions :

2.1 - Les droits d'entrée et de sortie :

« Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises au fonds servent à compenser les frais supportés par le fonds pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au distributeur, etc. ».

Rappeler que les opérations de rachat ne peuvent pas être réalisées à tout moment. (Le cas échéant, indiquer la période dans laquelle sont autorisées les opérations de rachat).



Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise au fonds	Valeur de souscription x Nombre de parts	A %, fourchette, taux maximum, modalités particulières
Commission de souscription acquise au fonds	Valeur de souscription x Nombre de parts	B %
Commission de rachat non acquise au fonds	Valeur liquidative x Nombre de parts	C %, fourchette, taux maximum, modalités particulières
Commission de rachat acquise au fonds	Valeur liquidative x Nombre de parts	D %

2.2 - Frais de fonctionnement et de gestion :

L'ensemble des frais doit être présenté sous forme de tableau comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- L'ensemble des frais supportés par le fonds afin d'assurer le bon fonctionnement (rémunération de la société de gestion, honoraires du commissaire aux comptes, frais de constitution, frais de dépositaire, frais perçus, le cas échéant, par les délégataires, etc.). Une information sur la politique de prélèvement retenue en fin de vie du fonds (période de préliquidation, le cas échéant, et période de liquidation), lorsque ce dernier entre dans la phase de cession de ses participations, et notamment en cas de baisse de la valeur liquidative.

- Mentionner si le fonds va subir des frais induits par l'achat de parts ou actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières. (frais indirects)

IV. - Informations d'ordre commercial :

1 - Parts de carried interest

Récapitulatif de ce qui figure à la rubrique profil d'investisseur

Parts	Investisseurs concernés	Etc.
A		
B		
....		

Concernant les parts de « carried interest », il faut décrire de manière exhaustive les modalités de partage de la plus-value.

2 - Modalités de souscription

Les ordres de souscription sont centralisés chez (son nom), jusqu'à [jj/mm/aaaa] et heure.

Précisions à apporter lors des demandes de souscription :

- La durée de la période ou des périodes de souscription (date de début, date de fin et cut off), il convient d'indiquer la date de fin de souscription.

- La mention et l'adresse de l'organisme désigné pour recevoir les souscriptions.

- Le cas échéant, le montant minimum de souscription.

- Le cas échéant, préciser si la société de gestion se réserve la possibilité d'ouvrir une nouvelle période de souscription.



C. J.

- Le cas échéant, préciser si la société de gestion a la possibilité de clôturer la période de souscription par anticipation, soit par décision de la société de gestion, soit si un certain montant de souscription est atteint.
- La valeur nominale d'origine.
- La valeur de souscription des parts du fonds pendant la période de souscription.
- L'existence d'un bulletin de souscription.

3 - Modalités de rachat :

Les ordres de rachat sont centralisés chez ... (son nom), jusqu'à [jj/mm/aaaa] et heure.
Précisions à apporter pour les demandes de rachat : Le cas échéant, indiquer la durée de blocage du fonds pendant laquelle les demandes de rachat ne sont pas autorisées. Dans ce cas, indiquer la durée de blocage et, le cas échéant, les cas de déblocage anticipé prévus par le règlement intérieur.

Si les opérations de rachat sont autorisées, préciser :

- Le mode de remboursement : en numéraire.
- La mention et l'adresse de l'organisme désigné pour recevoir les rachats.
- Les rachats à la dissolution du fonds : en numéraire ou en titres de sociétés dans lesquelles le fonds détient une participation, à la demande du porteur et si aucune clause ne vient limiter leur cessibilité.

4 - Date et périodicité de calcul de la valeur liquidative (à préciser)

5 - Lieu et modalités de publication ou de communication de la valeur liquidative (à préciser)

6 - Date de clôture de l'exercice (à préciser)

V. - Informations complémentaires :

1 - modalités d'obtention des documents :

Certains documents peuvent être adressés sur demande écrite au porteur de parts ou au public.
Ajouter la mention suivante :

« Au moment de la souscription, il est précisé les modalités d'obtention du prospectus et du règlement intérieur ainsi que du dernier rapport annuel.

Ces éléments peuvent être tenus à disposition du public sur un site électronique ou, à défaut, doivent être adressés sur simple demande écrite.

Le prospectus, le règlement intérieur, le dernier rapport annuel et les derniers états financiers annuels relatifs au dernier exercice clôturé doivent être disponibles sur simple demande écrite du porteur, dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la demande. Sur option du porteur, ces documents doivent pouvoir lui être adressés sous forme électronique.

Ces documents peuvent également être disponibles sur le site Internet de la société de gestion à l'adresse suivante (à compléter). »

2 - Date d'agrément/constitution :

« Ce fonds a été agréé par le Conseil du Marché Financier le [jj/mm/aaaa].

Il a été constitué le [jj/mm/aaaa] » (La date de constitution correspond à la date de dépôt des fonds et doit être renseignée dès lors que les fonds ont été déposés et ce, lors d'une mise à jour du prospectus).

3 - Date de publication du prospectus :

La date de publication doit être mise à jour lors de chaque modification.



4 - Avertissement final :

« Le prospectus doit être remis préalablement aux souscripteurs. »

VI - Responsables du prospectus :

1- Nom et fonctions des personnes physiques qui assument la responsabilité du prospectus.

Ces personnes sont les présidents directeurs généraux des conseils d'administration du dépositaire et du gestionnaire ou leurs directeurs généraux.

2- Attestation des responsables certifiant que, à leur connaissance et pour la partie du prospectus dont ils assument la responsabilité, les données de celui-ci sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'information fausse ou trompeuse. La signature de la personne ou des personnes qui assument la responsabilité du prospectus sera précédée de la formule :

« A notre connaissance, les données du présent prospectus sont conformes à la réalité (législation et réglementation en vigueur et règlement intérieur du fonds) ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur les caractéristiques du fonds, son gestionnaire, son dépositaire, son distributeur, ses caractéristiques financières, les modalités de son fonctionnement ainsi que sur les droits attachés aux titres offerts ; elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée».

3- Politique d'information.

- Nom et numéro de téléphone du responsable de l'information.



A handwritten signature in blue ink, located in the bottom right area of the page. The signature is stylized and appears to be a personal name.

ANNEXE 3
PROSPECTUS TYPE DU FONDS
BENEFICIAINT D'UNE PROCEDURE ALLEGEE

I. - Présentation succincte :

La première page du prospectus dresse une présentation succincte du fonds bénéficiant d'une procédure allégée de la manière suivante :

« Le présent document contient des informations importantes et devra être lu avec soin avant de souscrire à tout investissement ».

1 – Avertissement :

« Le fonds bénéficiant d'une procédure allégée est soumis à l'agrément du Conseil du Marché Financier. Il est soumis à des règles de gestion spécifiques.

Nous attirons votre attention sur le fait que les parts de ce fonds bénéficiant d'une procédure allégée ne peuvent être souscrites ou acquises que par des investisseurs avertis.

Toute personne qui souscrit ou acquiert des parts du fonds bénéficiant d'une procédure allégée ne peut les céder ou transmettre ses parts qu'à d'autres investisseurs répondant aux conditions précitées dans les modalités et conditions prévues par le règlement intérieur. »

2 - Tableau récapitulatif présentant la liste des autres fonds d'ores et déjà gérés par la société de gestion et le pourcentage de leur actif éligible au quota atteint à la dernière date connue.

3 - Type de fonds :

FCPR allégé Fonds d'amorçage allégé

4 - Dénomination :

.....

5 - Durée de blocage :

.....

6 - Durée de vie du fonds bénéficiant d'une procédure allégée :

.....

7 - Dénomination des intervenants dans la vie du fonds bénéficiant d'une procédure allégée et leurs coordonnées (y compris, le cas échéant, les adresses de leurs sites Internet respectifs) :

- La société de gestion
- Le dépositaire
- Le cas échéant, les autres délégataires (nom + fonction déléguée par délégataire)
- Le commissaire aux comptes
- Le cas échéant, le ou les distributeurs

8 - Désignation d'un point de contact :

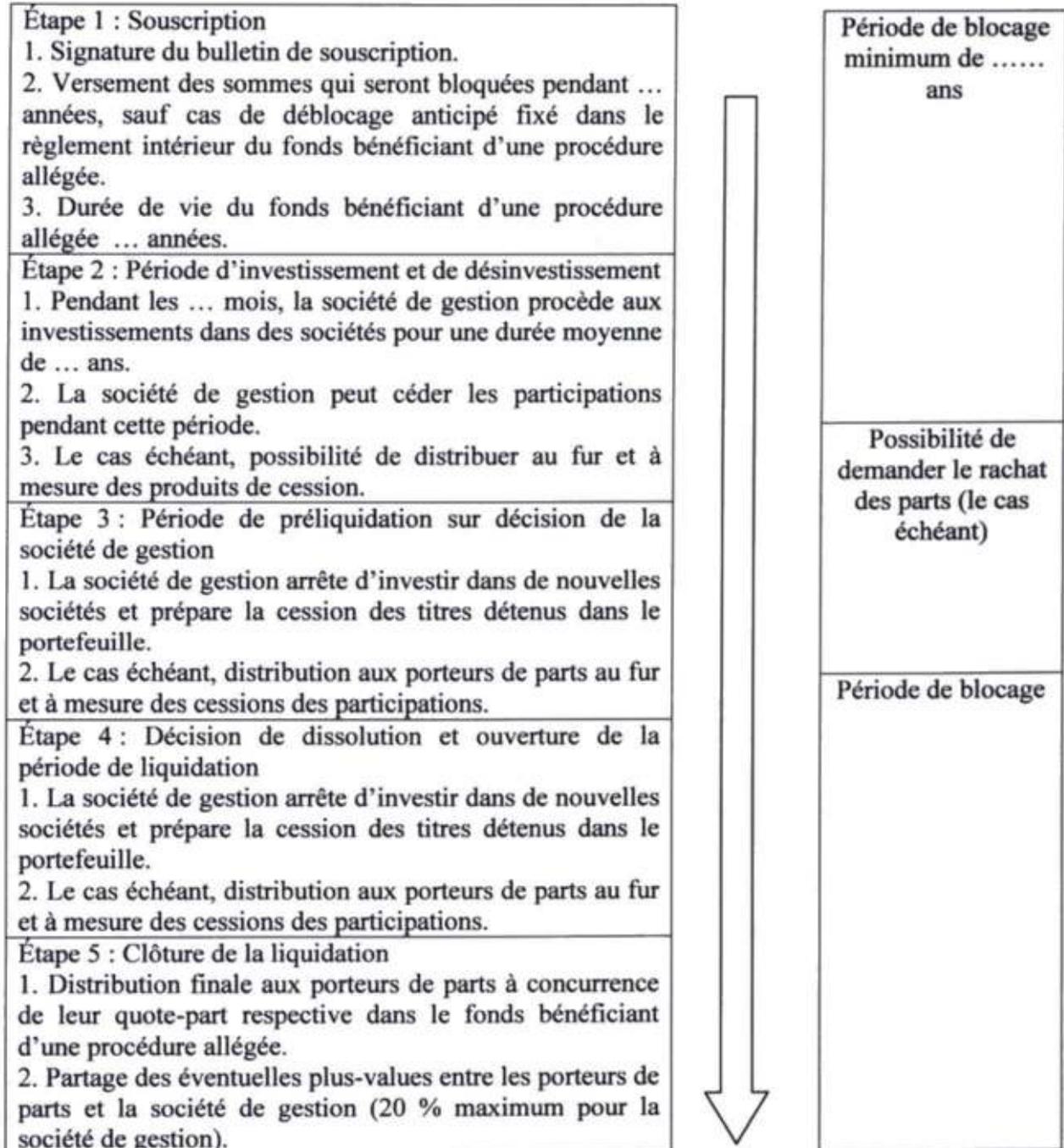
Mentionner un point de contact téléphonique et une adresse courriel permettant au souscripteur de joindre plus facilement la société de gestion en cas de demande d'informations.



9 - Synthèse de l'offre « Feuille de route de l'investisseur » (Trame type à adapter selon les caractéristiques du fonds bénéficiant d'une procédure allégée) :

La société de gestion adaptera le schéma aux caractéristiques propres du fonds bénéficiant d'une procédure allégée en tenant compte par exemple de la durée de vie.

FEUILLE DE ROUTE DE L'INVESTISSEUR :



II. - Informations concernant les investissements :

1 - Objectif et stratégie d'investissement :

Présentation de l'objectif global de gestion poursuivi par le fonds bénéficiant d'une procédure allégée ainsi que les principales classes d'actifs qui entreront dans la composition de son portefeuille.

La stratégie d'investissement mise en œuvre est déclinée par classe d'actifs.

2 - Profil de risque :

L'objectif de cette rubrique est de donner une information pertinente sur les risques auxquels s'expose l'investisseur que ce soit au titre des investissements non cotés qu'au titre des autres d'investissements. Le profil de risque du fonds bénéficiant d'une procédure allégée ne se limite pas à la description des instruments dans lesquels le fonds bénéficiant d'une procédure allégée est investi. Il comprend deux types de risques :

- Les risques généraux liés au fonds bénéficiant d'une procédure allégée (exemple faible liquidité, etc.)
- Les risques liés à la stratégie de gestion mise en œuvre par le fonds bénéficiant d'une procédure allégée.

3 - Garantie ou protection (le cas échéant) :

La rubrique « Garantie » n'est à renseigner que dans la mesure où il existe « une garantie » ou « une protection » du capital que le porteur a investi.

Le terme « garantie » est utilisé quand le porteur bénéficie de la garantie totale du capital qu'il a investi. Le terme « protection » est utilisé lorsque le porteur bénéficie d'une protection partielle du capital qu'il a investi.

4 - Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type :

L'objectif de cette rubrique est de définir à quel type d'investisseur le produit est destiné tout en explicitant quel est le profil type de l'investisseur pour lequel le fonds a été créé, ainsi que la durée de placement recommandée.

5 - Modalités d'affectation des résultats :

Cette rubrique précise la politique d'affectation des résultats.

Dans la mesure où des réinvestissements sont prévus, description du mécanisme et des modalités des parts de réemploi qui ne peuvent être que de même nature que celle des parts émises initialement.

III. - Informations d'ordre économique :

1 - Régime fiscal :

Mentionner les articles du code de l'impôt sur les revenus des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés applicables.

Rappeler que la délivrance de l'agrément du Conseil du Marché Financier ne signifie pas que le fonds bénéficiant d'une procédure allégée est éligible aux dispositifs fiscaux mentionnés (bénéficie automatiquement des avantages fiscaux sus mentionnés).

2 - Frais et commissions :

2.1 - Les droits d'entrée et de sortie :

2.2 - Frais de fonctionnement et de gestion :



IV. - Informations d'ordre commercial :

1 - Parts de carried interest :

Récapitulatif de ce qui figure à la rubrique profil d'investisseur

Parts	Investisseurs concernés	Etc.
A		
B		
....		

Concernant les parts de « carried interest », il faut décrire de manière exhaustive les modalités de partage de la plus-value.

2 - Modalités de souscription :

Les ordres de souscription sont centralisés chez (son nom), jusqu'à [jj/mm/aaaa] et heure.

Précisions à apporter lors des demandes de souscription :

- La durée de la période ou des périodes de souscription (date de début, date de fin), il convient d'indiquer la date de fin.
- La mention et l'adresse de l'organisme désigné pour recevoir les souscriptions.
- Le cas échéant, le montant minimum de souscription.
- Le cas échéant, préciser si la société de gestion se réserve la possibilité d'ouvrir une nouvelle période de souscription.
- Le cas échéant, préciser si la société de gestion a la possibilité de clôturer la période de souscription par anticipation, soit par décision de la société de gestion, soit si un certain montant de souscription est atteint.
- La valeur nominale d'origine.
- La valeur de souscription des parts du fonds bénéficiant d'une procédure allégée pendant la période de souscription.
- L'existence d'un bulletin de souscription.

3 - Modalités de rachat :

Les ordres de rachat sont centralisés chez ... (son nom), jusqu'à [jj/mm/aaaa] et heure.

Précisions à apporter pour les demandes de rachat :

- Le cas échéant, indiquer la durée de blocage pendant laquelle les demandes de rachat ne sont pas autorisées ainsi que les cas de déblocage anticipé prévus par le règlement intérieur.
- Si les opérations de rachat sont autorisées, préciser :
 - Le mode de remboursement : en numéraire
 - La mention et l'adresse de l'organisme désigné pour recevoir les rachats

Les rachats à la dissolution du fonds bénéficiant d'une procédure allégée : en numéraire ou en titres de sociétés dans lesquelles le fonds bénéficiant d'une procédure allégée détient une participation, à la demande du porteur et si aucune clause ne vient limiter leur cessibilité.

4 - Date et périodicité de calcul de la valeur liquidative (à préciser)

5 - Lieu et modalités de publication ou de communication de la valeur liquidative (à préciser)

6 - Date de clôture de l'exercice (à préciser)



V. - Informations complémentaires :

1 – modalités d'obtention des documents :

.....

2 - Date d'agrément/constitution :

« Ce fonds bénéficiant d'une procédure allégée a été agréé par le Conseil du Marché Financier le [jj/mm/aaaa].

Il a été constitué le [jj/mm/aaaa] » (La date de constitution correspond à la date de dépôt des fonds et doit être renseignée dès lors que les fonds ont été déposés et ce, lors d'une mise à jour du prospectus).

3 - Date de publication du prospectus :

La date de publication doit être mise à jour lors de chaque modification.

4 - Avertissement final :

« Le prospectus doit être remis préalablement aux souscripteurs. »

VI - Responsables du prospectus :

1. Nom et fonctions des personnes physiques qui assument la responsabilité du prospectus.

Ces personnes sont les présidents directeurs généraux des conseils d'administration du dépositaire et du gestionnaire ou leurs directeurs généraux.

2. Attestation des responsables certifiant que, à leur connaissance et pour la partie du prospectus dont ils assument la responsabilité, les données de celui-ci sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'information fausse ou trompeuse. La signature de la personne ou des personnes qui assument la responsabilité du prospectus sera précédée de la formule :

« A notre connaissance, les données du présent prospectus sont conformes à la réalité (léislation et réglementation en vigueur et règlement intérieur du fonds bénéficiant d'une procédure allégée) ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur les caractéristiques du fonds bénéficiant d'une procédure allégée, son gestionnaire, son dépositaire, son distributeur, ses caractéristiques financières, les modalités de son fonctionnement ainsi que sur les droits attachés aux titres offerts ; elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée ».

3. Politique d'information :

- Nom et numéro de téléphone du responsable de l'information.



ANNEXE 4 RÈGLEMENT INTERIEUR TYPE DU FONDS

Un fonds régi par le chapitre deux bis du code des organismes de placement collectif est constitué à l'initiative de :

- La société de gestion (décliner la dénomination sociale, l'adresse et le numéro d'agrément)
- Le dépositaire (décliner la dénomination sociale, l'adresse)

Avertissement : « La souscription de parts du fonds emporte acceptation de son règlement intérieur. »

Date d'agrément du fonds par le Conseil du marché financier le

Avertissement :

« Le Conseil du Marché Financier attire votre attention sur le fait que votre argent est bloqué pendant une durée de ... années, (sauf cas de déblocage anticipé prévus dans le règlement intérieur). Le fonds est principalement investi dans des entreprises non cotées en bourse qui présentent des risques particuliers.

Vous devez prendre connaissance des facteurs de risques de ce fonds décrits à la rubrique «profil de risque ».

Enfin, l'agrément du Conseil du Marché Financier ne signifie pas que vous bénéficierez automatiquement des différents dispositifs fiscaux présentés par la société de gestion. Cela dépendra notamment du respect par ce produit de certaines règles d'investissement, de la durée pendant laquelle vous le détiendrez et de la situation individuelle de chaque investisseur. »

Titre I - Présentation générale

Article 1 - Dénomination

Le fonds est dénommé [le cas échéant, tous les actes et documents se rapportant au fonds doivent toujours être précédés de la mention « fonds »].

Article 2 - Forme juridique et constitution du fonds :

Le fonds est une copropriété de valeurs mobilières. N'ayant pas de personnalité morale, la société de gestion représente le fonds à l'égard des tiers.

Le dépositaire établit une attestation de dépôt pour le fonds mentionnant expressément le nom du fonds et précisant les montants versés en numéraire. La notion de copropriété implique qu'il y ait deux porteurs au moins.

La date de dépôt des fonds détermine la date de constitution du fonds.

Article 3 - Orientation de gestion :

Objectif et stratégie d'investissement.

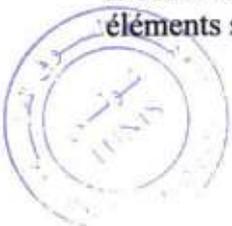
Titre II - Description des investissements

Article 4 - Orientation de gestion

4.1 - Objectif et stratégie d'investissement :

Le fonds a pour objectif de gestion :

Il convient de décrire la stratégie d'investissement par classe d'actifs qui peut comprendre les éléments suivants :



- Titres participatifs ou titres de capital de sociétés, ou donnant accès au capital de sociétés, en précisant la nature des titres dans lesquels la société de gestion s'autorise à investir.
- Actions donnant accès au capital de sociétés :

- Répartition géographique et/ou sectorielle des émetteurs.
- Niveau de capitalisation (petites, moyennes, grandes).
- Autres critères de sélection.

- Détention d'actions ou de parts d'autres OPCVM:

Dans le cas où le fonds souscrit des actions ou des parts d'OPCVM ou des droits représentatifs d'un placement financier dans une autre entité gérée par la même société de gestion ou une société liée, une mention doit le préciser dans le règlement intérieur.

Pour les dépôts, le règlement intérieur doit mentionner les caractéristiques, le niveau et la description de la contribution à la réalisation de l'objectif de gestion.

Pour les avances en compte courant, il convient de préciser leur pourcentage maximum par rapport à l'actif du fonds.

- L'objectif recherché (l'ensemble des opérations devant être limitée à la réalisation de l'objectif)

- Gestion de la trésorerie
- Optimisation des revenus du fonds allégé
- Autre nature

- Le niveau d'utilisation moyen et maximum envisagé.

4.2 - Règles d'investissement

Préciser quelles sont les règles d'investissement applicables au fonds (quota d'investissement et hors quota d'investissement).

4.3 - Règles de co-investissement et de co-désinvestissement, transferts de participations et prestations de services effectuées par la société de gestion ou des sociétés qui lui sont liées.

Préciser quelles sont les règles mises en place par la société de gestion pour préserver l'intérêt des porteurs de parts notamment en cas de conflits d'intérêts tout en mentionnant les modalités d'information des porteurs de parts.

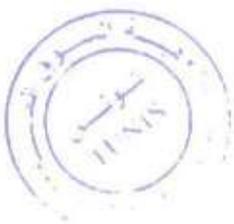
4.4 - Profil de risque

La société de gestion veille à donner une information pertinente sur les risques auxquels s'expose l'investisseur que ce soit au titre des investissements non cotés ou au titre des autres d'investissements.

Titre III - Les modalités de fonctionnement

Article 5 - Parts du Fonds

Les droits des porteurs sont exprimés en parts. Chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du Fonds. Chaque porteur de parts dispose d'un droit sur la fraction de l'actif net du Fonds proportionnelle au nombre de parts possédées.



Mention optionnelle

Les parts pourront être fractionnées, sur décision (préciser l'organe compétent) de la société de gestion en (préciser dixièmes, centièmes, millièmes, ou dix-millièmes).

Les dispositions du règlement intérieur qui régissent l'émission et le rachat de parts sont applicables aux fractions de parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes les autres stipulations du règlement intérieur relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est stipulé autrement.

Enfin, le (préciser l'organe compétent) de la société de gestion peut, sur ses seules décisions, procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

5.1 - Nombre et valeur des parts

- La valeur nominale d'origine des parts
- Le montant minimum de souscription, le cas échéant

5.2 - Droits attachés aux parts

À décliner les droits attachés aux parts en cas d'attribution en espèces ou en titres.

Article 6 - Montant minimal de l'actif

Il ne peut être procédé au rachat des parts si la valeur d'origine des parts en circulation diminue à 50 000 dinars. Lorsque l'actif demeure pendant quatre vingt dix jours inférieur à 100 000 dinars, le gestionnaire doit procéder à la dissolution du fonds.

Article 7 - Durée de vie du fonds

La durée du fonds est de ans à compter du, sauf les cas de dissolution anticipée visés aux articles 22 septies et 33 du code des Organismes de Placement Collectif.

Le cas échéant, indiquer si la société de gestion a la possibilité de proroger la durée de vie du fonds.

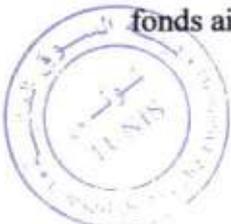
Le cas échéant, la durée du fonds pourra être prorogée de période(s) successive(s) de an chacune, à l'initiative du gestionnaire en accord avec le dépositaire. Cette décision doit être portée à la connaissance des porteurs de parts et du Conseil du Marché Financier au moins trois mois avant l'échéance de sa durée initiale ou d'une précédente prorogation.

Article 8 - Souscription de parts

8.1 - Période de souscription

Précisions à apporter :

- La période de souscription.
- Si les souscriptions ne sont plus reçues à partir d'un certain montant, la durée du préavis à l'issue duquel les nouvelles souscriptions ne sont plus reçues, les modalités de notification aux établissements et aux personnes distribuant les parts du fonds et aux porteurs de parts du fonds ainsi que les règles d'exécution des ordres de souscription.
- Si la période de souscription peut être clôturée par anticipation, la durée du préavis à l'issue duquel les nouvelles souscriptions ne sont plus reçues, les modalités de notification aux établissements et aux personnes distribuant les parts du fonds et aux porteurs de parts du fonds ainsi que les règles d'exécution des ordres de souscription.



- Si la période de souscription peut être réouverte, les modalités d'information des porteurs de parts.
- Le minimum de souscription (seules les souscriptions en numéraire sont autorisées).
- Les commissions d'émission (en pourcentage, forfaitaire, progressif ou dégressif) ainsi que les frais de constitution supportés par le fonds (montant, assiette de calcul et date de prélèvement).
- Sur quelle valeur liquidative les souscriptions sont réalisées.

8.2 - Modalités de souscription

Précisions à apporter :

- Les modalités de souscription : en numéraire
- La valeur nominale d'origine
- Le cas échéant, le montant minimum de souscription ou d'engagement
- Les droits d'entrée applicables (le cas échéant)
- Indiquer la durée du préavis à l'issue duquel les nouvelles souscriptions ne sont plus reçues, les modalités de notification aux établissements et/ou personnes qui distribuent les parts du fonds, aux porteurs de parts ainsi que les règles d'exécution des ordres de souscription.

Article 9 - Rachat de parts

Précisions à apporter :

- Modalités de rachat des parts
- La durée éventuelle de blocage des rachats.
- Sur quelle valeur liquidative les rachats sont réalisés.
- Les commissions de rachat (en pourcentage, forfaitaires, progressifs ou dégressifs). Les rachats sont réglés par le dépositaire dans un délai maximum de 3 jours.

Article 10 - Cession de parts

Préciser la faculté offerte aux porteurs de parts de céder à tout moment leurs parts à un tiers ou à un autre porteur de parts ainsi que les conséquences de la solidarité qui lie les porteurs successifs de parts cédées.

Article 11 - Distribution de revenus

Le résultat net des organismes de placement collectif en valeurs mobilières est égal à la somme des montants provenant des intérêts, primes, dividendes, arrérages, jetons de présence et de tous autres produits relatifs aux titres constituant les portefeuilles de ces organismes et des produits des sommes momentanément non utilisées et diminuée du montant des frais et commissions d'exploitation et de gestion.

Les sommes distribuables sont égales au résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué, selon le cas, du solde du compte de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos.

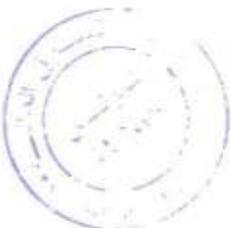
La société de gestion décide de la répartition des résultats.

Le fonds peut opter pour l'une des formules suivantes :

- La capitalisation pure : les sommes distribuables sont intégralement capitalisées.
- La distribution pure : les sommes distribuables sont intégralement distribuées, aux arrondis près.

Article 12 - Distribution des produits de cession

Préciser les modalités de distribution et de calcul.



Article 13 - Règles de valorisation et calcul de la valeur liquidative

Préciser :

- La date et la périodicité de calcul de la valeur liquidative.
- Les règles d'évaluation et de comptabilisation des actifs.

Article 14 - Exercice comptable

L'exercice comptable commence le de chaque année et se termine le de l'année suivante.

Le cas échéant : Exceptionnellement, le premier exercice commence le et se termine le de l'année suivante.

Article 15 – Informations périodiques

À la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les états financiers annuels et le rapport annuel pendant l'exercice écoulé.

Les états financiers annuels sont certifiés par le commissaire aux comptes

L'inventaire est certifié par le dépositaire.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier ou par email à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition auprès de la société de gestion.

À chaque fin de semestre, la société de gestion établit la valeur liquidative du fonds.

Article 16 - Gouvernance du fonds

À adapter selon le cas :

Le cas échéant, le comité consultatif (stratégique) et/ou le comité des investissements du fonds.

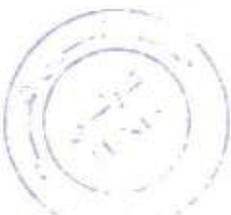
Il convient de préciser :

- Les modalités de constitution du comité consultatif (stratégique) ou du comité des investissements.
- Les missions du comité consultatif (stratégique) ou du comité des investissements.
- Les modalités de désignation de leurs membres ainsi que la durée de leur mandat.
- Le cas échéant les modalités de renouvellement de leurs membres.
- Le cas échéant, la rémunération envisagée de leurs membres.
- Les modalités de prise de décision d'investissement et de désinvestissement, de révocation du gestionnaire, (droits de vote)
- Les conditions de convocation.

Le comité consultatif (stratégique) ou le comité des investissements ne donne qu'un avis. Il ne prend pas de décisions d'investissement. Seule la société de gestion est habilitée à prendre les décisions d'investissement et de désinvestissement.

Article 17- Les modifications affectant le fonds

Pour les modifications soumises à déclaration il faut préciser les modalités de réception des avis des porteurs de parts les concernant ainsi que le pourcentage minimum de voix nécessaires pour agréer les modifications prévues.



Titre IV - Les intervenants dans la vie du fonds

Article 18 - La société de gestion

La gestion du fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le fonds.

La société de gestion agit en toutes circonstances pour le compte des porteurs de parts et exerce les droits de vote attachés aux titres compris dans le fonds.

Mentionner l'ensemble des tâches incombant à la société de gestion.

Article 19 - Le dépositaire

Le dépositaire assure la conservation des actifs compris dans le fonds, dépouille les ordres de la société de gestion concernant les achats et les ventes de titres ainsi que ceux relatifs à l'exercice des droits de souscription et d'attribution attachés aux valeurs comprises dans le fonds. Il assure tous encaissements et paiements.

Le dépositaire doit s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion prises au nom du fonds.

Mentionner l'ensemble des tâches incombant au dépositaire.

Article 20 - Le délégataire administratif et comptable

La société de gestion a délégué l'activité de gestion administrative et comptable à

Article 21 - Le commissaire aux comptes

Un commissaire aux comptes est désigné pour trois exercices par le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion.

Il effectue les diligences et contrôles prévus par la loi et notamment certifie les états financiers annuels.

Il porte à la connaissance du Conseil du Marché Financier, ainsi qu'à celle de la société de gestion du Fonds, les irrégularités et inexactitudes qu'il a relevées dans l'accomplissement de sa mission.

Titre V - Frais de fonctionnement et de gestion du fonds

Article 22 - Frais de fonctionnement

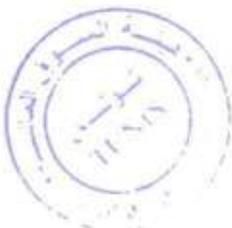
Préciser l'ensemble des frais à la charge du fonds, leur assiette, date et périodicité de paiement...

Ces frais comprennent notamment :

- Les frais de gestion financière, administrative et comptable
- Les frais de dépositaire comprenant les frais de conservation
- Les honoraires du commissaire aux comptes ou frais d'audit
- Les frais de constitution
- Autres frais

Article 23 - Autres frais indirects liés à l'investissement du fonds dans d'autres parts ou actions d'OPCVM

Mentionner si le fonds va subir des frais induits par l'achat de parts ou actions d'OPCVM. Il s'agit de l'ensemble des frais indirects supportés par le fonds à l'occasion de l'investissement dans des OPCVM.



Titre VI - Opérations de restructuration et organisation de la fin de vie du fonds

Article 24 - Préliquidation

La préliquidation est une période permettant à la société de gestion de préparer la liquidation du fonds et de diminuer d'autant la durée de la période de liquidation. La société de gestion peut décider de faire entrer le fonds en préliquidation.

24.1 - Conditions d'ouverture de la période de pré liquidation

La période de préliquidation ne peut être ouverte que dans l'un des cas suivants :

- à compter de l'ouverture de l'exercice suivant la clôture de son cinquième exercice si, depuis l'expiration d'une période de souscription de dix-huit mois au plus tard qui suit immédiatement la date de sa constitution, il n'a pas été procédé à de nouvelles souscriptions de parts.
- à compter de l'ouverture de l'exercice suivant la clôture du cinquième exercice qui suit celui au cours duquel sont intervenues les dernières souscriptions, dans les autres cas.

Dans ce cas, la société de gestion déclare auprès du Conseil du Marché Financier et centre de contrôle des impôts compétent de résultats l'ouverture de la période de préliquidation du fonds.

Après déclaration au Conseil du Marché Financier et au moins trois jours ouvrés avant l'ouverture de la période de préliquidation, la société de gestion adresse aux porteurs de parts une information individuelle (sous forme de lettre ou de documentation d'information) portant sur l'ouverture de cette période et précisant les conséquences éventuelles sur la gestion du fonds.

24.2 - Conséquences liées à l'ouverture de la préliquidation

Pendant la période de préliquidation, le Fonds est soumis à des modalités particulières de fonctionnement en vue de faciliter la liquidation des actifs du portefeuille par la société de gestion.

Ces modalités particulières de fonctionnement sont les suivantes :

- permettre de nouvelles souscriptions de parts ;
- détenir à son actif à compter de l'ouverture de l'exercice qui suit celui au cours duquel est ouverte la période de préliquidation que :
 - des titres ou droits de sociétés non admises aux négociations sur le marché principal de la cote de la bourse des valeurs mobilières de Tunis ou des titres ou droits de sociétés admises aux négociations sur le marché principal de la cote de la bourse des valeurs mobilières de Tunis qui ont été pris en compte pour le calcul du taux d'emploi prévu à l'article 22 bis du présent code, ainsi que les avances en compte courant associés à ces mêmes sociétés ;
 - des placements des produits de cession de ses actifs et autres produits en instance de distribution au plus tard à la clôture de l'exercice suivant celui au cours duquel a eu lieu la cession ou la réalisation des produits, et du placement de sa trésorerie à hauteur de 20 % de son actif.

Article 25 - Dissolution

Si les actifs du fonds demeurent inférieurs, pendant quatre vingt dix jours, au montant de 100 000 Dinars, la société de gestion en informe le Conseil du Marché Financier et procède à la dissolution du fonds.



La société de gestion peut dissoudre par anticipation le fonds après agrément du Conseil du Marché Financier. Elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du fonds en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsqu'aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe le Conseil du Marché Financier par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse au Conseil du Marché Financier le rapport du commissaire aux comptes.

Article 26 - Liquidation

En cas de dissolution, la société de gestion, est chargée des opérations de liquidation. À défaut, le liquidateur est désigné en justice.

Elle est investie, à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

Cas particulier des parts de carried interest

Le règlement intérieur du fonds fixe les modalités de gestion des parts de carried interest. Il faut notamment préciser que les porteurs de parts de carried interest ne peuvent procéder au rachat de leurs parts qu'après le rachat ou le remboursement des autres parts souscrites dans la limite des sommes libérées ou à la fin des procédures de liquidation du fonds.

Lors de la distribution du boni de liquidation par le liquidateur, la part qui revient aux porteurs de parts de carried interest ne peut dépasser 20% du boni de liquidation.

Article 27 - Modifications du règlement intérieur

Toute proposition de modification du règlement intérieur du fonds est prise à l'initiative de la société de gestion. Cette modification ne devient effective qu'après information ou acceptation du dépositaire et agrément du Conseil du Marché Financier s'il s'agit d'une mutation ou qu'après notification au Conseil du Marché Financier préalablement à sa mise en œuvre s'il s'agit d'un changement.

La société de gestion transmet au Conseil du Marché Financier le règlement intérieur du fonds dûment signé par les parties concernées ainsi que le prospectus mis à jour.

L'information délivrée aux porteurs de parts doit identifier clairement les mutations des changements soumis à simple déclaration.

Article 28 - Contestation - Élection de domicile

Toutes contestations relatives au fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.



A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'S' followed by a vertical line and a horizontal stroke.

ANNEXE 5
RÈGLEMENT INTERIEUR TYPE DU FONDS BENEFICIAINT D'UNE
PROCEDURE ALLEGEE

Un fonds bénéficiant d'une procédure allégée est constitué à l'initiative de :

- La société de gestion (décliner la dénomination sociale, l'adresse et le numéro d'agrément)
- Le dépositaire (décliner la dénomination sociale, l'adresse)

Avertissement :

« Le fonds bénéficiant d'une procédure allégée est soumis à l'agrément du Conseil du Marché Financier. Il est soumis à des règles de gestion spécifiques.

Nous attirons votre attention sur le fait que les parts de ce fonds bénéficiant d'une procédure allégée ne peuvent être souscrites ou acquises que par des investisseurs avertis.

Toute personne qui souscrit ou acquiert des parts du fonds bénéficiant d'une procédure allégée ne peut les céder ou transmettre ses parts qu'à d'autres investisseurs répondant aux conditions précitées dans les modalités et conditions prévues par le règlement intérieur. »

Titre I - Présentation générale

Article 1 - Dénomination

.....

Article 2 - Forme juridique et constitution du fonds bénéficiant d'une procédure allégée

.....

Article 3 – Orientation de gestion

3.1 - Objectif et stratégie d'investissement :

Le fonds bénéficiant d'une procédure allégée a pour objectif de gestion :

Il convient de décrire la stratégie d'investissement par classe d'actifs qui peut comprendre les éléments suivants :

- Titres participatifs ou titres de capital de sociétés, ou donnant accès au capital de sociétés, en précisant la nature des titres dans lesquels la société de gestion s'autorise à investir.
- Actions donnant accès au capital de sociétés :

- Répartition géographique et/ou sectorielle des émetteurs.
- Niveau de capitalisation (petites, moyennes, grandes).
- Autres critères de sélection.
- Détention d'actions ou de parts d'autres OPCVM:

Dans le cas où le fonds bénéficiant d'une procédure allégée souscrit des actions ou des parts d'OPCVM ou des droits représentatifs d'un placement financier dans une autre entité gérée par la même société de gestion ou une société liée, une mention doit le préciser dans le règlement intérieur.

Pour les dépôts, le règlement intérieur doit mentionner les caractéristiques, le niveau et la description de la contribution à la réalisation de l'objectif de gestion.

Pour les avances en compte courant, il convient de préciser leur pourcentage maximum par rapport à l'actif du fonds.

- L'objectif recherché (l'ensemble des opérations devant être limitée à la réalisation de l'objectif)



- Gestion de la trésorerie
- Optimisation des revenus du fonds allégé
- Autre nature
- Le niveau d'utilisation moyen et maximum envisagé

3.2 - Règles d'investissement

Préciser quelles sont les règles d'investissement applicables au fonds (quota d'investissement et hors quota d'investissement).

3.3 - Règles de co-investissement et de co-désinvestissement, transferts de participations et prestations de services effectuées par la société de gestion ou des sociétés qui lui sont liées.

Préciser quelles sont les règles mises en place par la société de gestion pour préserver l'intérêt des porteurs de parts notamment en cas de conflits d'intérêts tout en mentionnant les modalités d'information des porteurs de parts.

3.4 - Profil de risque

La société de gestion veille à donner une information pertinente sur les risques auxquels s'expose l'investisseur que ce soit au titre des investissements non cotés ou au titre des autres d'investissements.

Titre II - Les modalités de fonctionnement

Article 4 - Parts du fonds bénéficiant d'une procédure allégée

Les droits des porteurs sont exprimés en parts. Chaque part correspond à une même fraction de l'actif du fonds. Chaque porteur de parts dispose d'un droit sur la fraction de l'actif net du fonds bénéficiant d'une procédure allégée proportionnelle au nombre de parts possédées.

Mention optionnelle

Les parts pourront être fractionnées, sur décision (préciser l'organe compétent) de la société de gestion en (préciser dixièmes, centièmes, millièmes, ou dix-millièmes).

Les stipulations du règlement intérieur régissant l'émission et le rachat de parts sont applicables aux fractions de parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes les autres stipulations du règlement intérieur relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement.

Enfin, le (préciser l'organe compétent) de la société de gestion peut, sur ses seules décisions, procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

4.1 - Nombre et valeur des parts

- La valeur nominale d'origine des parts ;
- Le montant minimum de souscription, le cas échéant.

4.2 - Droits attachés aux parts

À décliner les droits attachés aux parts en cas d'attribution en espèces ou en titres.

Article 5 - Montant minimal de l'actif



Article 6 - Durée de vie du fonds bénéficiant d'une procédure allégée

La durée du Fonds est de ans à compter du, sauf les cas de dissolution anticipée visés aux articles 22 septies et 33 du code des Organismes de Placement Collectif.

Le cas échéant, indiquer si la société de gestion a la possibilité de proroger la durée de vie du fonds bénéficiant d'une procédure allégée.

Le cas échéant, la durée du fonds bénéficiant d'une procédure allégée pourra être prorogée de période(s) successive(s) de an chacune, à l'initiative du gestionnaire en accord avec le dépositaire. Cette décision doit être portée à la connaissance des porteurs de parts et du Conseil du Marché Financier au moins trois mois avant l'échéance de sa durée initiale ou d'une précédente prorogation.

Article 7 - Souscription de parts

7.1 - Période de souscription

Précisions à apporter :

- La durée de la période ou des périodes de souscription.
- Le cas échéant, préciser si la société de gestion se réserve la possibilité de proroger la période de souscription ainsi que les modalités de mise en œuvre (avec l'accord du dépositaire) et les modalités d'information des porteurs de parts.
- Le cas échéant, préciser si la société de gestion se réserve la possibilité d'ouvrir une nouvelle période de souscription ainsi que les modalités de mise en œuvre (avec l'accord du dépositaire) et les modalités d'information des porteurs de parts.
- Le cas échéant, préciser si la société de gestion a la possibilité de clôturer la période de souscription par anticipation ou par décision de la société de gestion si un montant de levée de souscription est atteint.
- La valeur d'acquisition des parts du fonds pendant la période de souscription.

7.2 - Modalités de souscription

Précisions à apporter :

- Les modalités de souscription : en numéraire
- La valeur nominale d'origine
- Le cas échéant, le montant minimum de souscription ou d'engagement
- Les droits d'entrée applicables (le cas échéant)
- Indiquer la durée du préavis à l'issue duquel les nouvelles souscriptions ne sont plus reçues, les modalités de notification aux établissements et/ou personnes commercialisant le fonds bénéficiant d'une procédure allégée fonds bénéficiant d'une procédure allégée, aux porteurs de parts ainsi que les règles d'exécution des ordres de souscription

Article 8 - Rachat de parts

Précisions à apporter :

- Les modalités de rachat des parts.
- La durée éventuelle de blocage des rachats.
- Sur quelle valeur liquidative les rachats sont réalisés.
- Les commissions de rachat (en pourcentage, forfaitaires, progressifs ou dégressifs). Les rachats sont réglés par le dépositaire dans un délai maximum de 3 jours.

Article 9 - Cession de parts

Même catégorie d'investisseurs



Article 10 - Distribution de revenus

.....

Article 11 - Distribution des produits de cession

.....

Article 12 - Règles de valorisation et calcul de la valeur liquidative

Préciser :

- La date et la périodicité de calcul de la valeur liquidative.
- Les règles d'évaluation et de comptabilisation des actifs.

Article 13 - Exercice comptable

L'exercice comptable commence le de chaque année et se termine le de l'année suivante.

Le cas échéant : Exceptionnellement, le premier exercice commence le et se termine le de l'année suivante.

Article 14 – Informations périodiques

À la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les états financiers annuels et le rapport annuel pendant l'exercice écoulé.

Les états financiers annuels sont certifiés par le commissaire aux comptes

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier ou par email à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition auprès de la société de gestion.

À chaque fin de semestre, la société de gestion établit la valeur liquidative.

Article 15 - Gouvernance du fonds bénéficiant d'une procédure allégée

À adapter selon le cas :

Le cas échéant, le comité consultatif (stratégique) et/ou le comité des investissements du fonds bénéficiant d'une procédure allégée

Il convient de préciser :

- Les modalités de constitution du conseil consultatif ou du comité des investissements.
- Les missions du conseil consultatif ou du comité des investissements.
- Les modalités de désignation de leurs membres ainsi que la durée de leur mandat.
- Le cas échéant les modalités de renouvellement de leurs membres.
- Le cas échéant, la rémunération envisagée de leurs membres.
- Les modalités de prise de décision d'investissement et de désinvestissement, de révocation du gestionnaire, (droits de vote)
- Les conditions de convocation.

Article 16 - règles liées aux modifications intervenant dans la vie du fonds bénéficiant d'une procédure allégée

Pour les modifications soumises à déclaration il faut préciser les modalités de réception des avis des porteurs de parts les concernant ainsi que le pourcentage minimum de voix nécessaires pour agréer les modifications prévues.



Titre III - Les intervenants dans la vie du fonds

Article 17 - La société de gestion

La gestion du fonds bénéficiant d'une procédure allégée est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le fonds bénéficiant d'une procédure allégée.

La société de gestion agit en toutes circonstances pour le compte des porteurs de parts et exerce les droits de vote attachés aux titres compris dans le fonds bénéficiant d'une procédure allégée.

Mentionner l'ensemble des tâches incombant à la société de gestion.

Article 18 - Le dépositaire

Le dépositaire assure la conservation des actifs compris dans le fonds bénéficiant d'une procédure allégée, dépouille les ordres de la société de gestion concernant les achats et les ventes de titres ainsi que ceux relatifs à l'exercice des droits de souscription et d'attribution attachés aux valeurs comprises dans le fonds bénéficiant d'une procédure allégée. Il assure tous encaissements et paiements.

Le dépositaire doit s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion prises au nom du fonds bénéficiant d'une procédure allégée.

Mentionner l'ensemble des tâches incombant au dépositaire.

Article 19 - Le délégué administratif et comptable

La société de gestion a délégué l'activité de gestion administrative et comptable du fonds bénéficiant d'une procédure allégée à

Article 20 - Le commissaire aux comptes

Un commissaire aux comptes est désigné pour trois exercices par le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion.

Il effectue les diligences et contrôles prévus par la loi.

Il porte à la connaissance du Conseil du Marché Financier, ainsi qu'à celle de la société de gestion, les irrégularités et inexactitudes qu'il a relevées dans l'accomplissement de sa mission.

Titre IV - Frais de fonctionnement et de gestion du fonds bénéficiant d'une procédure allégée

Article 21 - Frais de fonctionnement et de gestion du fonds bénéficiant d'une procédure allégée

Titre V - Opérations de restructuration et organisation de la fin de vie du fonds procédure bénéficiant d'une allégée

Article 22 - Pré liquidation

Article 23 - Dissolution

Article 24 - Liquidation

Il faut notamment préciser que les porteurs de parts de carried interest ne peuvent procéder au rachat de leurs parts qu'après le rachat ou le remboursement des autres parts souscrites dans la



limite des sommes libérées ou à la fin des procédures de liquidation du fonds bénéficiant d'une procédure allégée.

Lors de la distribution du boni de liquidation par le liquidateur, la part qui revient aux porteurs de parts de carried interest ne peut dépasser 20% du boni de liquidation.

Article 25 - Modifications du règlement

Article 26 - Contestation - Élection de domicile



ANNEXE 6
TABLEAU DES MODIFICATIONS AFFECTANT LE FONDS ET LE FONDS
BENEFICIAINT D'UNE PROCEDURE ALLEGEE

I-Modifications affectant les fonds

Nature de la modification	Modifications soumises à agrément préalable	Acceptation préalable du dépositaire	Modifications soumises à déclaration	Modalités d'information des porteurs		
				Particulière individuelle des porteurs*	Tout autre Moyen**	Quotidien et BO du CMF
Dénomination du fonds	X	X		X		X
Société de gestion	X	X		X		X
Gestionnaire administratif	X	X				X
Gestionnaire comptable	X	X				X
Dépositaire	X					X
Commissaire aux comptes			X			
Commission de souscription			X		X Uniquement si majoration <i>A posteriori</i>	
Objectif et politique d'investissement	X	X		X		X
Augmentation de la durée de blocage	X	X		X		
Frais, commission de surperformance	X			X	X si diminution <i>a posteriori</i>	
Lieu/modalités d'obtention des informations			X		X	
Le garant	X	X		X		
La durée de vie	X	X		X		
Commission de rachat	X	X		X		
Établissement désigné pour recevoir des souscriptions/ rachats			X	X Information particulière en cas de suppression uniquement ; entrée en vigueur 1 mois de délai	X <i>A posteriori</i>	
Possibilité de limiter ou arrêter les souscription			X	X <i>A posteriori</i>		
Centralisation des ordres heure/jour, montant minimal de souscription initiale			X		X <i>A posteriori</i>	
Division de la part/ regroupement			X	X		
Exercice social			X		X	
Affectation des Résultats			X	X		



Date, périodicité de calcul de la valeur liquidative			X		X	
Lieu et modalités de diffusion de la valeur liquidative			X		X <i>A posteriori</i>	
Montant minimum d'investissement dans une part	X	X			X <i>A posteriori</i>	
Pré liquidation			X	X		X
Modalités de distribution (de revenus ou d'actifs)			X	X		
Règles d'évaluation des actifs					X <i>A posteriori</i>	

*Il n'est pas nécessaire d'adresser une information particulière et individuelle aux porteurs de parts lorsqu'ils ont accepté préalablement la modification envisagée. La société de gestion doit adresser au Conseil du Marché Financier la preuve de l'accord préalable des porteurs de parts.

** Les porteurs de parts peuvent être informés après l'entrée en vigueur de la modification lorsque le tableau comporte la mention « a posteriori ».

II-Modifications affectant les fonds bénéficiant d'une procédure allégée

Nature de la modification	Modifications soumises à agrément préalable	Acceptation préalable du dépositaire	Modifications soumises à déclaration	Modalités d'information des porteurs		
				Particulière individuelle des porteurs*	Tout autre Moyen**	Quotidien et BO du CMF
Dénomination du fonds	X	X		X		X
Société de gestion	X	X		X		X
Gestionnaire administratif	X	X				X
Gestionnaire comptable	X	X				X
Dépositaire	X					X
Commissaire aux comptes			X			
Commission de souscription			X		X Uniquement si majoration <i>A posteriori</i>	
Objectif et politique d'investissement		X	X	X		X
Augmentation de la durée de blocage		X	X	X		
Frais, commission de surperformance			X	X	X si diminution a <i>posteriori</i>	
Lieu/modalités d'obtention des informations			X		X	
Le garant		X	X	X		
La durée de vie		X	X	X		
Commission de rachat			X	X		
Établissement désigné pour		X	X	X Information	X <i>A posteriori</i>	

recevoir des souscriptions/ rachats				particulière en cas de suppression uniquement entrée en vigueur 1 mois de délai		
Possibilité de limiter ou arrêter les souscription			X	X A posteriori		
Centralisation des ordres heure/jour, montant minimal de souscription initiale			X		X A posteriori	
Division de la part/ regroupement			X	X		
Exercice social			X		X	
Affectation des résultats			X	X		
Date, périodicité de calcul de la valeur liquidative			X		X	
Lieu et modalités de diffusion de la valeur liquidative			X		X A posteriori	
Montant minimum d'investissement dans une part	X		X		X A posteriori	
Pré liquidation			X	X		X
Modalités de distribution (de revenus ou d'actifs)			X	X		
Règles d'évaluation des actifs					X A posteriori	

*Il n'est pas nécessaire d'adresser une information particulière et individuelle aux porteurs de parts lorsqu'ils ont accepté préalablement la modification envisagé. La société de gestion doit adresser au Conseil du Marché Financier la preuve de l'accord préalable des porteurs de parts.

** Les porteurs de parts peuvent être informés après l'entrée en vigueur de la modification lorsque le tableau comporte la mention « a posteriori ».



ANNEXE 7
FICHE D'AGRÈMENT EN CAS DE MODIFICATION D'UN FONDS OU D'UN
FONDS BENEFCIANT D'UNE PROCEDURE ALLEGEE

(À remplir en 2 exemplaires)

Modification :	
1.Type de Fonds :	<input type="checkbox"/> FCPR <input type="checkbox"/> FCPR bénéficiant d'une procédure allégée <input type="checkbox"/> Fonds d'amorçage <input type="checkbox"/> Fonds d'amorçage bénéficiant d'une procédure allégée
2.Dénomination du Fonds :	
3.Dénomination de la société de gestion:	
4. Dénomination du dépositaire :....	
5.Nom du commissaire aux comptes :...	
6.Type de l'opération :	

Date d'effet de la modification envisagée :

FICHE COMPLÉTÉE PAR		
Nom du chargé du dossier :		
Société :		
Tél. :	Courriel :	Télécopie :
Adresse de la société de gestion:		

PIÈCES JOINTES
Opération de modification : Pièces à fournir obligatoirement
<input type="checkbox"/> Nouveaux règlement intérieur et prospectus avec modifications mises en évidence <input type="checkbox"/> Projet d'information aux souscripteurs/ou attestation relative à l'accord des porteurs et liste des porteurs <input type="checkbox"/> Pièces justifiant la (les) modification(s) à lister <input type="checkbox"/> Acceptation du dépositaire (si nécessaire) ou attestation écrite indiquant qu'il a été informé <input type="checkbox"/> Tout autre document que la société de gestion estime nécessaire à l'instruction du dossier.



ANNEXE 8
FICHE D'AGRÈMENT DE LIQUIDATION D'UN FONDS OU D'UN FONDS
BENEFICIAINT D'UNE PROCEDURE ALLEGEE

Liquidation :	
1	Type du fonds <input type="checkbox"/> FCPR <input type="checkbox"/> FCPR bénéficiant d'une procédure allégée <input type="checkbox"/> Fonds d'amorçage <input type="checkbox"/> Fonds d'amorçage bénéficiant d'une procédure allégée
2	Dénomination du Fonds :
3	Nom de la société de gestion:
4	Nom du dépositaire :
5	Nom du Commissaire aux comptes :
6	Motifs de la liquidation

FICHE COMPLÉTÉE PAR		
Nom du chargé du dossier :		
Société :		
Tél. :	Courriel :	Télécopie :
Adresse de la société de gestion:		

PIÈCES JOINTES
Liquidation : Pièces à fournir obligatoirement
<input type="checkbox"/> La décision de dissolution <input type="checkbox"/> Le projet de lettre d'information particulière des porteurs de parts <input type="checkbox"/> Le dernier portefeuille du fonds <input type="checkbox"/> Déclaration écrite attestant de l'information du dépositaire <input type="checkbox"/> Rapport du commissaire au compte <input type="checkbox"/> Copie du procès verbal du conseil d'administration ou du directoire de la société de gestion <input type="checkbox"/> Tout autre document que la société de gestion estime nécessaire à l'instruction du dossier

(Signature manuscrite)



ANNEXE 9
MODELE DES STATISTIQUES TRIMESTRIELLES RELATIVES AU FONDS ET
AU FONDS BENEFICIAANT D'UNE PROCEDURE ALLEGEE

Informations générales

1. Présentation du fonds ou du fonds bénéficiant d'une procédure allégée :

Type du fonds :

Dénomination du fonds :

Dénomination de la société de gestion :

Dénomination du dépositaire :

Nom du commissaire aux comptes :

2. Présentation de la société de gestion :

Adresse :

Téléphone/fax :

Courrier électronique :

Site internet le cas échéant :

Date et numéro de l'agrément octroyé par le Conseil du Marché Financier :

Désignation du groupe auquel elle appartient :

Nombre d'employés :

Capital :

Montant total des fonds gérés :

Désignation des fonds et des SICAR qu'elle gère :

3. Stratégie d'investissement suivie :

Champs d'intervention du fonds selon la répartition géographique et sectorielle :

Montant minimum des investissements :

Montant maximum des investissements :

Durée moyenne des investissements :



4. Informations sur le chargé des statistiques :

Nom du chargé :

Téléphone/courrier électronique :

Les investissements réalisés au cours du trimestre (préciser le trimestre)**1. Montant total des investissements :**

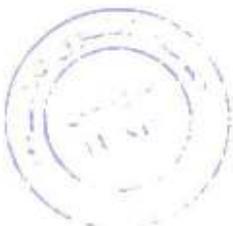
Investissement total	Nombre d'entreprises	Montants investis (en KTND)	Proportions %
Total			

2. Répartition des investissements par type d'intervention :

Type d'investissements	Nombre d'entreprises	Montants investis (en KTND)	Proportions %
Capital risque			
Capital développement			
Capital transmission			
Capital retournement			
Capital amorçage			
Essaimage			
Total			

3. Répartition des investissements selon la nature de l'apport :

Nature de l'apport	Montant investi	Montant de l'investissement total (en KTND)	Proportion %
Promoteur			
Associés			
SICAR/ FCPR			
Fonds publics			
Etablissement de crédit : banque, société de leasing, autre			
Total			



4. Répartition des investissements selon l'utilisation des instruments financiers :

Instruments financiers	Nombre d'entreprises	Montants investis (en KTND)	Proportions %
Actions à dividendes prioritaires			
Actions ordinaires			
Comptes courant associés			
Obligations convertibles			
Titres participatifs			
Autres (à préciser)			
Total			

5. Répartition des investissements selon le champ d'intervention :

Champ de l'intervention	Nombre d'entreprises	Montants investis (en KTND)	Proportions %
Les entreprises des nouveaux promoteurs			
Les entreprises évoluant dans le domaine technologique			
Les petites et moyennes entreprises			
Les entreprises objet d'opérations de mise à niveau			
Les opérations de transmission			
Les entreprises en difficulté économique			
Les entreprises implantées dans les zones de développement			
Les entreprises évoluant dans le secteur agricole			
Les entreprises évoluant dans le domaine de l'environnement)			
Les entreprises évoluant dans d'autres domaines (cadre libre)			
Total			



6. Répartition des entreprises en fonction du nombre de salariés :

Taille de l'entreprise	Effectif	Nombre d'entreprises	Proportion %
Moins de 20			
De 20 à 50			
De 51 à 100			
Plus de 100			
Total			

7. répartition des investissements par secteur d'activité

Secteur d'activité (à préciser)	Nombre d'entreprises	Montants investis (en KTND)	Proportions %
Total			

8. répartition des investissements par zone géographique

Gouvernorat (à préciser)	Nombre d'entreprises	Montants investis (en KTND)	Proportions %
Total			

Les désinvestissements réalisés au cours du trimestre (préciser le trimestre)

1. Total des désinvestissements :

Désinvestissement Total	Nombre des opérations de sortie	Montants des opérations de sortie (en KTND)
Total		

2. Répartition des désinvestissements par type de sortie :

Type de sortie	Nombre des opérations de sortie	Montants des opérations de sortie (en KTND)	Proportion %
Sortie promoteur			
Sortie industrielle			
Sortie marché boursier			
Sortie cession au management			
Sortie à des institutions financières			
Liquidation			
Revente à un autre fonds			
Autres			
Total			



3. Répartition des désinvestissements par zone géographique :

Gouvernorat (à préciser)	Nombre des opérations de sortie	Montants des opérations de sortie (en KTND)	Proportion %
Total			

Les capitaux levés au cours du trimestre (préciser le trimestre)

1. Total des capitaux levés (en KTND):

2. Répartition des capitaux levés* par type d'investisseur :

Type d'investisseurs	Montants levés (en KTND)	Proportion %
Etablissement de crédit		
Sociétés d'assurances		
Personnes physiques		
Etablissements publics		
Autres établissements		
Total		

*Encours des capitaux levés tenant compte des fonds levés et des remboursements effectués

3. Répartition des capitaux levés par nationalité des investisseurs :

Nationalité	Montants levés (en KTND)	Proportion %
Tunisienne		
Etrangère		
Total		

Garantie des investissements au cours du trimestre (préciser le trimestre)

Nombre	Champ de l'intervention	de	Montant de la garantie	de la	Montant remboursé




ANNEXE 10
MODELE DES STATISTIQUES ANNUELLES RELATIVES AU FONDS ET AU
FONDS BENEFICIANT D'UNE PROCEDURE ALLEGEE

1. Activité générale du fonds ou du fonds bénéficiant d'une procédure allégée :

Catégorie des projets et secteurs d'activité	APPROBATIONS						DECAISSEMENTS					
	Nombre de projets			Montant en MD			Nombre de projets			Montant en MD		
	fin de N-1	au cours N	fin N	fin de N-1	au cours N	fin N	fin de N-1	au cours N	fin N	fin de N-1	au cours N	fin N
Nouveaux promoteurs												
Secteur agricole												
secteur industriel												
secteur des services												
secteur touristique												
restructuration, mise à niveau privatisation												
Secteur agricole												
secteur industriel												
secteur des services												
secteur touristique												
autres projets												
Secteur agricole												
secteur industriel												
secteur des services												
secteur touristique												
Autres emplois												
placements dans le marché financier												
placements dans le marché monétaire												
TOTAL												
DONT												
Les zones de développement régional												
Secteur agricole												
secteur industriel												
secteur des services												
secteur touristique												



2. Ressources du fonds ou du fonds bénéficiant d'une procédure allégée :

	Dénomination de la société de gestion	
	Dénomination du fonds	
Catégories de souscripteurs du fonds (Veuillez cocher avec un X la ou les cases correspondantes)	Personnes physiques	
	Personnes morales	
	Investisseurs non avertis	
	Investisseurs avertis	
	Nombre de souscripteurs	
	Montant des souscriptions recueillies antérieurement au 31/12 de l'année ... non encore libérés	
	Total des souscriptions recueillies au 31/12 de l'année ... non encore libérés	
	Total des souscriptions libérées au 31/12 de l'année ... NB : Il s'agit des engagements de souscription, recueillis en année n ou antérieurement, qui ont été libérés durant l'année	

